

Public Disclosure Authorized

Mémorandum économique régional sur le bassin du lac Tchad

Le développement au service de la paix

Rapport général

Public Disclosure Authorized

Juin 2021



Table des matières

Remerciements.....	iv
Résumé analytique	v
1. Introduction	1
1.1 Justification.....	1
1.2 Feuille de route du rapport	5
2. Cadre d'analyse	7
3. Tendances socioéconomiques récentes dans la région du lac Tchad	10
3.1 Démographie à long terme.....	10
3.2 Tendances en matière de réduction de la pauvreté.....	13
3.3 Dynamique économique locale	16
3.4 Résultats en matière de capital humain et accès aux services de base	17
3.5 Tendances sur le plan agricole	19
3.6 Emplois et composition du marché du travail	22
4. Développement territorial dans la région du lac Tchad	26
4.1 Densité	26
4.1.1 Densité économique	27
4.1.2 Urbanisation.....	28
4.1.3 Convergence régionale (convergence conditionnelle)	30
4.2 Distance (absence de connectivité)	32
4.2.1 Accès au marché	32
4.2.2 Mauvaises infrastructures routières	34
4.2.3 Connectivité numérique	34
4.2.4 La réduction de la distance par rapport aux marchés est importante pour le développement économique local.....	36
4.3 Division.....	39
4.3.1 Boko Haram.....	40
4.3.2 Barrières commerciales transfrontalières.....	41
5. Changement climatique et défis liés à la fragilité, aux conflits et à la violence	44
5.1 Changement climatique et conditions environnementales difficiles.....	45
5.2 Liens entre la variabilité du climat et les conflits	47
5.3 Effets sociaux et économiques du conflit.....	50
6. Actions envisageables des pouvoirs publics	56
6.1 Infrastructures de liaison	62
6.2 Facilitation des échanges.....	65
6.3 Gouvernance.....	67
6.4 Gestion des ressources naturelles.....	72
Références bibliographiques	77
Annexe A : Autres figures et tableaux	86
Annexe B : Scénarios d'investissement dans les infrastructures étudiés dans le document de référence intitulé « Infrastructures et changement structurel dans la région du lac Tchad »	87
Annexe C : Liste des documents de référence	88

© 2021 Banque internationale pour la reconstruction et le développement / Banque mondiale
1818 H Street NW
Washington, DC 20433
Téléphone : 202-473-1000
Site web : www.worldbank.org

Cet ouvrage a été établi par les services de la Banque mondiale avec le concours de contributeurs externes. Les constatations, interprétations et conclusions exprimées dans cet ouvrage ne reflètent pas nécessairement les opinions du Groupe de la Banque mondiale, de ses Administrateurs, ou des gouvernements qu'ils représentent.

La Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude des données contenues dans cet ouvrage. Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes du présent ouvrage n'impliquent de la part de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement que l'institution reconnaît ou accepte ces frontières.

Droits et licences

Le contenu de cette publication fait l'objet d'un dépôt légal. Parce que la Banque mondiale encourage la diffusion de son savoir, le présent ouvrage peut être reproduit, en intégralité ou en partie, à des fins non commerciales, dès lors que sa paternité est pleinement reconnue. Pour tous renseignements sur les droits et licences, y compris les droits subsidiaires, s'adresser à World Bank Publications, The World Bank Group, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, USA ; télécopie : 202-522-2625 ; courriel : pubrights@worldbank.org.

Remerciements

Ce rapport a été établi par une équipe conjointe du Pôle mondial d'expertise en Macroéconomie, commerce et investissement et du Pôle mondial d'expertise en Pauvreté et équité dirigée par Marco Hernandez, Takaaki Masaki et Carlos Rodríguez-Castelán. Les auteurs de ce rapport sont Rogelio Granguillhome, Marco Hernandez, Samantha Lach, Takaaki Masaki et Carlos Rodríguez-Castelán.

Les membres de l'équipe élargie qui ont préparé les documents de référence et les bases de données sont Remi Jedwab (université George Washington), Federico Haslop (université George Washington), Brian Blankespoor (Banque mondiale), Mathilde Lebrand (Banque mondiale), Peter Fisker (université de Copenhague) et Peter Walkenhorst (American University of Paris).

Le rapport a bénéficié des contributions et des commentaires de Hiromi Akiyama, Luis Alberto Andres, Abul Azad, Oliver Balch, Armel Castets, Olivia D'Aoust, Catherine Marie Rose Defontaine, Johanna Damboeck, Elaine Chee En Hui, John Keyser, Aditya Khaparde, Jonathan William Lain, Jean Christophe Maur, Aimée Marie Ange Mpambara, Adrian Morel, Antonio Nucifora, Aissatou Ouedraogo, Vijay Pillai, Edward Rackley, Andrew Roberts, Aly Sanoh, Aboudrahyme Savadogo, Issa Bitang A. Tiati, Emilija Timmis, Tara Vishwanath et Albert Zeufack.

L'équipe remercie les pairs examinateurs pour leurs excellents commentaires et suggestions. Il s'agit de : Nancy Lozano, Nicolas Perrin et Siddharth Sharma. L'équipe remercie également les personnes suivantes, qui ont participé aux discussions sur les documents de référence lors d'un atelier organisé par les auteurs : Erhan Artuc, Paul Brenton, Joanne Gaskell, Aparajita Goyal, Bob Rijkers, Emmanuel Skoufias, Hernan Winkler et Roman Zarate.

Ce projet a été mené sous la direction générale de Deborah L. Wetzel (directrice de l'intégration régionale pour l'Afrique), Abebe Adugna (directeur régional pour la croissance équitable, les finances et les institutions), Francisco Carneiro (directeur au Pôle mondial d'expertise en Macroéconomie, commerce et investissement), Andrew Dabalén (chef de service au Pôle mondial d'expertise en Pauvreté et équité), Johan A. Mistiaen (chef de service au Pôle mondial d'expertise en Pauvreté et équité) et Pierella Paci (chef de service au Pôle mondial d'expertise en Pauvreté et équité).

Rocio Manrique et Santosh Kumar Sahoo ont prêté assistance à l'équipe, et Robert Zimmermann a assuré la relecture de la version anglaise du rapport.

Résumé analytique

Le contexte du Mémoire économique régional pour le bassin du lac Tchad : Comprendre le sous-développement. La région du lac Tchad est une zone économiquement et socialement intégrée située dans le centre-ouest de l'Afrique. S'étendant sur le Cameroun, le Niger, le Nigéria et le Tchad, cette zone semi-aride est confrontée à une conjugaison d'obstacles structurels de longue date qui se dressent contre le développement, auxquels s'ajoute un ensemble complexe de problèmes aggravants à brève échéance. Il en résulte une situation de fragilité aiguë où les 30 millions d'habitants de la région se trouvent pris au piège d'un cercle vicieux de faible croissance et de pauvreté endémique. Ces conditions favorisent ensuite la violence, les conflits, l'émigration et les déplacements, la dégradation des terres, l'aliénation des jeunes et un sentiment général d'insatisfaction à l'égard des institutions gouvernementales. Pour une région où les données traditionnelles sont limitées, ce mémoire présente de nouveaux éléments probants quantitatifs et qualitatifs en intégrant et tirant parti des recensements de population, des enquêtes auprès des ménages, des données administratives et des données dérivées de l'application de techniques de mégadonnées à des ensembles de données jusqu'à présent inexploités, tels que l'intensité de l'éclairage nocturne, des données de télédétection et d'autres données géolocalisées, qui offrent toutes de nouvelles informations précieuses sur le lien entre les 3 D et les 2 C (voir ci-dessous).

Non seulement le développement dans la région du lac Tchad est d'un faible niveau, mais il a aussi montré peu de signes d'amélioration en général. Les paramètres du développement socioéconomique de la région laissent voir une situation extrêmement difficile. La région se caractérise par des taux de pauvreté élevés, un faible capital humain et un accès limité aux services essentiels. L'activité économique et les revenus des ménages se sont contractés au cours des trois dernières décennies. La région affiche l'un des taux de croissance démographique les plus élevés au monde, et les taux de fécondité sont d'environ cinq enfants par femme en moyenne. En conséquence, les communautés riveraines du lac sont à la traîne par rapport aux normes socioéconomiques d'autres régions du Cameroun, du Tchad, du Niger et du Nigéria, dont les performances sont déjà insuffisantes par rapport aux autres économies en développement du monde. À titre d'exemple, dans le nord-est du Nigéria, qui borde le lac au sud-ouest, les taux de pauvreté sont estimés à plus de 70 %, soit presque le double du taux dans le reste du pays.

Le sous-développement ou le retard de développement de la région du lac Tchad se comprend mieux comme une agglomération de facteurs interconnectés, et non comme une pléthore de défis individuels et isolés, ce qui correspond à l'idée traditionnelle que l'on s'en fait. Se fondant sur cette donnée cruciale, le présent mémoire recense les facteurs structurels de longue date (tels qu'une gouvernance précaire, un capital humain faible, une croissance démographique élevée, une accessibilité limitée aux marchés, des infrastructures de connexion insuffisantes et l'exclusion socioéconomique) et examine l'interaction au sein et entre ces facteurs. Il en va de même des deux facteurs aggravants qui ont gagné en importance au cours des dernières décennies, à savoir les conflits violents et le changement climatique. Dans une démarche singulière, le rapport cherche ensuite à montrer les interconnexions qui existent entre ces deux ensembles distincts de défis, à savoir les défis structurels de longue date d'une part et les facteurs aggravants plus récents d'autre part. L'utilisation d'un prisme spatial révèle une image plus détaillée et nuancée du piège de la pauvreté dans lequel la région du lac Tchad est empêtrée. Ce qui ouvre la voie à la recommandation de mesures publiques globales qui laissent espérer que le cercle vicieux du développement sous-optimal et de la fragilité dans lequel la région est actuellement prise puisse être rompu et remplacé par un cercle vertueux de croissance économique, de création d'emplois et de réduction de la pauvreté.

Le développement territorial s'explique par les trois D : distance, densité et division.

Tenant compte du caractère interrelationnel du sous-développement de la région du lac Tchad, ce mémorandum adopte une approche transversale de l'analyse des difficultés territoriales rencontrées par les entreprises et les agents économiques individuels de la région. Le premier des trois prismes spatiaux adoptés par le rapport est la **densité**, qui, telle qu'appliquée ici, s'entend de la masse économique ou de la production par unité de superficie (souvent mesurée comme produit intérieur brut [PIB] par kilomètre carré). Les établissements urbains économiquement actifs sont généralement considérés comme un indicateur fort de la densité (et du potentiel de croissance). Cet élément fait cependant défaut à la région du lac Tchad. À l'exception des villes de N'Djamena au Tchad et de Maiduguri au Nigéria qui, ensemble, comptent environ deux millions d'habitants, la grande majorité des agglomérations urbaines de la région compte moins de 20 000 habitants. L'exode rural est une tendance constante dans la région, et, parce que les gens sont poussés au déplacement par les conflits, la région a connu une urbanisation par l'arrivée de réfugiés plutôt qu'un dynamisme urbain. Le deuxième prisme est celui de la **distance**, qui est la facilité ou la difficulté à transporter des biens, des services, de la main-d'œuvre, des capitaux, des informations et des idées d'un lieu à un autre. Le bilan de la région du lac Tchad en la matière est faible. Par exemple, près des deux tiers de la population rurale de la région vivent à plus de deux kilomètres d'une route praticable en toute saison. Lorsqu'à cela on ajoute une faible connectivité téléphonique et internet, ainsi qu'un accès limité à l'électricité et à d'autres services de base, l'effet sur le développement est hautement préjudiciable. Le troisième D est la notion de **division**, qui se définit d'un point de vue aussi bien physique que social. La division rend compte des obstacles tangibles à la croissance, tels que les restrictions commerciales transfrontalières, et des différences d'accès aux services et aux opportunités économiques entre les groupes de population en fonction du sexe, de l'âge, de l'activité économique (par exemple entre les éleveurs et les agriculteurs), ainsi qu'entre les personnes déplacées et d'autres groupes vulnérables. L'effet de chacun des 3 D à lui seul est un obstacle sérieux à la croissance, mais, ensemble, ils précipitent un déraillement majeur de la région du lac Tchad de la voie de la croissance inclusive. Par conséquent, ce mémorandum analyse non seulement ces trois facteurs isolément, mais aussi leur interaction.

Les deux C – le changement climatique et les conflits – exacerbent la fragilité de la région.

Le mémorandum se penche également sur deux facteurs interdépendants qui aggravent le sous-développement dans la région du lac Tchad. Le premier est le **changement climatique**, un phénomène mondial qui pose des défis importants, immédiats et uniques aux riverains du lac Tchad, au centre du Sahel. Dans tout le Sahel, les températures augmentent 1,5 fois plus rapidement que la moyenne mondiale, entraînant des conditions générales plus chaudes et des régimes météorologiques plus irréguliers. Les sécheresses sont devenues plus sévères et plus récurrentes au cours des dernières décennies. La variabilité de la superficie du lac – qui a diminué entre les années 1960 et le milieu des années 1990, mais s'est rétablie depuis lors – nuit aux moyens de subsistance. L'agriculture de la région étant presque exclusivement pluviale, la hausse des températures est associée à des enjeux majeurs de sécurité alimentaire et de revenus des agriculteurs et des éleveurs. Un deuxième facteur qui intensifie la fragilité est celui de la **violence** et des **conflits**, notamment les activités déstabilisatrices de Boko Haram, un groupe insurrectionnel militant apparu au Nigéria en 2009 puis étendu aux trois autres pays de la région du lac Tchad. Entre 2009 et 2019, le conflit dans la région a entraîné le déplacement d'environ 2,7 millions de personnes. Au total, environ 12,8 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire. Le nord-est du Nigéria a été particulièrement touché. Comme pour les 3 D, les 2 C s'entretiennent mutuellement. La baisse des rendements et des revenus des agriculteurs causée par la détérioration des conditions climatiques réduit ainsi les coûts d'opportunité de la participation à la violence. De même, les niveaux croissants de violence minent la capacité des

pouvoirs publics à prendre des mesures d'atténuation et d'adaptation au changement climatique. Une anomalie de température positive d'un écart type augmente ainsi les faits de conflit annuels dans la région de 17,6 points de pourcentage. De même, les faits de conflit dans la région du lac Tchad ont augmenté en moyenne de 8,9 points de pourcentage en réponse à une anomalie négative d'un écart type du degré de verdure d'un district. De plus, l'impact du climat sur les conflits est le plus fort dans les zones largement agraires et plus densément peuplées.

Pour être holistiques, les actions des pouvoirs publics doivent refléter une reconnaissance de l'interconnexion entre les défis de développement de la région du lac Tchad. Compte tenu de l'ampleur des défis socioéconomiques de la région, il faudrait donner une forte impulsion aux politiques et programmes susceptibles de promouvoir efficacement le développement territorial, tout en s'attaquant aux facteurs de fragilité. Cela nécessitera un consensus fort et une hiérarchisation des mesures aux niveaux communautaire, local, étatique, national et régional. Les mesures visant à relever chacun des défis de la région de manière isolée ont peu de chances d'aboutir à des progrès durables. Un enseignement qui se dégage de l'analyse présentée dans ce mémorandum est qu'une approche axée sur des leviers holistiques de l'action des pouvoirs représente la meilleure chance de rompre le cercle vicieux du développement sous-optimal et de fragilité de la région. Comme l'illustre l'analyse des 3 D et 2 C, les facteurs à l'origine des taux de pauvreté obstinément élevés dans la région du lac Tchad sont intimement liés et autoentretiennent profondément. Par exemple, il est démontré que des infrastructures de connexion insuffisantes (grande distance) sont liées à des agglomérations économiques plus petites (faible densité), ce qui réduit les possibilités de dialogue social et d'échanges (forte division). Parce que toute cette dynamique se produit sur fond de chocs climatiques et de conflits violents, le cercle vicieux se renforce dangereusement.

Le présent général se conclut par une présentation détaillée de mesures que pourraient envisager de prendre les pouvoirs publics dans quatre domaines transversaux : les infrastructures, le commerce, la gouvernance et la gestion des ressources naturelles. Premièrement, l'investissement dans les **infrastructures** aiderait à combler les déficits de connectivité dans la région du lac Tchad, entraînant une augmentation de la productivité et la création d'emplois de meilleure qualité, en particulier dans les zones rurales. Les étapes importantes pour y parvenir comprennent l'amélioration des liaisons routières entre les villes et les zones rurales, l'extension de la fourniture de services de base et la promotion des infrastructures numériques, telles que la couverture de la 2G. Deuxièmement, l'amélioration du **commerce** et de l'intégration régionale permettrait de réduire les distances et les divisions, ce qui entraînera une consolidation des chaînes de valeur agricoles, un accroissement des revenus, l'amélioration de la sécurité alimentaire et une plus grande stabilité. La promotion de la pêche et du commerce de ses produits serait une étape opportune, tout comme la facilitation progressive des échanges transfrontaliers, à la faveur notamment de l'harmonisation des tarifs (tirant parti des opportunités inhérentes à la Zone de libre-échange continentale africaine) et de la circulation des personnes sans visa. Troisièmement, l'amélioration de l'état de droit grâce à une **gouvernance** solide aux niveaux communautaire, local, national et régional est cruciale pour une meilleure prestation des services de base, tels que la sécurité, l'éducation, les soins de santé, l'assainissement et la protection sociale, qui sont essentiels à l'atténuation des effets dévastateurs des conflits violents sur les vies et les moyens de subsistance, et à la promotion de l'inclusion sociale. Il est indispensable de faire avancer la décentralisation gouvernementale, de mobiliser plus efficacement les recettes intérieures, d'améliorer les données à l'appui de l'élaboration de politiques fondées sur des éléments factuels, et d'investir dans les capacités des collectivités locales afin de rétablir une présence positive de l'État dans la région du lac Tchad, tout comme il est capital de mettre en œuvre des mesures visant à rétablir la cohésion sociale, telles que la réconciliation au niveau communautaire et la démobilisation des insurgés.

Quatrièmement, le rapport recommande de recentrer l'attention sur la **gestion des ressources naturelles**, et notamment sur les pratiques plus efficaces de gestion des terres et de l'eau adaptées aux conditions agroécologiques locales. Il faudrait pour cela un environnement réglementaire solide, une reconnaissance appropriée des droits de propriété et un soutien ciblé aux producteurs, par exemple à travers l'offre de crédits, d'intrants et de services de vulgarisation, ainsi que des investissements dans l'innovation technologique et le transfert de connaissances. Compte tenu du rôle clé de coordination qu'assure la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT) dans ces efforts, l'amélioration des capacités de fonctionnement de cet organisme est également une priorité.

Les chemins du développement et de la paix. Les leviers d'intervention des pouvoirs publics mis en évidence dans ce mémorandum sont chacun associés à deux ou plusieurs éléments des 3 D et des 2 C et ont ainsi la capacité d'interrompre et d'inverser les boucles de rétroaction négative du cercle vicieux qui s'autorenforcent. L'objectif est d'éclairer le débat sur les actions à mener par les pouvoirs publics et de dégager un consensus sur les mesures intégrantes qui permettront une plus grande densité locale de la production économique (grâce à l'agglomération du travail et du capital), réduiront les distances par rapport aux zones les plus avancées (augmentant ainsi les flux de capitaux, de travail, de biens et de services) et limiteront les divisions (faisant ainsi converger les niveaux de vie), tout en s'attaquant de front aux conflits (renforçant par là même l'intégration économique) et en atténuant le changement climatique (rendant les activités génératrices de revenus plus productives et plus résilientes). Un programme d'action holistique de cette nature offre une occasion immédiate et réaliste de rompre le cycle de sous-développement et de fragilité dans la région du lac Tchad et de mettre en marche un cycle positif de croissance économique plus inclusive et plus résiliente reposant sur un large consensus sociétal, un engagement politique de haut niveau, et une mise en œuvre soutenue des politiques publiques.

1. Introduction

1.1 Justification

La région est remarquable pour ses importantes découvertes archéologiques, son rôle dans le commerce transsaharien et son association avec des royaumes africains historiques. . . .

Le bassin du Tchad contient les preuves les plus anciennes de la présence des hominins en Afrique occidentale.

- Gritzner, 2021

La région du lac Tchad est une zone économiquement et socialement intégrée, située à cheval sur quatre pays d'Afrique occidentale et centrale, à savoir le Cameroun, le Niger, le Nigéria et le Tchad. Le lac est situé dans un bassin intérieur, qui était autrefois occupé par une ancienne mer beaucoup plus grande, parfois appelée Méga-Tchad¹. La région semble avoir été colonisée de façon continue depuis 500 avant notre ère². Aujourd'hui, de nombreux indicateurs sociaux et économiques confirment que la région est en retard, bien que ses riches ressources naturelles et sa population jeune laissent entrevoir un potentiel économique inexploité. La région du lac Tchad est un carrefour géographique et un épice au vu des caractéristiques culturelles, historiques et sociologiques des communautés locales de la région. L'économie historique des moyens de subsistance traditionnels et du commerce autour du lac a toujours été mobile et transfrontalière. Malgré l'hétérogénéité des facteurs structurels dans les pays du bassin, les dimensions transfrontalières — mouvements et échanges —, ainsi que les liens culturels et l'identité commune dans la zone se traduisent par une région distincte. La région est actuellement confrontée à des problèmes communs en matière de sécurité, d'économie et de climat.

On estime que 30 millions de personnes vivent dans la région du lac Tchad³. La zone est constituée de 10 régions nationales : la région de l'Extrême-Nord au Cameroun ; les régions du Chari-Baguirmi, du Hadjer-Lamis, du Kanem et du Lac au Tchad ; les régions de Diffa et de Zinder au Niger ; et les États d'Adamawa, de Borno et de Yobe au Nigéria (voir Carte 1 et Carte 2). La majeure partie de la main-d'œuvre est occupée par des activités du secteur primaire — principalement l'agriculture, l'élevage et la pêche — et par des emplois indirects dans des activités connexes telles que le commerce, le transport et l'industrie manufacturière. Ces activités économiques contribuent à l'emploi et à la sécurité alimentaire des habitants de l'arrière-pays du lac, et sont liées aux deux métropoles régionales dont la population est à sept chiffres, à savoir : N'Djamena, la capitale tchadienne, et Maiduguri, la capitale de l'État de Borno au Nigéria.

La population de la région du lac Tchad augmente à un rythme rapide, ce qui exerce une pression supplémentaire sur les ressources limitées et les services de base. Les taux de fécondité sont élevés et la population totale des pays du bassin du lac Tchad devrait doubler au cours des 25 prochaines années⁴. La forte croissance démographique pose des problèmes d'accès aux services de base, tels que l'électricité et l'eau courante ; les taux d'accès sont déjà parmi les plus bas de la région, ce qui a des répercussions sur le capital humain. Les taux

¹ Gritzner (2021).

² Gritzner (2021).

³ Calculs de la Banque mondiale basés sur la définition administrative proposée de la région du lac Tchad, Linard *et al.* (2012), et les données de télédétection de Population Counts (dashboard), WorldPop, University of Southampton, Southampton, UK, <https://www.worldpop.org/project/categories?id=3>.

⁴ UNFPA (2017). L'expression « pays du bassin du lac Tchad » est utilisée sans distinction avec les pays de la région du lac Tchad tout au long du rapport pour désigner les quatre pays de l'étude : Cameroun, Niger, Nigéria et Tchad.

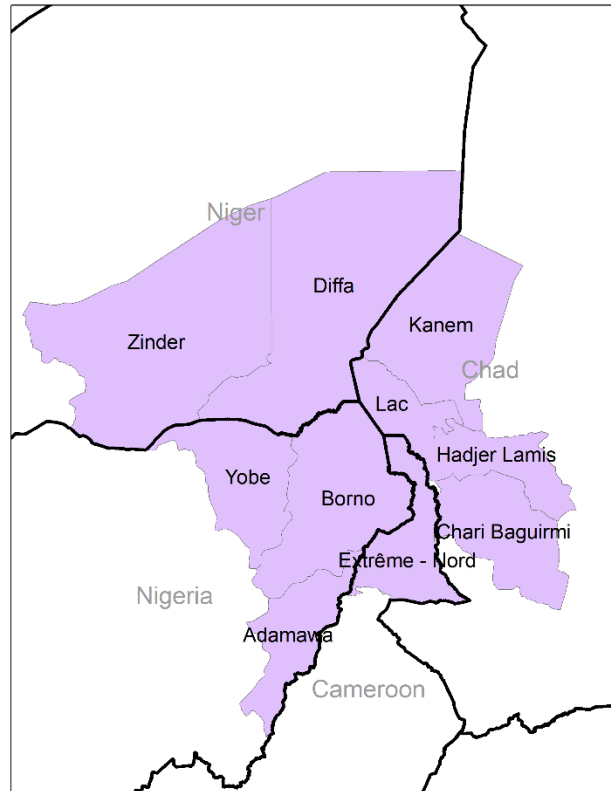
d'alphabétisation et d'achèvement de l'enseignement primaire dans les zones situées autour du lac sont sensiblement plus faibles que dans le reste des pays respectifs. En outre, au lieu de converger, l'écart d'accès aux services essentiels s'est creusé entre la région du lac Tchad et les autres parties des pays.

Carte 1: Région du lac Tchad



Source : Magrin et al. 2015.

Carte 2: Définition administrative de la région du lac Tchad



Source : Masaki et Rodríguez-Castelán 2021 ; données de la base de données GADM des zones administratives du monde, Environmental Science and Policy, Université de Californie, Davis, CA, <https://gadm.org/>.

En retard sur les indicateurs sociaux et économiques, la région du lac Tchad se caractérise par un faible développement territorial. Par rapport à d'autres parties des pays situés autour du lac, la région du lac Tchad présente des taux de pauvreté nettement plus élevés, des déficits chroniques en capital humain et un manque historique d'accès aux services et aux infrastructures de base. Elle a connu peu de progrès économiques au cours des trois dernières décennies. La baisse du niveau d'eau du lac jusqu'au milieu des années 1990 a poussé les populations à migrer des zones rurales vers les zones urbaines (bien que, depuis lors, le niveau d'eau se soit rétabli). Actuellement, la région se caractérise par des écarts spatiaux croissants, car les agglomérations urbaines de la région se développent plus rapidement que les zones rurales. Les zones rurales ont un accès limité aux infrastructures de communication ; les populations sont deux fois plus susceptibles d'être déconnectées des routes principales et donc de l'accès aux marchés et aux opportunités économiques. En milieu urbain comme en milieu rural, les femmes, les jeunes, les personnes déplacées et les autres groupes vulnérables sont confrontés à un accès inégal aux services et aux activités génératrices de revenus.

Les problèmes liés au développement territorial sous-optimal à long terme sont exacerbés par l'interaction entre les conflits et le changement climatique. Dix ans de conflit, mené par les rebelles de Boko Haram, ont laissé environ 12,8 millions de personnes dans le besoin d'une aide humanitaire dans la région du lac Tchad, dont 2,7 millions sont des personnes déplacées par le conflit⁵. Les déplacements humains et la perturbation des marchés et des chaînes de valeur en raison de la destruction physique des installations et des menaces directes contre les commerçants ont entraîné la perte d'actifs et d'intrants productifs. Si la région a toujours été une plaque tournante du commerce reliant les quatre pays du bassin et assurant des liens avec l'Afrique du Nord, le commerce transfrontalier et les activités économiques autour du lac Tchad ont également été perturbés par le conflit contre Boko Haram. Les mesures anti-insurrectionnelles, telles que la fermeture des frontières et des routes, les restrictions sur l'agriculture et la pêche, ainsi que sur la circulation des biens et des personnes, ont également freiné l'activité économique⁶. L'intensité des combats a diminué au cours des dernières années, mais le conflit s'est étendu à partir de son lieu d'origine, le nord-est du Nigéria, et touche actuellement les quatre pays entourant le lac Tchad⁷.

En outre, le changement climatique devient un risque de plus en plus important pour les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire dans la région. La hausse des températures et l'irrégularité croissante des précipitations ont rendu précaires les moyens de subsistance des agriculteurs et des pêcheurs, qui dépendent fortement de ressources en eau incertaines. En outre, la fréquence accrue des anomalies climatiques — déficit pluviométrique, hausse des températures, aridification — a été associée à une augmentation des activités conflictuelles dans la région.

Les effets du conflit et du changement climatique sont douloureusement visibles grâce à la technologie de télédétection. Les effets économiques du conflit sont visibles depuis l'espace. Les zones directement ou indirectement touchées par Boko Haram connaissent des taux de croissance plus faibles (mesurés par l'éclairage nocturne). Il existe des preuves d'effets de contagion. Ainsi, même lorsque l'activité de Boko Haram ne se déroulait que sur le territoire nigérian, il était possible d'en observer les effets négatifs sur les pays voisins du Cameroun, du Niger et du Tchad. Il existe également des preuves des effets négatifs à long terme des facteurs climatiques sur la croissance démographique et les agglomérations économiques. En raison du rétrécissement du lac Tchad entre les années 1960 et 1990, les régions proches du lac ont connu une croissance démographique nettement plus lente, notamment au Cameroun et au Niger. Cela s'explique probablement par la perte d'opportunités économiques, notamment parce que le lac en décrue offrait moins d'irrigation pour l'agriculture et l'élevage du bétail et des revenus plus faibles de la pêche. Depuis la fin des années 1990, des données probantes suggèrent que le niveau du lac est en train de se rétablir.

Ce projet contribue à combler un important déficit de connaissances en identifiant les possibilités de promouvoir une croissance économique durable et inclusive dans la région du lac Tchad. La recherche sur les politiques demeure extrêmement mince. Le rapport s'inspire de sept documents d'information originaux qui abordent différentes facettes des défis de

⁵ Sur les 12,8 millions de personnes ayant besoin d'une aide humanitaire, 10,6 millions se trouvent dans les trois États les plus touchés, Adamawa, Borno et Yobe, dans le nord-est du Nigéria (USAID 2020).

⁶ PNUD et OCHA (2018).

⁷ La nature et la fréquence des événements violents dans les pays du bassin du lac Tchad peuvent être suivies grâce à ACLED (Armed Conflict Location and Event Data Project) (tableau de bord), Robert S. Strauss Center for International Security and Law, Austin, TX, <http://www.acleddata.com/> ; GTD (Global Terrorism Database), National Consortium for the Study of Terrorism and Responses to Terrorism (START), University of Maryland, College Park, MD, <https://www.start.umd.edu/gtd/> ; UCDP (Uppsala Conflict Data Program) (base de données), Department of Peace and Conflict Research, Uppsala University, Uppsala, Sweden, <http://ucdp.uu.se/?id=1>.

développement interdépendants de la région⁸. Compte tenu de la disponibilité limitée d'études économiques rigoureuses dans ce domaine, cette étude contribue à combler un important déficit de connaissances. Une meilleure compréhension des défis et mécanismes interdépendants qui ont piégé la région dans un équilibre de faible croissance et de forte pauvreté est essentielle pour identifier les instruments politiques permettant d'améliorer la prestation de services, d'assurer la stabilité et de renforcer les opportunités économiques.

L'une des principales contributions de ce Mémoire économique sur la région du lac Tchad est la définition d'un nouveau cadre analytique pour élaborer un diagnostic complet des défis du développement territorial en présence de conflits et de changement climatique. Le cadre d'analyse proposé rend compte du cercle vicieux entre le développement territorial sous-optimal de la région et les risques systémiques associés aux conflits violents et aux chocs climatiques auxquels la région est confrontée et qui ont une incidence négative sur les résultats du développement. Ce cadre aide à identifier les politiques susceptibles d'améliorer le développement territorial et de réduire les conflits violents et la fragilité, permettant ainsi aux régions en développement d'échapper à la boucle vicieuse auto-entretenu qui les fait dévier de leur potentiel à long terme.

Une autre contribution essentielle de ce Mémoire économique régional est la production d'un diagnostic innovant, basé sur des données, sur la croissance inclusive dans la région, dans un contexte de disponibilité limitée des données. Le Mémoire économique régional intègre des sources de données traditionnelles et innovantes pour fournir une analyse économique rigoureuse de la région du lac Tchad. La capacité à fournir des analyses fondées sur des données est une performance particulièrement importante, étant donné que l'environnement des données dans la région est extrêmement pauvre. La collecte de données primaires dans la région est difficile en raison de la sécurité précaire, des contraintes d'accès et de la pandémie de COVID-19, qui rend impossible la collecte de données sur le terrain. Dans cet environnement où la production de données est particulièrement difficile, le Mémoire économique régional a entrepris de dresser un inventaire complet et de générer des données à partir des sources de données traditionnelles, y compris les enquêtes sur les ménages, les recensements et les données administratives, et de nouvelles sources de données provenant de l'imagerie par satellite et de la technologie de télédétection. Ce processus de collecte et de production de données a impliqué la numérisation des données historiques de recensement de la population remontant aux années 1950, ainsi que la normalisation et l'intégration des micro-enquêtes sur les ménages disponibles pour les pays du bassin du lac Tchad. Les nouvelles sources de données — télédétection et données satellitaires — permettent d'exploiter des données spatialement et temporairement granulaires sur divers résultats de développement, notamment les activités économiques locales (par exemple, l'éclairage nocturne), la productivité agricole, les conflits, le climat (précipitations, température) et les infrastructures (routes, électricité, infrastructures numériques).

L'intérêt de ce Mémoire économique régional réside également dans son diagnostic intégral des enjeux du développement régional, en se focalisant sur un territoire particulier imbriqué dans plusieurs pays. Contrairement aux mémoires économiques par pays traditionnellement établis par la Banque mondiale, qui offrent un diagnostic au niveau du pays des principaux défis de développement et un programme d'action dans un *seul* pays, ce Mémoire économique régional présente une analyse complète des défis de développement qui sont spécifiques à la région du lac Tchad. Et il identifie les orientations politiques que les pays du bassin du lac Tchad peuvent suivre pour faciliter leur croissance. Cette approche régionale ou

⁸ Voir l'annexe C pour une liste des documents d'information préparés pour ce rapport.

territoriale est unique et particulièrement importante pour encadrer les débats actuels sur l'action à mener en vue d'une croissance inclusive, car dans le monde entier, la pauvreté est très concentrée et le progrès économique est très inégalement réparti dans l'espace⁹. Le déblocage des opportunités économiques pour les régions en retard implique donc des interventions régionales et une coordination entre les différents pays.

Compte tenu de son cadre et de son approche analytique novateurs dans un contexte de disponibilité limitée des données et de sa focalisation sur un ensemble de sous-régions des pays concernés, ce rapport représente un modèle pour d'autres contextes similaires.

Les régions du monde entier sont confrontées à une combinaison de défis de développement territorial et de risque important de chocs systémiques et sont souvent prises dans des équilibres sous-optimaux. Le cadre analytique et l'approche décrits dans ce Mémoire économique régional, qui abordent explicitement les mécanismes de retour d'information entre les défis d'une manière orientée vers la solution, peuvent être utiles au-delà du lac Tchad. Cela peut contribuer à éclairer les interventions stratégiques dans des contextes connaissant un cercle vicieux similaire, afin d'identifier les défis et les opportunités d'une croissance inclusive. En outre, étant donné que le déficit de données qui caractérise la région du lac Tchad est également typique de nombreuses régions qui accusent du retard, les méthodes d'intégration et d'analyse des données utilisées dans ce rapport pourraient également contribuer à l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes dans de nombreuses régions pauvres en données.

1.2 Feuille de route du rapport

Le présent rapport met en lumière les défis imbriqués du développement territorial à long terme et les risques systémiques qui sont récemment apparus dans la région du lac Tchad.

Il résume les conclusions de sept documents d'information, chacun d'entre eux examinant différents aspects des défis interdépendants auxquels la région est confrontée. Ces études sont accompagnées de recherches complémentaires sur le marché du travail et les tendances socioéconomiques géospatiales, ainsi que d'un examen de la mince littérature sur le développement économique de la région. En plus de présenter les principaux résultats des documents d'information, le rapport place les conclusions dans le contexte plus large d'un cadre analytique décrivant les mécanismes de retour d'information entre les écarts de développement territorial de la région et le lien (qui se renforce de lui-même) aux chocs, à savoir les conflits violents et le changement climatique.

Ce cadre analytique est présenté dans la section 2. Le reste du rapport est structuré comme suit.

La section 3 décrit les principales trajectoires sociales et économiques de la région. Elle examine les tendances démographiques à long terme — suggérant que la croissance de la population dans la région est l'une des plus élevées au monde — et constate un accès limité aux services de base dans les zones entourant le lac. La pauvreté et les tendances socioéconomiques montrent que la région est à la traîne par rapport à d'autres parties des pays du bassin, et la dynamique économique locale indique que la région a connu peu de progrès économiques au cours des dernières décennies. L'agriculture est le principal secteur d'activité économique de la région du lac Tchad, qui emploie une grande partie des jeunes travailleurs, comme le montre l'analyse des données du marché du travail. Les emplois salariés sont limités et l'écart dans la qualité des emplois de la région se prolonge par des écarts entre les sexes.

⁹ Voir le *Rapport sur le développement dans le monde 2009* (Banque mondiale, 2009).

La section 4 soutient que l'équilibre entre faible croissance et forte pauvreté observé dans la région est étroitement lié à la géographie économique de la région. Une faible *densité* économique (concentration de l'activité économique), associée à une grande *distance* et à de larges *divisions* qui limitent la facilité de circulation des personnes, des biens, des capitaux et des idées, semble détourner la région d'une voie de croissance durable. La région présente de faibles niveaux de densité et d'urbanisation, les agglomérations urbaines ayant tendance à croître plus rapidement que les agglomérations rurales, avec des écarts spatiaux croissants et un manque de convergence régionale. Les lacunes en matière de connectivité limitent l'accès des personnes aux marchés et aux opportunités économiques, en particulier dans les zones rurales, ce qui a des répercussions sur le développement économique local. Au cours des dix dernières années, la fermeture des frontières à cause du conflit avec Boko Haram a limité la mobilité et le commerce transfrontalier, historiquement fort, dans le bassin du lac Tchad. En plus d'entraver le commerce, le conflit violent a aggravé l'exclusion sociale dans la région, réduisant l'accès aux services et aux opportunités génératrices de revenus, en particulier parmi les groupes vulnérables. Le conflit violent a entraîné le déplacement forcé de personnes dans la région, provoquant l'une des pires crises humanitaires de 2019¹⁰.

La section 5 examine comment l'impact des variations climatiques et le conflit violent vécu dans la région sont liés aux défis du développement territorial et les exacerbent. Fortement dépendante de l'agriculture, la région du lac Tchad est particulièrement exposée à des conditions environnementales difficiles. La région a connu une part plus importante de sécheresses par rapport à d'autres zones des pays du bassin, avec des conséquences sur les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire. Des précipitations plus régulières sont associées à des effets positifs sur la croissance économique locale. Cette section montre également que les anomalies climatiques, telles que la détérioration de la végétation, l'augmentation de la température et les précipitations irrégulières, sont étroitement liées aux événements conflictuels dans la région du lac Tchad, ce qui suggère l'existence d'un piège climat-conflit. Le conflit violent a eu des effets économiques négatifs importants dans la région en perturbant le commerce et en anéantissant la production agricole. Le ralentissement des économies locales n'est pas seulement visible dans les zones directement attaquées, mais s'est également propagé aux régions voisines. L'effondrement de l'activité économique touche particulièrement les zones urbaines les moins développées et les moins bien connectées, ce qui met en évidence le lien entre les lacunes en matière de développement territorial, le conflit et les résultats de développement sous-optimaux.

La section 6 présente des orientations stratégiques structurées autour de quatre thèmes transversaux : les infrastructures, le commerce, la gouvernance et la gestion des ressources naturelles. Le caractère transversal de ces thèmes encourage l'exploration des synergies potentielles entre les domaines de défi. Le contenu de cette section vise à éclairer les efforts d'élaboration de politiques pour renforcer le développement territorial et atténuer les impacts des conflits et du changement climatique. De tels efforts peuvent augmenter la probabilité de se libérer des mécanismes négatifs qui s'autorenforcent et stimuler le retour potentiel de la région sur la voie de la stabilité et du développement économique inclusif.

¹⁰ OCHA (2019).

2. Cadre d'analyse

Les défis socioéconomiques et de gouvernance dans la région sont liés à des problèmes de fragilité, de conflit et à des conditions environnementales difficiles, qui ont enfermé la région dans un cycle de croissance faible et de pauvreté élevée. La région fait face à des défis multidimensionnels liés à la faiblesse de la gouvernance, au faible capital humain, à l'accessibilité limitée des marchés et des opportunités économiques, à la sécurité insuffisante des citoyens, à l'instabilité régionale, aux infrastructures de connectivité limitées et à l'exclusion sociale enracinée¹¹. La mauvaise qualité des services dans la région a été exacerbée par la destruction des infrastructures publiques et privées¹². Ces défis qui se renforcent mutuellement ont donné naissance à une région fragile caractérisée par des conflits et des violences, une pauvreté endémique, des opportunités économiques limitées, en particulier pour les jeunes, la dégradation des sols, l'insécurité et le mécontentement général à l'égard des institutions publiques. Le changement climatique et les tendances démographiques — la croissance rapide et la structure par âge jeune de la population — amplifient et exacerbent ces menaces. L'absence du gouvernement central qui a précédé la crise actuelle, en particulier dans les zones rurales, a laissé un vide de gouvernance dans la région¹³. Déjà faible, le contrat social entre les citoyens et l'État s'est érodé ces dernières années, les gouvernements étant de moins en moins en mesure de fournir des services publics de base dans la région en raison de l'insécurité généralisée. Cela a réduit la confiance des citoyens dans le gouvernement, ce qui alimente également le conflit, surtout lorsqu'un sentiment d'exclusion existe¹⁴. Les groupes rebelles armés ont profité de cette lacune dans la gouvernance, en particulier dans la prestation des services publics, pour offrir un accès apprécié aux soins de santé, à la nourriture, à l'éducation religieuse et à des financements visant à renforcer leur position¹⁵.

Ce rapport propose un cadre d'analyse basé sur deux composantes principales : a) un lien auto-renforcé entre le développement territorial sous-optimal et la fragilité, les conflits et la violence (FCV) et les défis liés au changement climatique et b) des moyens d'action visant à renforcer le développement territorial et à atténuer les risques. Le rapport s'inspire du cadre d'analyse illustré à la Figure 1, qui tire des éléments d'analyse du *Rapport sur le développement dans le monde 2009 : Repenser la géographie économique* (Banque mondiale, 2009), du *Rapport sur le développement dans le monde 2010 : Développement et changement climatique* (Banque mondiale, 2010), et du *Rapport sur le développement dans le monde 2011 : Conflits, sécurité et développement* (Banque mondiale, 2011)¹⁶. En outre, ce Mémoire économique régional est conforme aux deux piliers de la participation à la stratégie de la Banque mondiale en matière de fragilité, de conflit et de violence, à savoir : a) la prévention des conflits

¹¹ Comme l'exclusion des processus de décision locaux et la captation (des politiques, des services) par les élites (Banque mondiale, 2018).

¹² Al Jazeera (2017); Obi et Eboime (2017). Davantage de détails sont disponibles à la section « 3.4 Résultats en matière de capital humain et accès aux services de base », ci-dessous.

¹³ Magrin et Perouse de Montclos (2018).

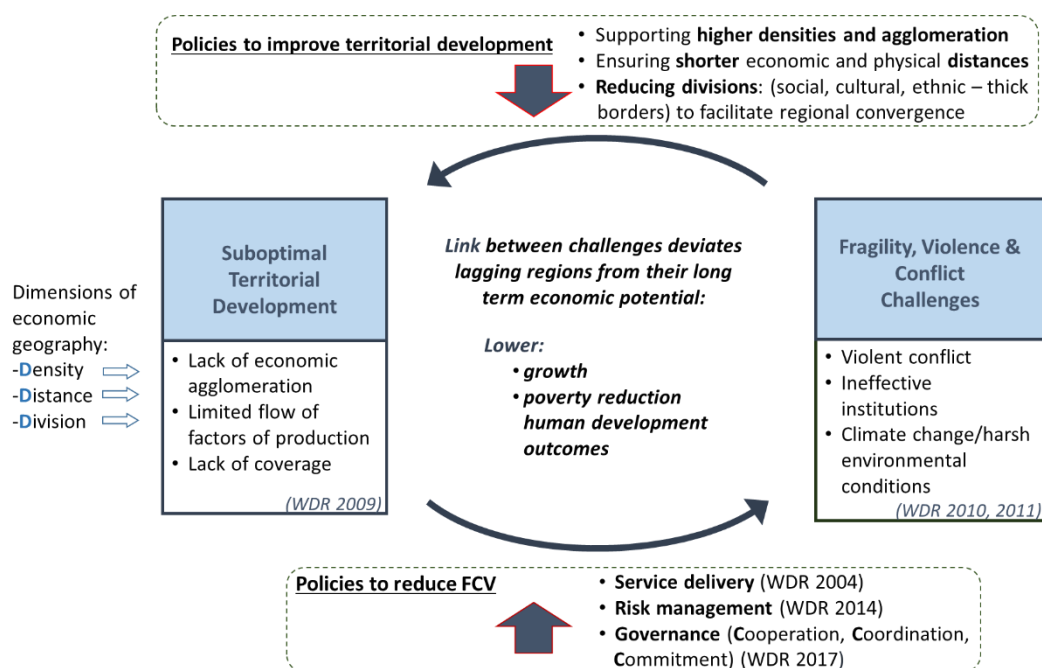
¹⁴ Magrin et Perouse de Montclos (2018). Les inégalités horizontales — les différences (réelles ou perçues) en matière d'accès et d'opportunités entre les groupes — peuvent susciter des plaintes parmi les groupes défavorisés, rendant les pays plus vulnérables au conflit (Nations Unies et Banque mondiale, 2018).

¹⁵ Vivekananda *et al.* (2019). Des éléments probants au niveau local suggèrent que la faction ISWAP (ou province d'Afrique de l'Ouest de l'État islamique) de Boko Haram a cherché à combler les lacunes dans la fourniture de services sociaux et à favoriser les opportunités de génération de revenus pour tenter de séduire les communautés du bassin du lac Tchad et d'affermir sa position. L'ISWAP a mis en place des structures de type étatique dans les zones des collectivités locales d'Abadam, Kukawa, Guzamala, Marte et Monguno dans l'État de Borno, au nord-est du Nigeria, selon des membres de la communauté et des sources sécuritaires (Samuel, 2019).

¹⁶ Le rapport s'inspire également d'autres travaux de la Banque mondiale (2003, 2013b, 2017).

violents et de la violence interpersonnelle et b) l'atténuation des conséquences de la fragilité, des conflits et de la violence.¹⁷ Le centre de l'illustration de la Figure 1 permet d'expliquer les résultats observés dans la région, notamment une faible croissance, des taux de pauvreté élevés et un faible indice de capital humain. Le cadre décrit la rétroaction entre le développement territorial sous-optimal et les risques systémiques courants dans la région, tels que les conflits violents, les chocs climatiques et la rareté des ressources. Tous ces risques ont une incidence négative sur les résultats du développement, ce qui entraîne un cercle vicieux. Cette boucle de rétroaction négative détourne les régions en retard de leur potentiel économique à long terme, entraînant une baisse de la croissance, une stagnation de la réduction de la pauvreté et de faibles résultats en matière de développement humain¹⁸. Le cadre de politique (en haut et en bas de la figure) identifie les options politiques qui peuvent contribuer à renforcer le développement territorial et à réduire la fragilité, les conflits et la violence, aidant ainsi la région à briser ce cercle vicieux.

Figure 1 : Cadre d'analyse pour déterminer les opportunités de renforcement du développement territorial et de lutte contre la fragilité dans la région du lac Tchad



Source : Élaboration de la Banque mondiale basée sur les données de la Banque mondiale 2003, 2009, 2010, 2011, 2013b, 2017.

Les défis du développement territorial sont appréhendés à travers trois dimensions de la géographie économique, les trois D : densité, distance et division. Une faible *densité* locale de production économique limite l'agglomération efficace de la main-d'œuvre et du capital et, partant, le potentiel de croissance économique. La *distance* économique et physique par rapport aux zones en avance restreint les flux de capitaux, de main-d'œuvre, de biens et de services, et donc les opportunités pour les individus et les entreprises. Les *divisions* et les frontières physiques, socioculturelles, ethniques ou autres entravent la convergence des niveaux de vie, notamment en raison de la couverture inégale des services de base et en empêchant la diffusion

¹⁷ Pour plus d'informations, voir Banque mondiale (2020b).

¹⁸ Compte tenu des contraintes liées aux données, d'autres variables peuvent être utilisées pour illustrer ces indicateurs ; par exemple, l'utilisation de l'éclairage nocturne comme indicateur de la croissance économique, le niveau de vie comme indicateur de la réduction de la pauvreté et l'incidence du paludisme comme indicateur du développement humain, pour montrer comment, en raison des défis et des chocs, ces indicateurs s'écartent de leur trajectoire optimale.

des bénéfiques de la croissance¹⁹. Les résultats de développement sous-optimaux découlant d'une faible densité, d'une grande distance et de fortes divisions tendent à exacerber les problèmes de fragilité, de conflit et de violence, la faible capacité du gouvernement et la rareté des ressources. Ces facteurs créent collectivement une boucle de rétroaction négative qui entraîne une détérioration des résultats du développement.

Les défis du développement territorial se recoupent souvent avec les défis liés aux deux C — conflit et changement climatique —, ce qui creuse davantage le fossé entre les zones en retard et celles en avance. Les zones à faible densité économique (agglomération insuffisante pour favoriser les économies d'échelle dans la production) et à fort taux de chômage ont tendance à être un terrain fertile pour les activités illicites et la violence²⁰. Faire respecter l'état de droit dans des régions éloignées et déconnectées des marchés est également plus difficile pour les gouvernements dont la portée est limitée ou qui manquent d'incitations pertinentes. Les conflits violents entraînent souvent une augmentation générale des coûts de transaction, ce qui accroît la distance physique et économique par rapport aux marchés. Les divisions aggravent également la distance. Par exemple, les différences de langue, de religion, d'ethnie et de race sont amplifiées par les conflits autour de ressources rares et constituent de solides obstacles à la migration interne²¹. La distance économique, quant à elle, limite les opportunités économiques et l'emploi au sein d'une population, notamment chez les jeunes. Cela réduit le coût de l'engagement dans des activités économiques illicites et des comportements violents. La rébellion est souvent perçue comme un moyen de subsistance viable pour les adeptes qui n'en ont pas d'autres²². Les régions violentes, quant à elles, tendent à présenter des niveaux élevés de corruption, un état de droit faible et des institutions inefficaces, autant d'éléments qui les rendent moins aptes à attirer l'activité économique. Cela démontre le lien étroit entre la violence et l'isolement économique. Les chocs subis par le système, tels que les conflits violents résultant de conditions environnementales défavorables dues à l'activité humaine ou de pandémies, peuvent limiter les flux de capitaux et de main-d'œuvre, affectant ainsi les activités génératrices de revenus et entraînant une baisse de la croissance et une augmentation des taux de pauvreté.

Les conflits et le changement climatique posent des défis à l'accès des ménages aux services de base et à la capacité des ménages à accumuler et à utiliser des actifs productifs. Les conflits violents dans les régions touchées ont tendance à interrompre la prestation des services publics, voire à la rendre impossible, et entraînent généralement l'épuisement des biens de production des ménages. Ils entraînent aussi souvent le déplacement forcé de personnes, y compris au-delà des frontières nationales, et la détérioration des infrastructures, ce qui interrompt davantage l'accès aux services et entraîne l'érosion des actifs. L'incapacité à utiliser les actifs de manière productive et à accéder aux services peut aggraver les divisions et les frictions existantes entre les groupes.

La fragilité et les conflits constituent des défis pour les investissements publics et privés. Cela augmente la distance économique et réduit la densité économique, laissant les zones

¹⁹ Alors que l'inverse — dynamiques, commerce et mobilité transfrontalières actives — peut être un facteur de résilience.

²⁰ Le chômage et l'oisiveté sont cités comme étant les facteurs les plus importants motivant les jeunes à rejoindre les mouvements rebelles dans les zones touchées par la violence, selon le Rapport sur le développement dans le monde 2011 axé sur les conflits, la sécurité et le développement. Dans le même temps, la relation entre le chômage et la violence n'a pas été établie aussi clairement par une analyse économétrique, probablement en raison de la faiblesse des données et/ou parce que le lien est plutôt indirect que direct (Banque mondiale, 2011).

²¹ Banque mondiale (2009). Une étude portant sur 11 pays subsahariens a montré que, si l'ethnie était un facteur prédictif important des différences de mortalité des enfants de moins de 5 ans, si elle était combinée à la géographie, elle permettait de prédire la probabilité de survie des enfants (Brockerhoff et Hewett, 2000).

²² Banque mondiale (2011).

touchées de plus en plus isolées²³. La discrimination peut également être renforcée par des divisions profondes, telles que les différences sociales ou politiques associées à des disparités persistantes en termes de niveau de vie. L'inégalité des chances sociales et économiques et la perception publique de cette inégalité peuvent nuire à la cohésion sociale en aggravant les griefs et les sentiments d'exclusion et de marginalisation qui, s'ils ne sont pas traités, peuvent conduire à des tensions et parfois se transformer en mobilisation violente. En outre, le changement climatique et les conditions environnementales difficiles peuvent limiter les opportunités dans les zones en retard, aggravant les problèmes existants et perpétuant les disparités. Les zones en retard qui sont confrontées à des conditions climatiques difficiles, qui n'ont pas accès aux services de base et qui connaissent une mauvaise gouvernance dans une région touchée par des insurrections et des conflits sont souvent accablées par la violence. Les régions en retard — qui n'ont pas accès aux services de base et ne sont pas en mesure d'utiliser leurs actifs de manière productive et dont les résultats en matière de développement économique et social sont sous-optimaux — sont donc autant un moteur qu'une conséquence de la violence familiale, dans un cercle vicieux qui rend difficile pour les pays d'échapper au piège de la fragilité.

Guidées par ce cadre d'analyse, les sections suivantes synthétisent la littérature et les rapports stratégiques précédents, tout en s'appuyant sur des recherches sur des politiques originales préparées pour ce Mémoire économique régional, qui apportent de nouvelles connaissances sur les tendances et les moteurs de la faible croissance économique et des taux de pauvreté élevés de la région.

3. Tendances socioéconomiques récentes dans la région du lac Tchad

Les taux de pauvreté, la croissance économique et d'autres indicateurs socioéconomiques fondamentaux dans le bassin du lac Tchad sont inférieurs aux indicateurs des autres régions du pays.

3.1 Démographie à long terme

La croissance démographique dans les pays du bassin du lac Tchad est parmi les plus élevées au monde. La population du Cameroun, du Niger, du Nigéria et du Tchad devrait doubler au cours des 20 prochaines années. On estime que la région du lac Tchad verra sa population augmenter de 14 millions de personnes entre 2000 et 2020²⁴. Alors que des progrès significatifs sont réalisés dans d'autres régions d'Afrique, les pays du bassin du lac Tchad sont toujours à la traîne dans la transition démographique. En effet, le schéma classique de la transition démographique — une baisse significative de la mortalité des enfants de moins de 5 ans entraînant une forte baisse de la fécondité — ne s'est pas encore produit dans les pays du bassin du lac Tchad. Le nombre moyen d'enfants par femme dans la plupart des pays du bassin du lac Tchad reste élevé, proche de cinq enfants par femme, ou supérieur à ce chiffre, sans signe de baisse significative²⁵. Les taux de fécondité sont plus élevés dans la région du lac que dans le

²³ L'isolement tend à entraîner à la fois une division des groupes identitaires et une marginalisation, ainsi qu'une diminution des opportunités économiques. Par exemple, le PIB moyen par habitant de tous les pays en développement enclavés représente trois cinquièmes de celui de leurs voisins maritimes (Banque mondiale, 2011).

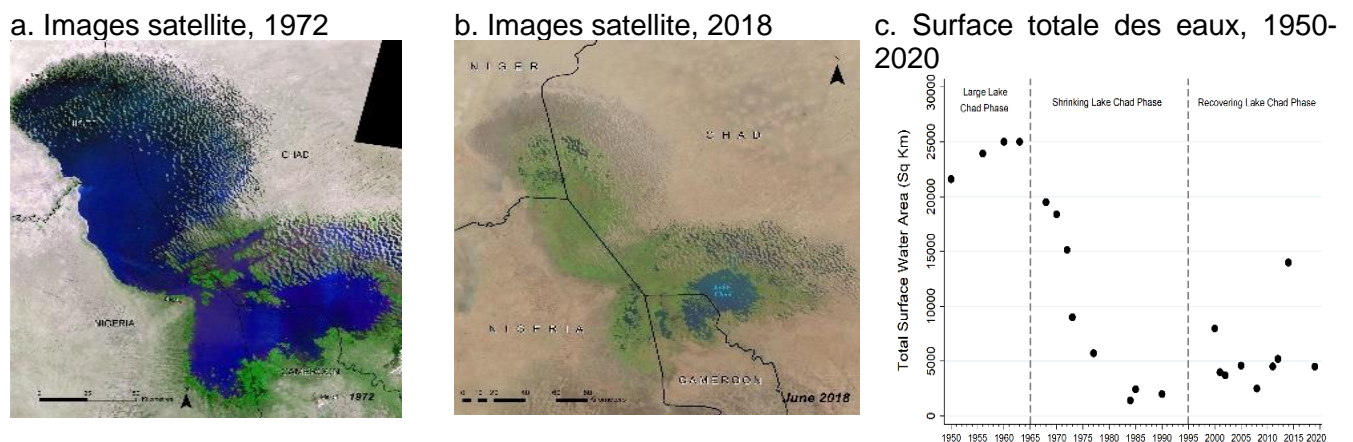
²⁴ Calculs de la Banque mondiale basés sur les données 2020 de Population Counts (dashboard), WorldPop, University of Southampton, Southampton, UK, <https://www.worldpop.org/project/categories?id=3>.

²⁵ Voir <https://wcaro.unfpa.org/en/publications/demographic-dynamics-and-crisis-countries-around-lake-chad>.

reste des pays concernés. Par exemple, les régions du Cameroun et du Nigéria qui entourent le lac présentent des taux de 6,8 et 5,8 enfants par femme, respectivement, contre 4,8 et 5,3 enfants par femme dans le reste de ces deux pays. Dans les régions de Diffa et de Zinder au Niger, les taux de fécondité sont encore plus élevés, avec 8,2 enfants par femme, contre 7,5 enfants par femme dans les autres régions du pays. Les régions du lac et du Hadjer-Lamis au Tchad font figure d'exceptions : le taux de fécondité moyen y est légèrement inférieur à la moyenne des autres régions du pays (6,2 contre 6,5 enfants par femme, respectivement)²⁶.

Certains des moteurs essentiels des changements démographiques dans la région du lac Tchad sont liés à des facteurs climatiques et environnementaux. Dans les années 70, le Sahel a connu de graves sécheresses qui ont mis à mal les moyens de subsistance des agriculteurs et des éleveurs sur une vaste zone. Les sécheresses ont réduit les niveaux d'eau de façon spectaculaire, divisant le lac Tchad en deux masses d'eau distinctes, les bassins nord et sud. Dans les années 80, la superficie des eaux s'était réduite à 2 000 km² (contre 25 000 km² dans les années 60). Les images satellites de la NASA révèlent une nette détérioration de la superficie du lac, qui a diminué d'environ 82 % depuis les années 60 (Carte 3)²⁷. Les sécheresses ont poussé certains habitants de la région à migrer vers le lac. Certains se sont installés sur la rive du lac, mais la plupart ont choisi de migrer vers les nombreuses îles du lac pour leurs terres agricoles fertiles, leurs possibilités de pêche et leurs pâturages²⁸.

Carte 3 : Évolution du lac Tchad



Source : Panneaux a et b : PNUE/DEWA/GRID Genève, sur la base d'images satellite de la NASA. Panneau c : Olivry *et al.*, 1996 ; S'edick, sans date ; FAO, 2009 ; CBLT, 2015 ; Okpara *et al.*, 2016 ; Ighobor, 2019

La croissance démographique historique dans la région du lac Tchad est rapide, mais pas spécialement plus rapide que dans les autres parties des pays. Une analyse des données historiques du recensement de la population, qui suit les tendances de la population totale et urbaine à un niveau spatial fin, des années 60 aux années 2010, dans trois des quatre pays du bassin du lac Tchad — le Cameroun, le Niger et le Tchad — montre comment la dynamique démographique a changé dans les zones proches du lac²⁹. Une simple comparaison du taux de

²⁶ Les données sur les taux de fécondité totale proviennent des dernières enquêtes démographiques et sanitaires disponibles dans chaque pays : Cameroun, 2018 ; Niger, 2012 ; Nigéria, 2018 ; et Tchad, 2014.

²⁷ On estime que le lac Tchad a perdu environ 90 % de sa superficie (environ 23 000 km²) entre le milieu des années 60 et le milieu des années 90. Bien que son niveau d'eau se soit légèrement redressé depuis le milieu des années 90, il reste inférieur de 80 % en moyenne à ce qu'il était au milieu des années 60.

Voir Vivekananda *et al.* (2019).

²⁹ Le Nigéria a été exclu de cette analyse en raison d'une longue histoire de contestation des résultats du recensement. Les résultats présentés dans cette section sont tirés de Jedwab, Haslop, *et al.* (2021), document d'information de ce rapport.

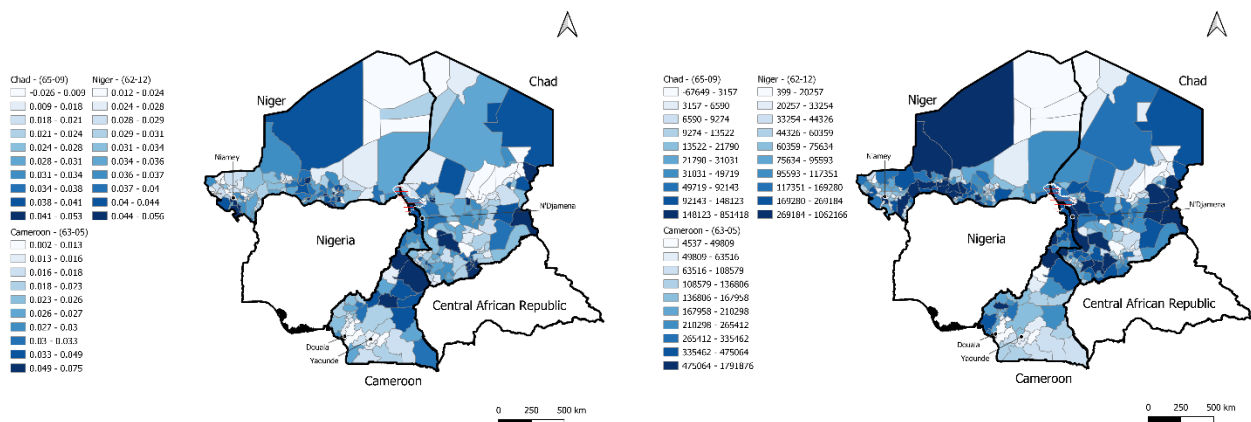
croissance annuel de la population entre la région du lac Tchad et les autres parties des pays révèle que la croissance de la population dans les deux espaces est à peu près la même. Au Cameroun, le taux annuel de croissance de la population dans la région du lac Tchad entre 1956 (première année de disponibilité des données de recensement) et 2005 (dernière année de recensement) est de 2,8 %, soit un taux légèrement inférieur à celui du reste du pays (3,2 %). Au Tchad, le taux de croissance démographique annuel de la région du lac Tchad entre 1948 et 2009 (3,2 %) a dépassé celui du reste du pays (2,6 %), alors qu'au Niger, ces chiffres sont à peu près les mêmes (environ 3,5 % pour la région du lac Tchad et le reste du pays entre 1951 et 2017).

Le rétrécissement du lac Tchad entre les années 60 et le milieu des années 90 — la tendance s'inverse depuis lors — a exercé une pression à la baisse sur la croissance démographique dans les zones proches du lac. Cet effet a été particulièrement prononcé au Cameroun et au Niger, où les zones proches du lac ont vu leur croissance démographique ralentir de 40 % en termes relatifs. L'une des explications de cette relation peut être la perte d'opportunités économiques. À mesure que le niveau de l'eau a baissé entre les années 60 et le milieu des années 90, les rives du lac se sont éloignées des terres cultivées, limitant de plus en plus les possibilités d'irrigation. Un lac plus petit réduit également les revenus des communautés de pêcheurs. Cela peut également avoir un impact sur l'élevage du bétail (qui nécessite la proximité de l'eau et de la végétation autour du lac), un secteur important dans la région du lac Tchad, où les éleveurs vendent généralement leur bétail sur les marchés urbains du Nigéria. Ces dernières années, on a pu observer des signes de résurgence du niveau d'eau du lac, qui est passé de son niveau le plus bas (environ 2 000 km²) dans les années 90 à environ 14 000 km². Il reste à voir si cette résurgence du niveau d'eau attirera davantage de personnes dans les zones du bassin en générant de nouvelles opportunités économiques³⁰.

Carte 4 : Carte historique de la croissance démographique, pays du bassin du lac Tchad, années 1950-2010

a. Taux de croissance annuel de la population

b. Variation absolue de la population



Source : Jedwab, Haslop, *et al.* 2021, document d'information de ce rapport.

Note : Cette figure montre le taux de croissance annuel de la population et le changement absolu de la taille de la population par frontières de sous-district historiquement cohérentes reconstruites pour le Cameroun, le Niger et le Tchad. Le Nigéria n'est pas inclus en raison de l'insuffisance des données. Ces trois pays sont divisés en 113, 138 et 119 sous-districts, respectivement. Le lac Tchad est représenté au centre de la carte.

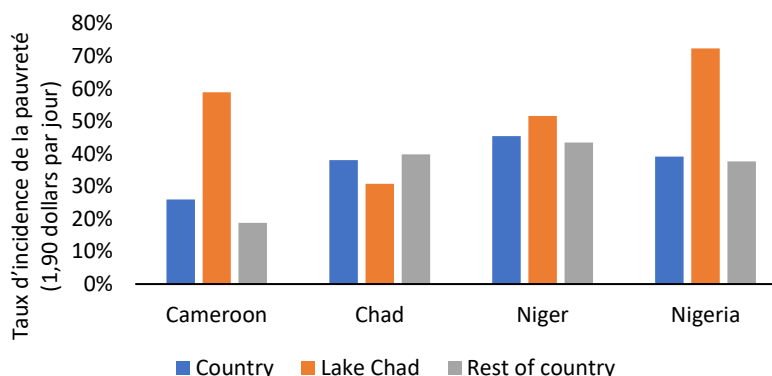
³⁰ Vivekananda *et al.* (2019).

3.2 Tendances en matière de réduction de la pauvreté

Compte tenu de son taux de pauvreté élevé, de son faible capital humain et de son accès limité aux services essentiels, la région du lac Tchad est considérée comme une région en retard. Une analyse des enquêtes sur les ménages les plus récentes disponibles pour chaque pays montre que les ménages de la région du lac Tchad sont plus pauvres que ceux des régions voisines (Figure 2)³¹. Le taux de pauvreté dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun (59 %) est trois fois plus élevé que dans le reste du pays (19 %). Au Nigéria, le taux de pauvreté dans la région du lac Tchad (72 %) est presque deux fois plus élevé que dans le reste du pays (38 %) ; une partie de cet écart spatial s'explique probablement par l'impact dévastateur du conflit avec Boko Haram dans le nord-est du pays³². Le Tchad est la seule exception. Ici, le taux de pauvreté dans la région du lac Tchad (31 %) est inférieur à celui du reste du pays (40 %)³³. Cela s'explique par le fait que les zones tchadiennes autour du lac sont proches de la capitale du pays, avec par conséquent un taux d'urbanisation plus élevé et une densité de la population relativement forte.

Il existe également un écart spatial important en matière de pauvreté au sein de la région du lac Tchad. La pauvreté est plus répandue dans les parties de la région du lac Tchad qui se trouvent au Nigéria. Les taux de pauvreté dans les États d'Adamawa et de Yobe atteignent 74 % et 70 %, ce qui est nettement supérieur à la moyenne nationale de 38 % (Carte 5, panneau b). Ces régions abritent également le plus grand nombre de pauvres dans la région du lac Tchad (Carte 5, panneau c). La région du Kanem au Tchad a le taux de pauvreté le plus bas (19 %) de toute la région du lac Tchad.

Figure 2 : La pauvreté est plus accentuée dans le bassin du lac Tchad que dans d'autres régions du pays.



Source : Masaki et Rodríguez-Castelán (2021), document d'information de ce rapport.

Note : Les données sur la pauvreté sont basées sur les dernières enquêtes auprès des ménages menées au Cameroun (2014), au Niger (2014), au Nigéria (2018) et au Tchad (2011). Reste du pays = hors région du lac Tchad ; LCB = dans la région du bassin du lac Tchad.

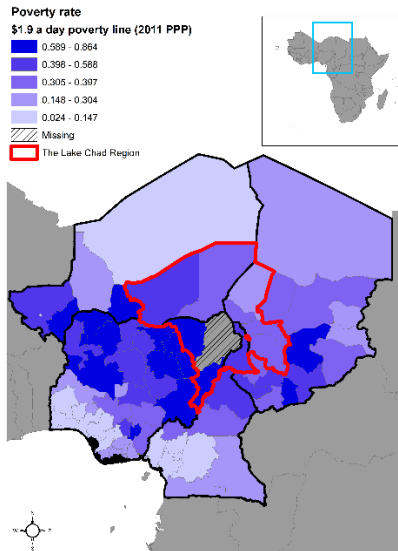
³¹ Les résultats présentés dans cette section sont tirés de Masaki et Rodríguez-Castelán (2021), document d'information de ce rapport.

³² L'État de Borno est exclu de l'analyse, car il n'existe pas d'enquête représentative des ménages dans cet État.

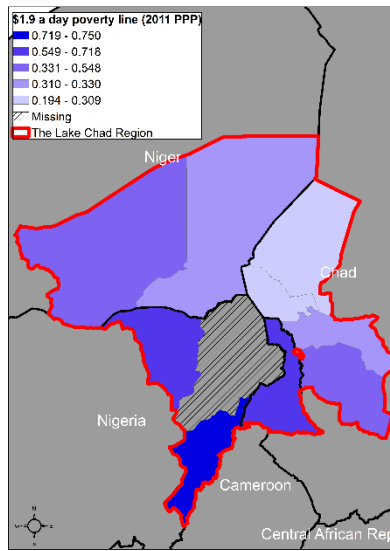
³³ Mahmood et Ani (2018).

Carte 5 : Pauvreté dans la région du lac Tchad

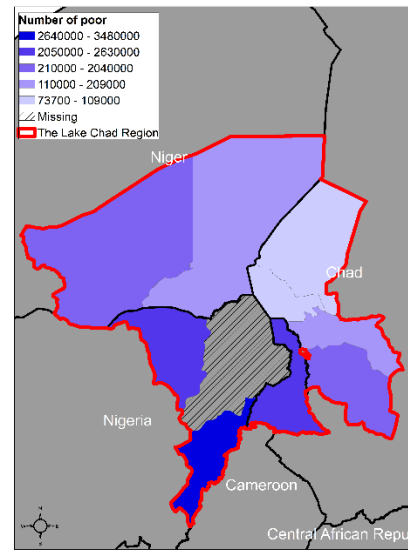
a. Taux de pauvreté au Tchad, au Cameroun, au Niger et au Nigéria



b. Taux de pauvreté dans la région du lac Tchad



c. Nombre de pauvres dans la région du lac Tchad



Source : Masaki et Rodríguez-Castelán (2021), document d'information de ce rapport.

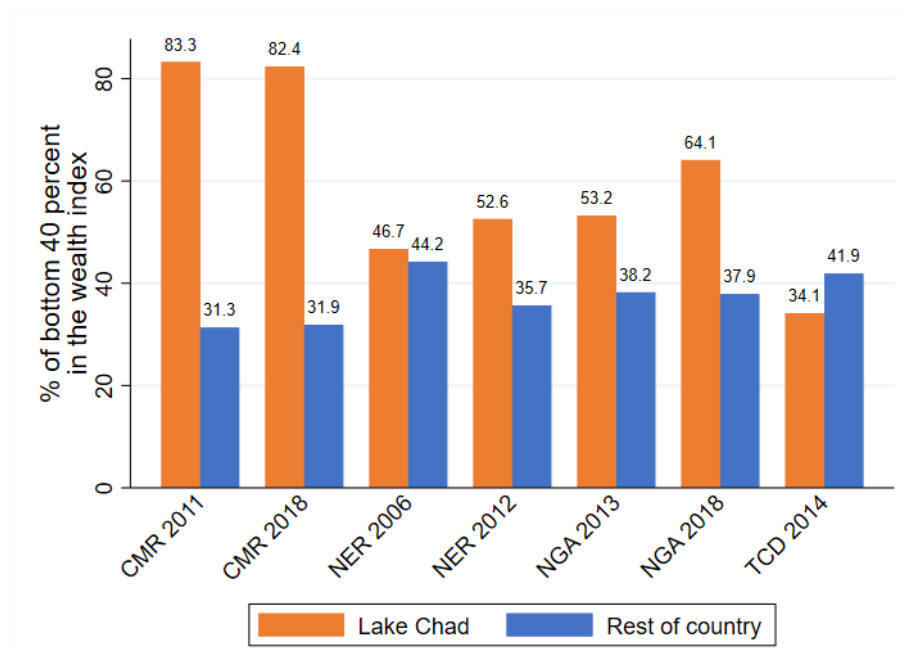
Note : Les données sont basées sur la dernière enquête auprès des ménages au Cameroun (2014), au Niger (2014), au Nigéria (2018) et au Tchad (2011). Les taux de pauvreté sont calculés à 1,90 dollar par jour (parité de pouvoir d'achat 2011). L'État de Borno est exclu, car il n'existe pas d'enquête représentative des ménages dans cet État pour des raisons de sécurité.

Non seulement le niveau de pauvreté est élevé dans la région du lac Tchad par rapport aux autres parties des pays, mais le rythme de réduction de la pauvreté dans la région est lent.

Peu de signes indiquent que l'écart spatial de la pauvreté entre la région du lac Tchad et les régions voisines se réduit. Au Cameroun, par exemple, la pauvreté a diminué de 4 % dans la région de l'Extrême-Nord, contre une baisse de 6 % dans le reste du pays entre 2007 et 2014. Alors que le Niger dans son ensemble a connu une réduction de la pauvreté de 51 % à 45 % entre 2011 et 2014, la région du lac Tchad au Niger a connu une légère *augmentation* de la pauvreté, de 48 % à 52 %. Ce modèle de non-convergence en matière de bien-être et de pauvreté est corroboré par les données sur la propriété des actifs et leur évolution dans la région du lac Tchad. La part des ménages qui sont relativement pauvres en actifs — ou qui se situent dans les derniers 40 % de la distribution de la richesse en actifs dans une enquête donnée par pays et par année — ne montre aucun signe clair de convergence entre les zones du lac Tchad et les autres zones de chaque pays (Figure 3)³⁴. Par exemple, au Niger et au Nigéria, la part des ménages pauvres en actifs a augmenté dans la région du lac Tchad, tandis qu'au Cameroun, cette part est restée pratiquement inchangée entre les deux dernières séries d'enquêtes démographiques et sanitaires. Ces résultats suggèrent que les écarts de richesse entre la région du lac Tchad et le reste des pays ont pu s'aggraver.

³⁴ L'indice de richesse a été établi à partir des deux dernières enquêtes démographiques et sanitaires dans chacun des pays du bassin du lac Tchad. Notre indice de richesse est une mesure composite de divers actifs des ménages, notamment les matériaux de construction, l'accès à l'électricité, le combustible de cuisson, l'accès à une source d'eau améliorée, ainsi que la possession de divers articles tels que des téléviseurs et des bicyclettes. Nous avons appliqué une analyse des composantes principales pour générer l'indice composite. Pour rendre notre indice de richesse comparable dans le temps au sein d'un même pays, nous avons appliqué les mêmes coefficients à utiliser comme pondérations dans les deux dernières enquêtes. Les ménages « pauvres en actifs » sont ceux dont le score de l'indice de richesse se situe dans les 40 % inférieurs de la distribution pour le pays ou l'année d'enquête.

Figure 3 : Privation d'actifs dans le bassin du lac Tchad par rapport aux autres régions des pays



Source : Masaki et Rodríguez-Castelán (2021), document d'information de ce rapport.

Note : Données basées sur les deux derniers cycles d'enquêtes démographiques et sanitaires dans chaque pays. CMR = Cameroun. NER = Niger. NGA = Nigéria. TCD = Tchad. L'année fait référence à l'année où l'enquête a été menée.

L'insécurité alimentaire est également une préoccupation croissante dans la région. La sous-alimentation tend à être stimulée par l'escalade des conflits et la concurrence pour les ressources naturelles, ainsi que par le changement climatique et la dégradation de l'environnement favorisés par la croissance démographique. Le bassin du lac Tchad a récemment été décrit comme l'un des trois principaux foyers de précarité de l'Afrique de l'Ouest, où l'insécurité alimentaire est en hausse après avoir diminué pendant plusieurs années, selon un rapport de la Banque mondiale et de la FAO³⁵. Entre 2014 et 2019, le nombre de personnes sous-alimentées en Afrique de l'Ouest est passé de 32 millions à 56 millions (soit de 10 % à 15,2 %). C'est dans le nord du Nigéria (5 millions de personnes), au Cameroun (1,4 million) et au Niger (1,4 million) que l'on trouve les chiffres les plus élevés. Le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humaines estime à 4,3 millions le nombre de personnes confrontées à des niveaux de crise et d'urgence en matière d'insécurité alimentaire dans le nord-est du Nigéria, et à 500 000 le nombre d'enfants menacés de malnutrition sévère³⁶. L'insécurité alimentaire augmente probablement en raison des impacts liés à la COVID-19. Cinq millions de personnes de plus étaient en situation d'insécurité alimentaire aiguë en Afrique de l'Ouest en 2020 pendant la période de soudure entre juin et août, par rapport à la moyenne sur cinq ans, soit 17 millions contre 12 millions de personnes, respectivement³⁷. Entre mars et mai 2021, 19,6 millions de personnes ont eu besoin d'une aide alimentaire immédiate.

³⁵ Les deux autres zones sont le Sahel central et l'est de la Mauritanie (Banque mondiale et FAO 2021).

³⁶ OCHA (2020).

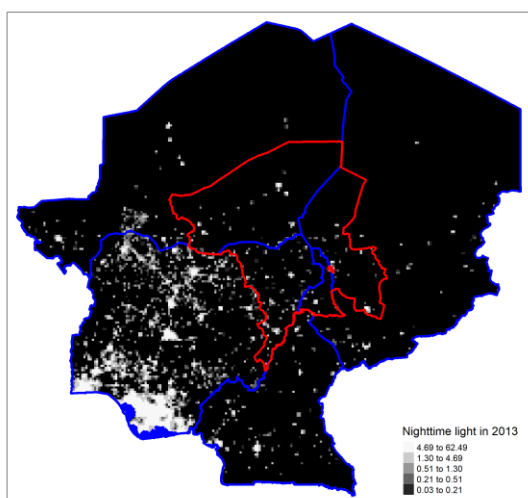
³⁷ Banque mondiale et FAO (2021).

3.3 Dynamique économique locale

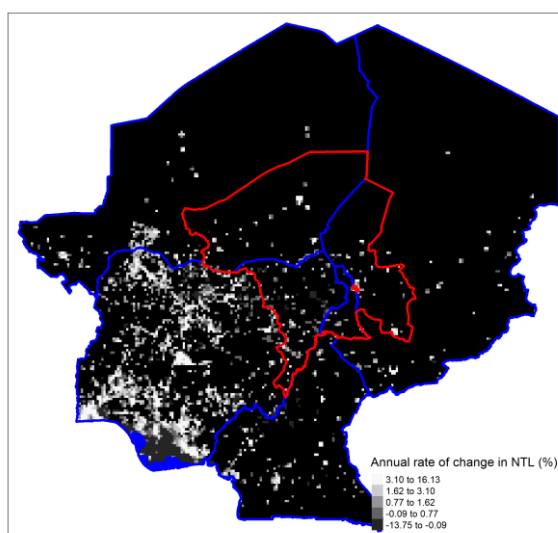
En plus d'être à la traîne en termes d'indicateurs fondamentaux de pauvreté, la région du lac Tchad a connu peu de progrès économiques au cours des trois dernières décennies. Une analyse de la croissance économique locale basée sur l'intensité de l'éclairage nocturne — qui sert d'indicateur utile pour saisir à la fois la taille des activités économiques locales et l'évolution de cette activité dans le temps — montre que l'intensité de cet éclairage nocturne est fortement corrélée à la répartition de la population et de l'activité économique (Carte 6, panneau a)³⁸. Dans l'ensemble, l'éclairage nocturne a augmenté plus rapidement dans les zones qui semblent être plus densément peuplées ou caractérisées par des niveaux d'activité économique plus élevés (tels qu'indiqués par l'éclairage nocturne), en particulier dans le centre-nord et le sud-ouest du Nigéria (Carte 6, panneau b).

Carte 6 : Écart économique croissant entre la région du lac Tchad et le reste des pays, 1992-2013

a. Intensité de l'éclairage nocturne, 2013

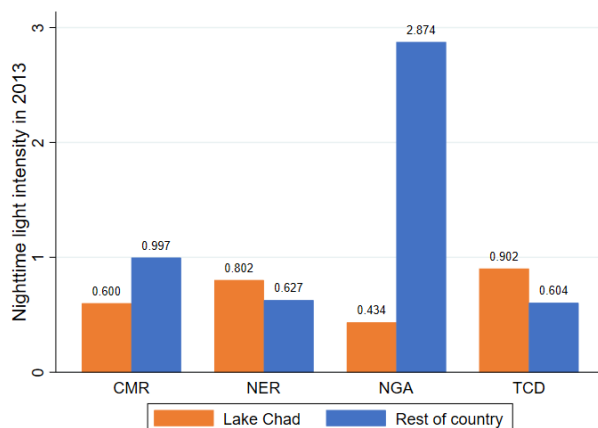


b. Variation annuelle, éclairage nocturne, 1992-2013

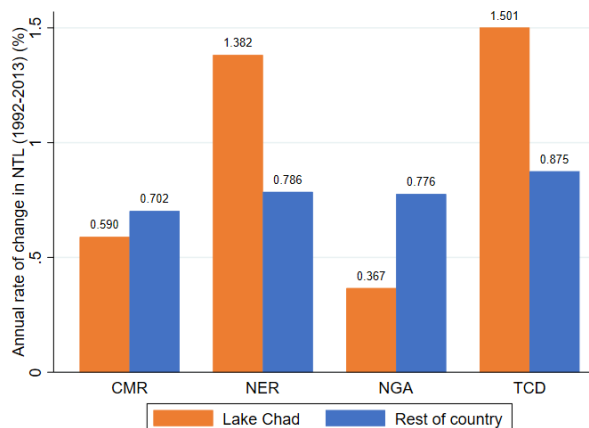


³⁸ L'analyse de l'éclairage nocturne repose sur les données du Defense Meteorological Satellite Program-Operational Line-Scan System qui ont fait l'objet d'un interétalonnage (Li *et al.*, 2020), ce qui permet une meilleure comparaison dans le temps. L'intensité de l'éclairage nocturne est mesurée sous la forme d'une valeur numérique comprise entre 0 et 63 qui représente une moyenne de l'éclairage de toutes les nuits après que la lumière du soleil, la lumière de la lune, les aurores, les feux de forêt et les nuages ont été supprimés de manière algorithmique, laissant essentiellement des établissements humains.

c. Intensité de l'éclairage nocturne



d. Modification de l'éclairage nocturne



Source : Masaki et Rodríguez-Castelán (2021), document d'information de ce rapport.

Note : Le panneau a montre la moyenne de la luminosité nocturne en 2013 basée sur les données stables de luminosité nocturne interétalonnées du Defense Meteorological Satellite Program (Li *et al. et al.* 2020) à une résolution spatiale de 10 kilomètres. Le panneau b montre le taux de croissance annuel de la moyenne de la luminosité nocturne entre 1992 et 2013, en pourcentage. Les panneaux c et d montrent la moyenne de la luminosité nocturne et le taux annuel de changement de la luminosité nocturne en pourcentage pendant la même période. Les calculs pour les panneaux c et d ont été effectués uniquement sur un sous-ensemble de cellules de grille qui sont éclairées (avec une valeur numérique positive à un moment donné entre 1992 et 2013), excluant ainsi les zones qui sont largement rurales et non peuplées.

Vues de l'espace, les régions proches du lac Tchad au Cameroun et au Nigéria présentent un niveau de luminosité relativement faible et des taux de croissance plus bas. Les écarts d'intensité de l'éclairage nocturne entre la région du lac Tchad et les autres parties des pays sont particulièrement marqués au Cameroun et au Nigéria, alors qu'au Tchad et au Niger, l'intensité moyenne de l'éclairage nocturne est légèrement supérieure dans la région du lac Tchad (Carte 6, panneau c). Le taux de croissance annuel de l'éclairage nocturne est également plus lent dans la région du lac Tchad par rapport aux autres parties du Cameroun et du Nigéria. Cela implique qu'il n'y a pas eu de croissance régionale substantielle dans les zones autour du lac. Au Nigéria, en particulier, les augmentations de l'intensité de l'éclairage nocturne entre 1992 et 2013 ont été beaucoup plus lentes dans la région du lac Tchad que dans le reste du pays (Carte 6, panneaux c et d).

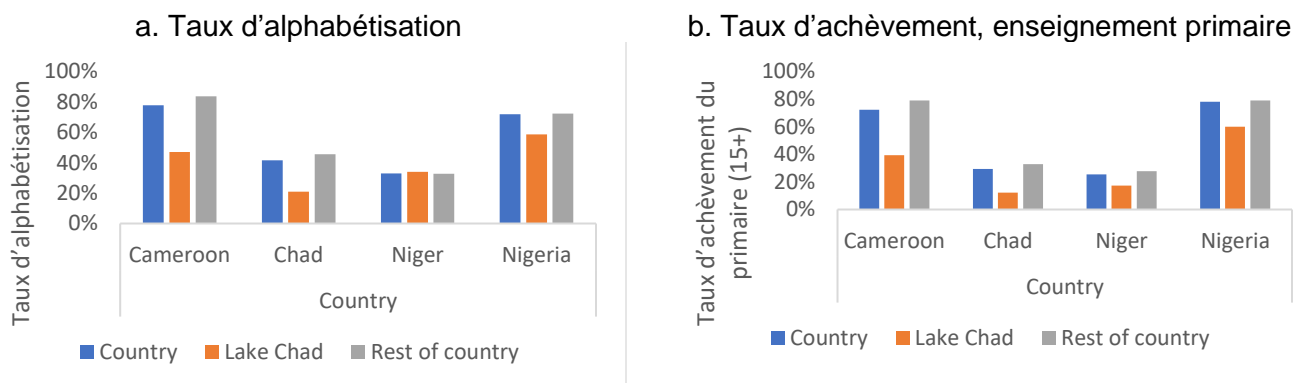
3.4 Résultats en matière de capital humain et accès aux services de base

Outre les indicateurs de pauvreté monétaire et la croissance économique, la région du lac Tchad est à la traîne en ce qui concerne les indicateurs clés du capital humain³⁹. Le taux d'alphabétisation (15 ans ou plus) et le taux d'achèvement de l'enseignement primaire (14-25 ans) sont nettement inférieurs dans la région du lac Tchad par rapport à la moyenne nationale (**Error! Reference source not found.**). Les conditions de santé des enfants de la région sont également sombres. Par exemple, le retard de croissance des enfants est environ 10 à 15 % plus élevé dans la région du lac Tchad que dans les autres régions des quatre pays (voir annexe A, tableau A1). D'après l'analyse originale réalisée pour ce rapport, ces résultats sont conformes à d'autres études. Par exemple, selon l'International Crisis Group, le taux brut de scolarisation dans la région du lac au Tchad est inférieur à 30 %, et les enseignants communautaires (en grande

³⁹ Les résultats présentés dans cette section sont tirés de Masaki et Rodríguez-Castelán (2021), document d'information de ce rapport.

partie des parents d'élèves) remplacent généralement les enseignants formés⁴⁰. Dans la partie tchadienne du lac, il n'y a qu'un médecin pour 140 000 habitants, soit un quart de la moyenne nationale⁴¹. Le faible accès et la mauvaise qualité de l'éducation, des soins de santé et des autres services dans la région ont été aggravés par l'érosion des infrastructures, tant publiques que privées, résultant du conflit⁴².

Figure 4 : Les taux d'alphabétisation et d'achèvement de l'enseignement primaire sont plus faibles dans la région du lac Tchad.



Source : Masaki et Rodríguez-Castelán (2021), document d'information de ce rapport.

Note : Les données sur la pauvreté sont basées sur les dernières enquêtes auprès des ménages menées au Cameroun (2014), au Niger (2014), au Nigéria (2018) et au Tchad (2011). Reste du pays = hors région du lac Tchad.

L'accès aux services publics de base dans le bassin du lac Tchad est également parmi les plus faibles de la région. Le taux moyen d'accès à l'électricité au Cameroun, au Niger, au Nigéria et au Tchad est de 62 %, 14 %, 59 % et 8 %, alors qu'il est estimé à 20 %, 10 %, 38 % et 2 %, dans la région du lac Tchad, respectivement. Les régions du lac Tchad au Cameroun et au Tchad souffrent d'un accès plus faible à des installations d'eau et d'assainissement améliorées par rapport à d'autres parties des pays (**Error! Reference source not found.**). Cet écart est particulièrement prononcé au Cameroun, où le taux d'accès à l'eau et à l'assainissement améliorés est, en moyenne, environ 36 % plus faible dans la région de l'Extrême-Nord que dans le reste du pays.

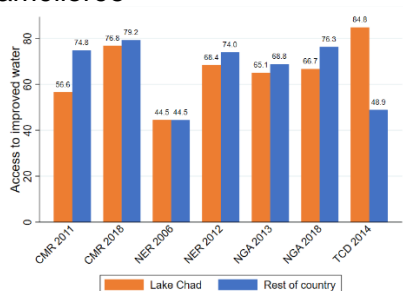
⁴⁰ ICG (2017).

⁴¹ ICG (2017). Le chiffre pour le Tchad est beaucoup plus bas que dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun (1/52 000) ou la région de Diffa au Niger (1/24 500), toutes deux proches du lac.

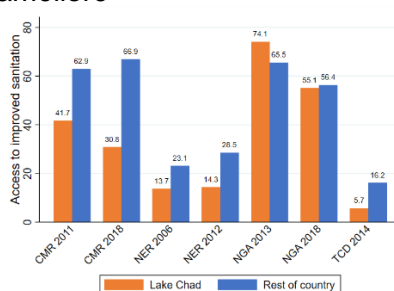
⁴² Il est rapporté qu'au cours des huit années de rébellion du groupe armé, près de 1 400 écoles ont été détruites dans le Borno et que plus de 57 % des écoles ne peuvent pas ouvrir en raison des dommages ou du fait qu'elles se trouvent dans des zones qui restent dangereuses (Al Jazeera, 2017). En ce qui concerne les installations de santé : « Les insurgés ont détruit environ 788 établissements de santé dans la région. Dans le Borno, 48 agents de santé ont été tués et plus de 250 blessés. L'État a perdu jusqu'à 40 % de ses installations et seul un tiers de celles qui restent dans l'État de Borno restent fonctionnelles. » (Obi et Eboireme 2017).

Figure 5 : Accès aux services publics de base dans la région du lac Tchad

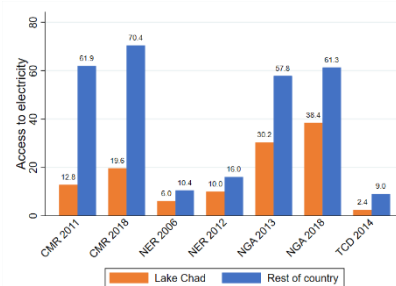
a. Accès à une source d'eau améliorée



b. Accès à un assainissement amélioré



c. Accès à l'électricité



Source : Masaki et Rodríguez-Castelán (2021), document d'information de ce rapport.

Note : La figure montre le pourcentage de ménages ayant accès à une eau et un assainissement améliorés et à l'électricité. Les données sur l'accès à ces services publics de base sont tirées des deux dernières enquêtes démographiques et sanitaires de chaque pays. CMR = Cameroun. NER = Niger. NGA = Nigéria. TCD = Tchad. L'année indiquée est celle au cours de laquelle l'enquête a été menée.

On constate également que l'écart se creuse entre la région du lac Tchad et le reste des pays environnants en matière d'accès à des installations sanitaires améliorées et à l'électricité. Au Cameroun, la part des ménages ayant accès à un assainissement amélioré dans la région du lac Tchad a diminué de 42 % à 31 % entre 2011 et 2018, alors que le reste du pays a connu une modeste amélioration (de 62 % à 67 %) sur la même période. Un schéma de divergence similaire émerge au Nigéria, où l'accès à un assainissement amélioré dans la région du lac Tchad a diminué de 74 % à 55 % entre 2013 et 2018, un taux de déclin plus rapide que dans le reste du pays (où l'accès est passé de 66 % à 56 %). Les progrès dans l'extension de l'accès à l'électricité dans la région du lac Tchad ont également stagné. Au Niger, les régions de Diffa et de Zinder ont vu l'accès à l'électricité s'améliorer de 4 points de pourcentage (de 6 % à 10 %) entre 2006 et 2012, une augmentation légèrement inférieure à celle du reste du pays (où l'accès s'est amélioré de près de 6 points de pourcentage, passant de 10,4 % à 16 %) (**Error! Reference source not found.**).

3.5 Tendances sur le plan agricole

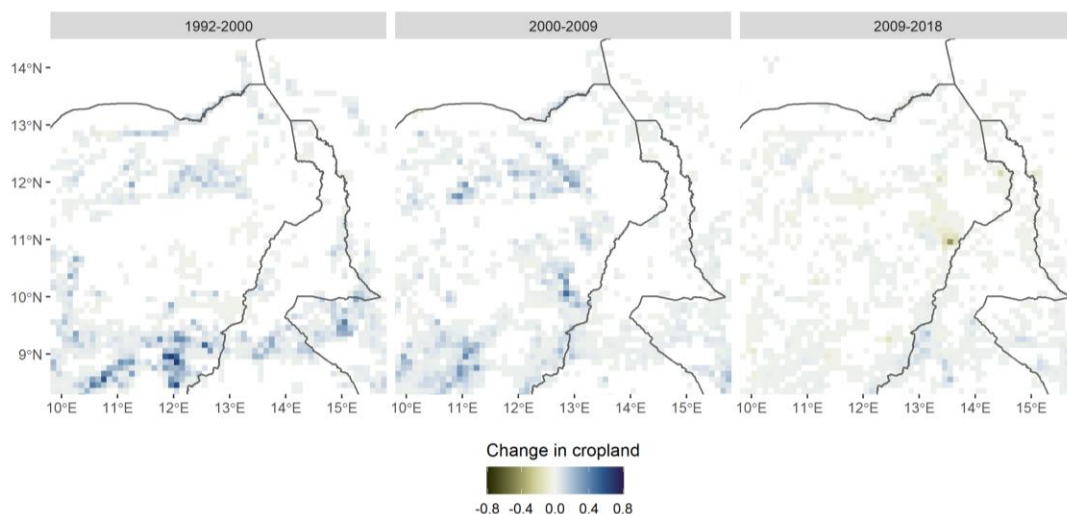
L'agriculture constitue le principal secteur d'activité économique de la région du lac Tchad. Selon la dernière enquête sur les dépenses des ménages disponible dans chaque pays, le secteur primaire (agriculture, élevage et pêche) représente environ trois quarts des emplois dans les zones proches du lac Tchad (figure 9). L'agriculture génère également un nombre important d'emplois indirects dans des activités connexes telles que le commerce, le transport et l'industrie manufacturière (par exemple, l'industrie alimentaire, l'industrie du cuir, la brasserie).⁴³ Les principales cultures produites dans la région du lac Tchad sont des cultures de subsistance (manioc, mil, riz, sorgho et oignons) et des cultures de rente (coton, arachide). Les poivrons rouges sont également une importante culture de rente le long de la rivière Yobe au Niger. La plupart des cultures du bassin du lac Tchad sont pluviales, récoltées à la main et cultivées sans engrais ni autres produits agrochimiques. Des millions de personnes, notamment au Cameroun, au Niger et au Tchad, dépendent du lac pour la plupart de leurs activités économiques et de leurs moyens de subsistance. La pression sur les sols qui en résulte et l'épuisement des ressources

⁴³ PNUE (2004).

en eau posent de sérieux problèmes de durabilité pour ces activités⁴⁴. En même temps, plutôt qu'un marché homogène, l'agriculture de la région est un secteur complexe, qui englobe à la fois l'agriculture et l'élevage. Les deux modes de production se disputent parfois les ressources et les terres. La concurrence pour les terres entre les agriculteurs et les éleveurs est souvent citée comme une source de conflit, qui est exacerbée par le changement climatique et l'absence de droits fonciers. L'insécurité foncière peut limiter l'accès à la terre, les investissements dans l'agriculture et la productivité. La capacité limitée des mécanismes locaux coutumiers et informels d'application des droits fonciers dans la région ne semble pas suffisante pour faire face à la concurrence entre agriculteurs et éleveurs⁴⁵. On estime qu'en 2018, il y a eu plus de 1 800 décès à travers l'Afrique dus à des conflits liés à la transhumance, associés à des pressions supplémentaires sur l'accès aux terres⁴⁶.

La région du lac Tchad a connu une augmentation des surfaces arables ou cultivées au cours des deux dernières décennies, bien que ces dernières années aient vu un léger déclin. Cette section présente les résultats basés sur les données géospatiales de l'Agence spatiale européenne⁴⁷. Le taux de croissance annuel de la superficie des terres cultivées à l'intérieur de la zone d'étude près du lac Tchad dans les quatre pays a commencé à 0,31 % pendant la période 1992-2000, est tombé à 0,24 % pendant la période 2000-2010, et a été légèrement négatif pendant la période 2010-2019. Le taux de croissance annuel de la superficie des terres cultivées en dehors de la zone d'étude dans les quatre pays a commencé à 0,48 % au cours de la période 1992-2000, est tombé à 0,33 % au cours de la période 2000-2010, et a été légèrement positif au cours de la période 2010-2019 (Carte 7). Les zones irriguées ne représentaient qu'environ 5 % de la superficie des terres cultivées à l'intérieur de la zone d'étude et environ 3 % de la superficie des terres cultivées à l'extérieur de la zone d'étude entre 1992 et 2019. La mauvaise qualité de l'irrigation — aggravée par la variabilité du niveau du lac et des ressources en eau associées, ainsi que par l'intensification des conflits entraînant la destruction des systèmes d'irrigation — a rendu la productivité agricole de la région particulièrement vulnérable aux régimes pluviométriques irréguliers et au changement climatique⁴⁸.

Carte 7 : Évolution de la superficie des terres cultivées : 1992-2000, 2000-2009 et 2009-2018



Source : Blankespoor (2021), document d'information de ce rapport ; données de l'ESA (2017).

⁴⁴ Odada *et al.* (2005).

⁴⁵ Banque mondiale et FAO (2021).

⁴⁶ Skah et Lyammouri (2020).

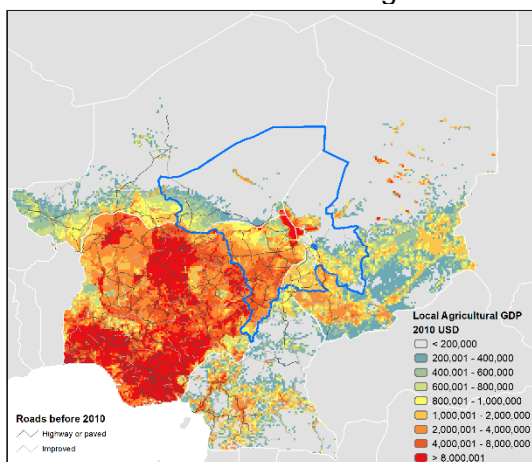
⁴⁷ Les résultats présentés dans cette section s'appuient sur Blankespoor (2021), document d'information de ce rapport.

⁴⁸ FAO (2016).

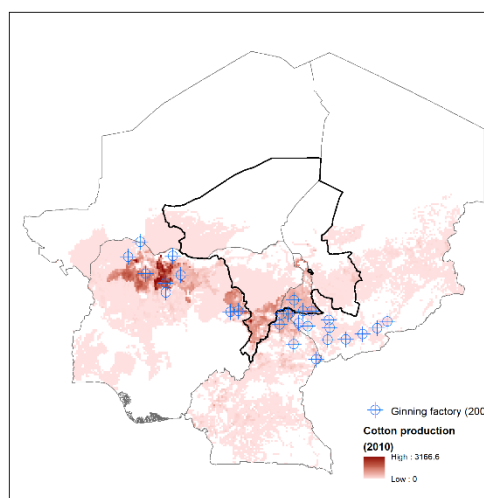
La majeure partie de la production agricole de la région du lac Tchad est concentrée dans les trois États d'Adamawa, de Borno et de Yobe, dans le nord-est du Nigéria. Carte 8Le panneau a de la carte 8 illustre la répartition du produit intérieur brut (PIB) agricole infranational vers 2010, obtenue à l'aide d'une méthode de fusion de données basée sur l'optimisation de l'entropie croisée qui désagrège le PIB agricole au niveau administratif en grilles en fonction d'indicateurs dérivés de satellites des composantes du PIB agricole, à savoir les cultures, l'élevage, la pêche, la chasse et la production de bois⁴⁹. Le niveau du PIB agricole au Nigéria est considérablement plus élevé que dans les trois autres pays du bassin du lac Tchad. Les modèles de production agricole diffèrent également de manière significative au sein de la région du lac Tchad, en fonction des cultures. Par exemple, la production de coton est spatialement concentrée dans l'Adamawa au Nigéria et dans la région de l'Extrême-Nord au Cameroun (panneau b), tandis que la production de mil et de sorgho est plus courante dans le sud du Niger et le nord du Nigéria (panneau c), et dans le nord du Nigéria et l'Extrême-Nord du Cameroun (panneau d), respectivement. Pour les quatre pays, le panneau e illustre les moyens de subsistance dominants avec des schémas similaires, compte tenu de la manière dont les gens accèdent à la nourriture et aux revenus ainsi qu'aux marchés. Les zones septentrionales du Tchad et du Niger sont faiblement peuplées, avec des activités concernant le sel, les dattes et le commerce dans les oasis, ainsi que le pastoralisme et la transhumance des nomades. Une ceinture agropastorale à base de mil et de sorgho est située dans le sud du Niger, où vit la majorité de la population. Le nord du Nigéria possède des zones cultivées avec diverses spéculations, notamment le mil et le sorgho, ainsi que du bétail. La zone proche du lac Tchad abrite des activités de culture et de pêche de décrue. Cette ceinture a une valeur de production végétale locale relativement plus élevée et contribue pour plus d'un million de dollars au PIB agricole local (en dollars de 2010).

Carte 8 : Activités agricoles dans les pays du bassin du lac Tchad

a. Estimations du PIB agricole

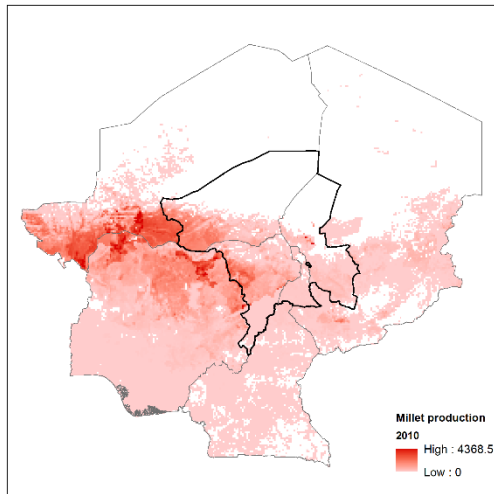


b. Production de coton

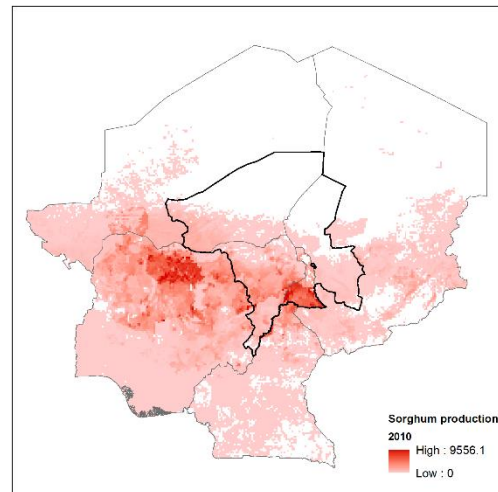


⁴⁹ Pour plus de détails sur la méthodologie, voir Blankespor *et al.* (2021).

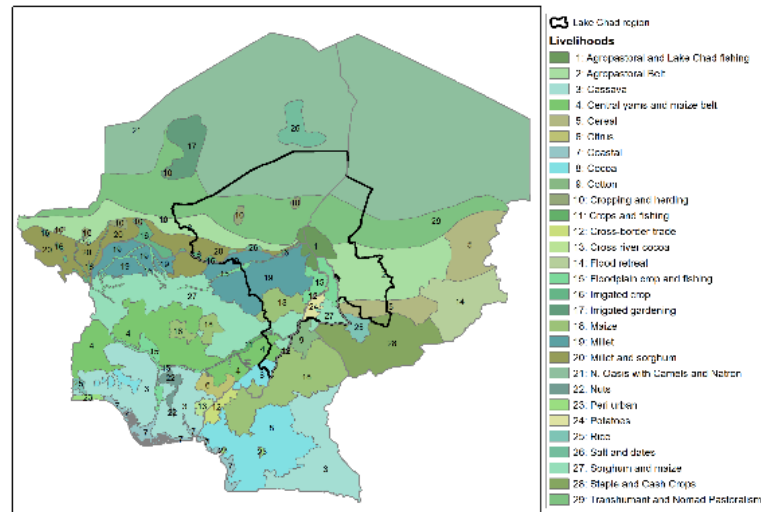
c. Production de mil



d. Production de sorgho



e. Moyens de subsistance



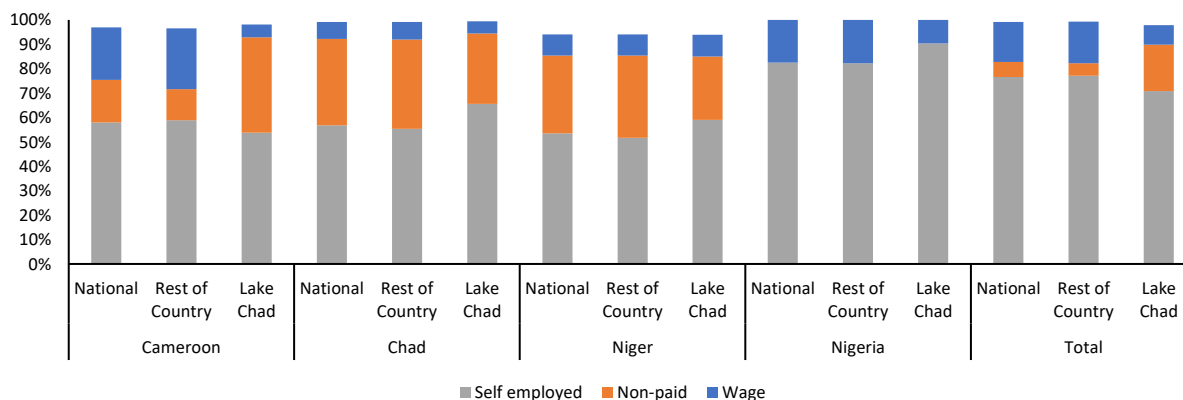
Source : Blankespoor (2021), document d'information de ce rapport. Données de Blankespoor *et al.* (2021) ; FEWS NET (Famine Early Warning Systems Network) (dashboard), Washington, DC, <https://fewsn.net/> ; Yu *et al.* (2020).

3.6 Emplois et composition du marché du travail

La part de l'emploi salarié est faible dans les zones proches du lac Tchad, à 8 %, ce qui indique une part importante d'auto-emploi et d'informalité sur le marché du travail local. Le taux d'emploi global des personnes en âge de travailler est élevé dans la région du lac Tchad, avec une moyenne de 71 %, contre 72 % dans les zones situées en dehors du bassin du lac. Les hommes sont plus susceptibles d'avoir un emploi (82 %) que les femmes (60 %). Cependant, la plupart des personnes en âge de travailler occupent des emplois de qualité relativement inférieure qui sont largement caractérisés par le travail indépendant (en particulier l'auto-emploi agricole) et les emplois non rémunérés. Les emplois salariés sont particulièrement limités dans la région du lac Tchad, où ils ne représentent que 8 % des emplois, contre le double (17 %) dans les zones situées en dehors du bassin du lac. Dans la région du lac Tchad de chaque pays, les emplois salariés représentent de 5 à 10 % des travailleurs, de la part la plus faible au Tchad (5 %) au taux relativement plus élevé au Nigéria (10 %) (Figure 6). Les emplois non rémunérés sont également

importants dans la région, représentant 19 % des emplois dans la zone du lac Tchad des quatre pays⁵⁰.

Figure 6 : Types d'emplois dans la région du lac Tchad



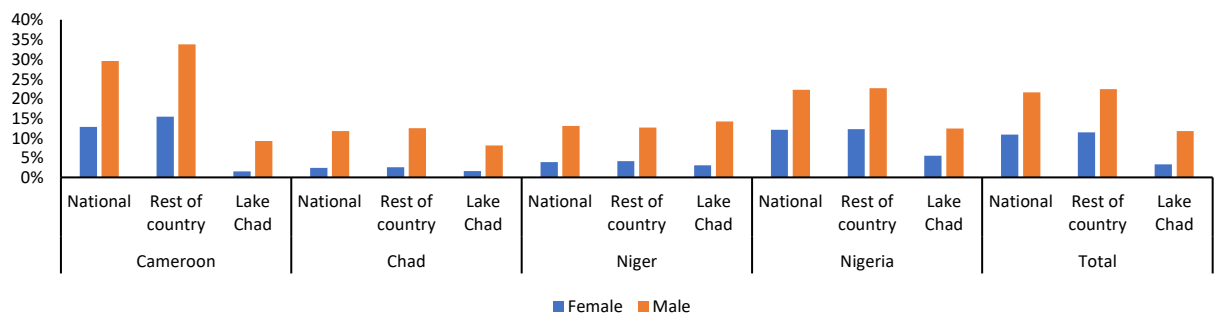
Source : Calculs de la Banque mondiale basés sur les dernières enquêtes auprès des ménages disponibles au Cameroun (2014), au Niger (2018), au Nigéria (2018) et au Tchad (2018).

Note : La dernière enquête auprès des ménages du Nigéria ne fait pas de distinction entre l'emploi rémunéré et l'emploi non rémunéré. Ainsi, ce n'est que pour le Nigéria que l'emploi non rémunéré est incorporé dans l'auto-emploi. Ne sont pris en compte que les individus en âge de travailler (15-65 ans). Reste du pays = hors région du lac Tchad ; lac Tchad = dans la région du bassin du lac Tchad.

L'emploi salarié pour les femmes est particulièrement limité dans la région du lac Tchad.

L'écart dans la qualité des emplois est exacerbé par le sexe. Au niveau national, 11 % des femmes ont un emploi salarié, contre 22 % des hommes dans les quatre pays du bassin (Figure 7). Dans la région du lac Tchad, la part des femmes qui ont un emploi salarié représente un quart de celle des hommes (3 % contre 12 %, respectivement). Au niveau national, l'écart le plus important en matière d'emploi salarié se situe au Cameroun, où 2 % des femmes ont un emploi salarié dans les zones proches du lac Tchad, contre 15 % des femmes dans le reste du pays (Figure 7). La part de l'emploi salarié chez les hommes est également plus faible dans la région camerounaise du lac Tchad (9 %) par rapport aux autres régions du pays (34 %). Dans l'ensemble, l'emploi salarié penche en faveur des hommes.

Figure 7 : Emploi salarié par sexe dans la région du lac Tchad



⁵⁰ L'emploi non rémunéré comprend les apprentis et les travailleurs familiaux. La dernière enquête auprès des ménages au Nigéria ne fait pas de distinction entre l'emploi salarié et non salarié, ce dernier étant englobé dans l'auto-emploi. En raison du plan d'échantillonnage de l'enquête de 2018 au Nigéria, il n'est pas possible de distinguer l'emploi non salarié de l'emploi salarié pour ce pays.

Source : Calculs de la Banque mondiale basés sur les dernières enquêtes auprès des ménages disponibles au Cameroun (2014), au Niger (2018), au Nigéria (2018) et au Tchad (2018).

Note : Les données incluent uniquement les individus en âge de travailler (15-65 ans). Reste du pays = hors région du lac Tchad ; lac Tchad = dans la région du bassin du lac Tchad. La dernière enquête auprès des ménages du Nigéria ne fait pas de distinction entre l'emploi salarié et l'emploi non salarié. Ainsi, uniquement pour le Nigéria, l'emploi non salarié est incorporé dans l'auto-emploi.

L'écart entre les sexes dans l'accès à l'emploi salarié est plus prononcé chez les jeunes de 15 à 24 ans. Au niveau national, 8 % des jeunes femmes occupent un emploi salarié (4 points de pourcentage de moins que les femmes adultes), contre 13 % des jeunes hommes (11 points de pourcentage de moins que les hommes adultes) dans les quatre pays du bassin. Dans la région du lac Tchad proprement dite, la part des jeunes femmes qui ont un emploi salarié représente environ un tiers de celle des hommes (3 % contre 8 %, respectivement). Cet écart fait plus que doubler chez les individus adultes, où 13 % des hommes ont un emploi salarié, contre 4 % des femmes adultes. Ces chiffres témoignent d'un faible accès à des emplois de qualité dans toute la région du lac Tchad pour les jeunes, en particulier pour les jeunes femmes.

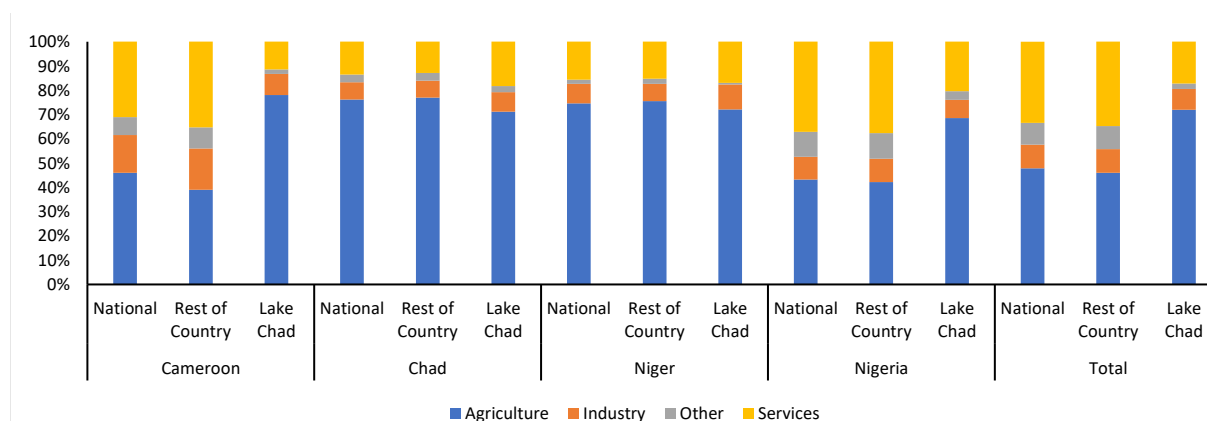
L'agriculture est le principal pourvoyeur d'emplois dans la région du lac Tchad⁵¹. Environ 72 % des travailleurs sont employés dans l'agriculture dans les quatre pays de la région du lac Tchad, soit 70 % des hommes et 73 % des femmes⁵². Au Cameroun et au Nigéria, la part des personnes travaillant dans l'agriculture dans le bassin du lac est beaucoup plus élevée que dans le reste des pays respectifs (Figure 8). Dans la région camerounaise du lac Tchad, 79 % des travailleurs sont employés dans le secteur agricole, contre la moitié de ce taux (39 %) dans le reste du pays. Les proportions sont légèrement moins extrêmes au Nigéria, mais restent importantes, avec 72 % des travailleurs agricoles dans la partie nigériane du lac, contre 42 % dans le reste du pays (Figure 8). Le Tchad et le Niger ne présentent pas de différences majeures dans les zones infranationales étant donné que la majeure partie de l'économie nationale est déjà fortement dépendante de l'agriculture dans les deux pays. Le rôle que joue l'agriculture dans l'emploi et le marché du travail souligne la nécessité d'ouvrir (et de maintenir ouverts) le commerce agricole et les marchés agricoles, qui se sont arrêtés du fait de la crise.

Le secteur des services est la deuxième source d'emploi dans la région du lac Tchad, mais la part de ce secteur est nettement plus élevée dans d'autres parties du pays. En moyenne, 17 % des travailleurs sont employés dans le secteur des services dans la région du lac Tchad (Figure 8). Au Cameroun et au Nigéria, la part de l'emploi dans le secteur des services dans la région du lac s'élevait respectivement à 11 et 20 %, contre 35 et 38 % dans les autres parties des deux pays.

⁵¹ Le secteur agricole englobe à la fois les agriculteurs et les éleveurs, qui sont souvent en désaccord les uns avec les autres au sujet des ressources et de terres.

⁵² C'est au Cameroun que la part des travailleurs agricoles est la plus élevée, avec 78 % de l'ensemble des travailleurs, et au Nigéria qu'elle est la moins élevée, avec 69 %.

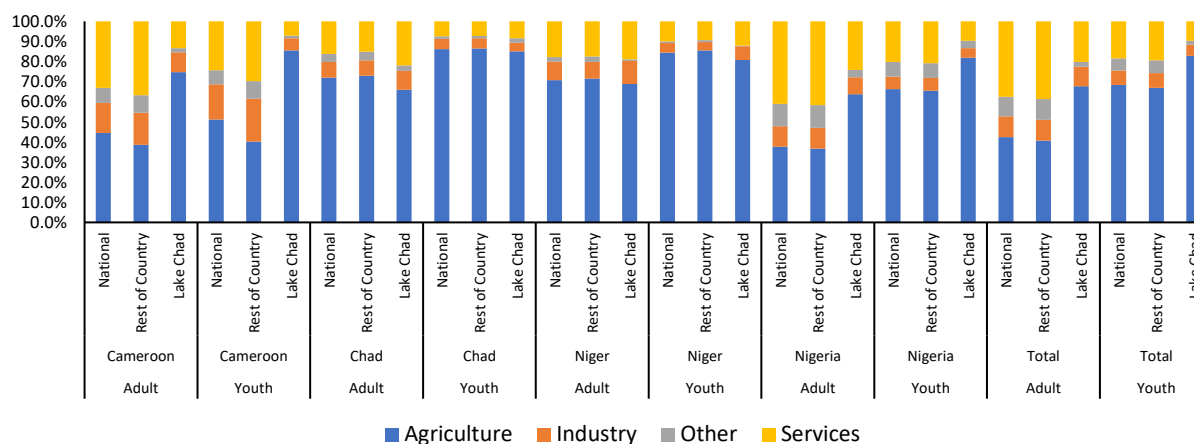
Figure 8 : Répartition des emplois par secteur dans la région du lac Tchad (4 chiffres)



Source : Calculs de la Banque mondiale basés sur les dernières enquêtes auprès des ménages disponibles au Cameroun (2014), au Niger (2018), au Nigéria (2018) et au Tchad (2018).

Note : Les données incluent uniquement les individus en âge de travailler (15-65 ans). Reste du pays = hors région du lac Tchad ; lac Tchad = dans la région du bassin du lac Tchad.

Figure 9 : Répartition des emplois par secteur et par catégorie d'âge (jeunes et adultes) (4 chiffres)



Source : Calculs de la Banque mondiale basés sur les dernières enquêtes auprès des ménages disponibles au Cameroun (2014), au Niger (2018), au Nigéria (2018) et au Tchad (2018).

Note : Les données incluent uniquement les individus en âge de travailler (15-65 ans). Les jeunes comprennent les personnes âgées de 15 à 24 ans. Les adultes comprennent les personnes âgées de 25 à 65 ans. Reste du pays = hors région du lac Tchad ; lac Tchad = dans la région du bassin du lac Tchad.

Les écarts entre les sexes dans le secteur des services sont également importants. Dans le secteur des services de la région du lac Tchad, le taux d'emploi des hommes est plus élevé que celui des femmes (20 % et 14 %, respectivement). Cette tendance ne se vérifie cependant pas dans les zones éloignées du lac, où une plus grande part des femmes sont employées dans le secteur des services (40 %), par rapport aux hommes (30 %). L'emploi des jeunes dans le secteur des services dans la région du lac Tchad est quelque peu équitable entre les sexes — s'élevant à 10 % et 9 % pour les hommes et les femmes, respectivement. Mais des différences existent entre la région et les autres parties des pays : l'emploi des jeunes femmes dans le secteur des services dans les zones entourant le lac est plus de deux fois inférieur à des zones situées en dehors de la région du lac Tchad, où il atteint 25 %. Une tendance similaire est observée dans

l'emploi des femmes adultes, pour lesquelles la part de l'emploi dans les services dans les zones éloignées du lac est de 44 %, contre seulement 16 % dans les zones proches du lac. Cet écart est beaucoup plus faible chez les hommes adultes, chez qui on ne constate qu'une différence de 10 points de pourcentage dans l'emploi dans les services entre les zones lacustres et non lacustres. Le commerce représente la plus grande part de l'emploi dans le secteur des services dans la région du lac Tchad. La part du commerce dans l'emploi est de 10 % chez les hommes et les femmes de la région du lac Tchad. C'est un tiers de la part du commerce dans l'emploi des femmes dans les zones situées en dehors région du lac Tchad (près de 31 %), et moins que sa part dans l'emploi des hommes (à 15%). Un schéma similaire peut être observé dans l'emploi des jeunes femmes dans le commerce, qui représente moins de la moitié des chiffres observés dans les zones situées en dehors de la région du lac Tchad.

Une plus grande proportion de jeunes travailleurs s'engage dans l'agriculture par rapport aux adultes. Les emplois agricoles sont concentrés parmi les jeunes travailleurs (âgés de 14 à 25 ans), avec 83 % de jeunes employés dans le secteur agricole dans la région du lac Tchad, contre 68 % d'adultes (Figure 9). La part de l'agriculture dans l'emploi des jeunes est beaucoup plus faible en dehors de la région du lac Tchad. Chez les jeunes, la part de l'emploi agricole diminue pour atteindre 67 % dans le reste du pays. Une tendance similaire est observée chez les adultes (jusqu'à 41 %). Le pays présentant le plus grand écart est le Cameroun, où la part de l'agriculture dans l'emploi des jeunes dans les zones proches du lac Tchad est de 86 %, contre 40 % dans le reste du pays. Une tendance similaire est également observée chez les travailleurs plus âgés. En revanche, au Niger, il y a peu de différence dans la part de l'emploi agricole entre les zones proches du lac Tchad et le reste du pays (Figure 9). Si l'on considère la répartition par sexe et par âge dans les zones proches du lac, il apparaît que 84 % des jeunes hommes sont employés dans l'agriculture, contre 66 % des hommes adultes. L'écart entre les jeunes et les adultes est plus marqué chez les femmes, puisque 82 % des jeunes femmes sont employées dans l'agriculture, contre 70 % des femmes adultes dans la région du lac. Dans les zones éloignées du lac, l'écart se creuse ; l'emploi des jeunes femmes dans l'agriculture atteint 61 %, contre 38 % chez les femmes adultes.

4. Développement territorial dans la région du lac Tchad

4.1 Densité

La pauvreté persistante et la faible croissance économique dans la région du lac Tchad ont été liées à la géographie économique. La combinaison d'une *faible* densité économique, d'une grande distance et d'une large division semble détourner la région d'une voie de croissance durable. La densité fait référence à la masse ou à la production économique par unité de surface terrestre. Elle peut être mesurée comme la valeur ajoutée ou le PIB généré par kilomètre carré de terrain⁵³. La concentration de l'activité économique augmente avec le développement. La densité tend à caractériser les établissements urbains, bien qu'elle puisse être faible même si la

⁵³ Banque mondiale (2009).

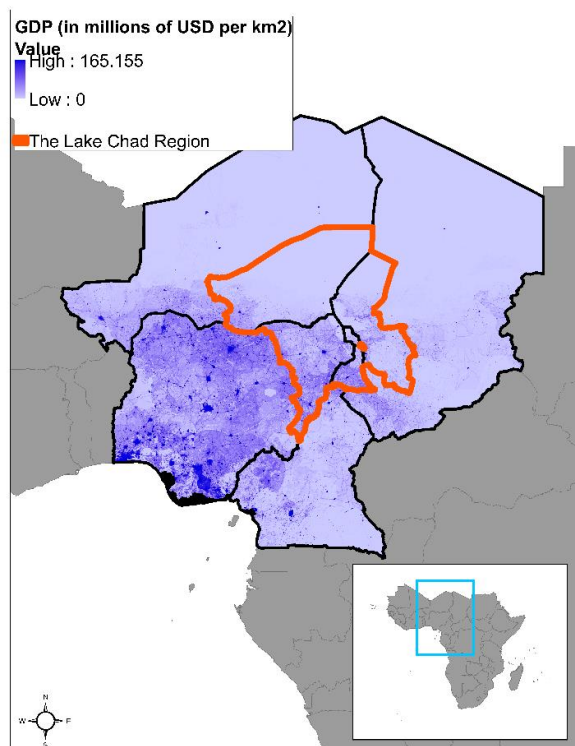
densité de la population est élevée, comme dans les enclaves urbaines à faible revenu.

La stagnation économique de la région est liée aux faibles niveaux de densité et d'urbanisation : les agglomérations urbaines de la région se sont développées plus rapidement, creusant les écarts spatiaux, tandis que le rétrécissement du lac entre les années 60 et le milieu des années 90 a poussé les populations à migrer des zones rurales vers les zones urbaines

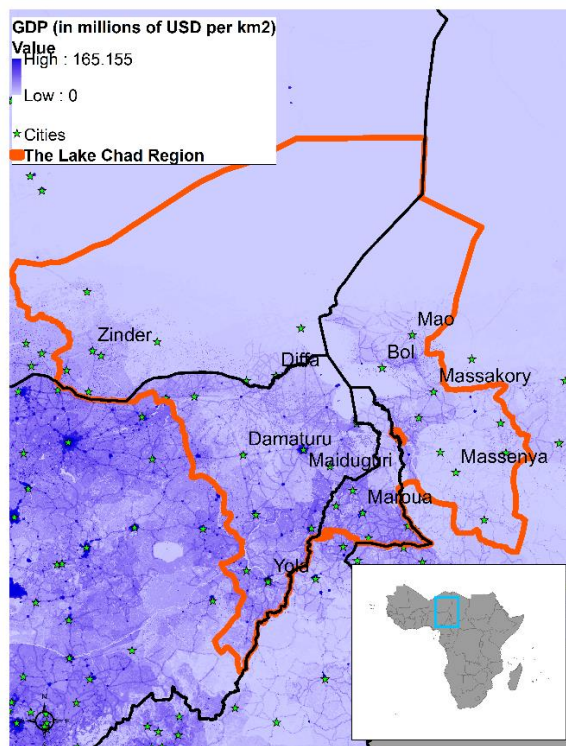
4.1.1 Densité économique

La région du lac Tchad se caractérise par une faible densité économique et l'absence d'économies d'agglomération. Alors que la région du lac Tchad représente 17 % de la superficie des quatre pays voisins, son économie ne représente que 5 % du PIB de ces mêmes pays (carte 9)⁵⁴. La plupart des activités économiques de la région sont géographiquement concentrées dans quelques grandes villes. Deux villes métropolitaines ont une population de plus d'un million d'habitants : N'Djamena et Maiduguri. Quelques autres villes secondaires contribuent à l'économie de la région, notamment Damaturu (Nigéria), Jimeta (Nigéria), Maroua (Cameroun), Mubi (Nigéria) et Zinder (Niger). Au Cameroun, la plupart des activités économiques de la région du lac Tchad sont concentrées dans la partie sud de la région de l'Extrême-Nord, notamment autour de la ville de Maroua⁵⁵. Au Niger et au Tchad, le volume de l'activité économique dans les régions situées autour du lac Tchad est faible et tend à se concentrer sur les régions du Cameroun et du Nigéria.

a. Estimation du PIB réel infranational (2006) au Cameroun, au Niger, au Nigéria et au Tchad



b. Estimation du PIB réel infranational (2006) dans la région du lac Tchad



Carte 9 : Activité économique dans la région du lac Tchad, 2010

⁵⁴ Calculé sur la base de Ghosh *et al.* (2010).

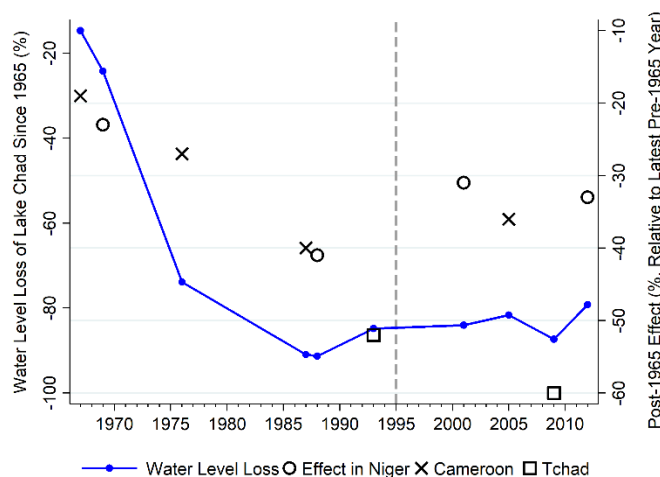
⁵⁵ Voir HCR et Banque mondiale (2016).

Source : Masaki et Rodríguez-Castelán (2021), document d'information de ce rapport. Les calculs sont basés sur les données de Ghosh *et al.* 2010. Les estimations du PIB sont basées sur les images satellites de l'éclairage nocturne et les mailles de population de LandScan.

4.1.2 Urbanisation⁵⁶

Le rétrécissement à long terme du lac observé jusqu'au milieu des années 90 a eu un impact négatif sur la croissance de la population locale. L'analyse présentée ici tire parti d'un nouvel ensemble de données basé sur des recensements de population numérisés⁵⁷. L'ensemble de données suit l'évolution de la population à un niveau granulaire entre les années 50 et 2010, ce qui facilite l'évaluation de la croissance démographique locale. Les résultats de l'analyse montrent que les zones proches du lac ont connu une croissance de la population totale relativement plus lente après que le lac a commencé à rétrécir vers le début des années 60 jusqu'au milieu des années 90⁵⁸. Au Niger, par exemple, un écart-type de proximité du lac est associé à une diminution de 0,3 et 0,5 de l'écart-type sur la population logarithmique en 1969 et 1988, respectivement, par rapport au niveau de population enregistré pour la première fois en 1962 — quelques années avant que le lac ne commence à rétrécir (Figure 10). Les effets négatifs sur la population sont encore plus importants au Cameroun, où un écart-type de proximité du lac est associé à une diminution de 0,7 et 1 de l'écart-type sur la population logarithmique en 1976 et 1987, respectivement, par rapport au niveau de la population en 1963. Au Tchad, un écart-type de la proximité du lac est associé à un écart-type de 0,9 sur la population logarithmique en 1993. Depuis le milieu des années 90, le niveau d'eau du lac Tchad se rétablit.

Figure 10 : Effet de la proximité du lac Tchad sur la population totale, années 40-années 2010



Source : Jedwab, Haslop, *et al.* 2021, document d'information de ce rapport.

Il y a peu de villes secondaires de plus de 20 000 habitants dans la région, qui pourraient autrement servir de catalyseur pour générer des économies d'agglomération afin de favoriser la croissance économique. Au Niger, entre 1965 et 2012, le nombre de petites villes

⁵⁶ En raison de l'insuffisance des données, ce rapport n'évalue pas les déplacements forcés dans la région du lac Tchad, qui sont certainement un sujet important.

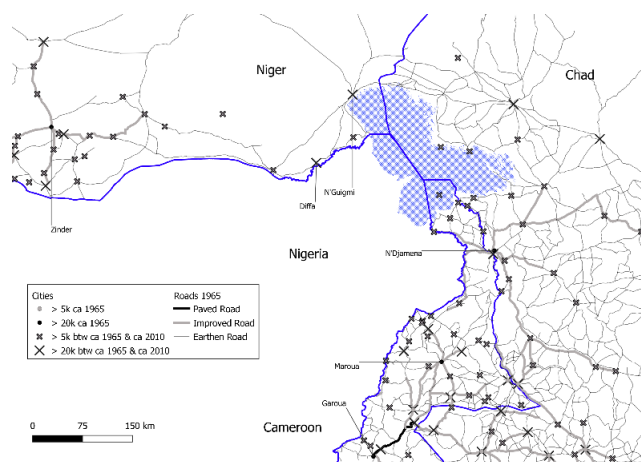
⁵⁷ Les résultats présentés dans cette section sont tirés de Jedwab, Haslop, *et al.* (2021), document d'information de ce rapport.

⁵⁸ Le rétrécissement du lac observé entre les années 60 et le milieu des années 90 était lié à la réduction des précipitations en République centrafricaine, et non aux conditions économiques locales, ce qui a permis d'apaiser les craintes de causalité inverse. Le rétrécissement du lac Tchad au cours de ces années offre donc une expérience naturelle pour examiner comment l'assèchement à long terme du lac peut affecter les communautés rurales et urbaines.

(au moins 5 000 habitants) est passé de 14 à 161, tandis que le nombre de villes (relativement) plus grandes (au moins 20 000 habitants) est passé de 4 à 26. Au Cameroun, le nombre de petites et grandes villes est passé de 51 à 173 et de 10 à 54 entre 1965 et 2005, tandis qu'au Tchad, les chiffres correspondants sont passés de 11 à 94 et de 4 à 23 entre 1964 et 2009 (Carte 10).

Le rétrécissement du lac observé entre les années 60 et le milieu des années 90 a entraîné une migration des zones rurales vers les villes proches du lac. L'analyse révèle des signes d'urbanisation des réfugiés dans les zones proches du lac, en raison du rétrécissement de ce dernier au cours de ces années⁵⁹. L'accès aux riches ressources en eau et aux opportunités économiques offertes par le lac Tchad étant de plus en plus limité, les habitants de la région ont pu migrer vers les villes à la recherche de meilleures opportunités économiques. Ce phénomène était particulièrement visible au Niger, où le rétrécissement du lac Tchad entre les années 60 et le milieu des années 90 a eu un impact positif évident sur l'expansion des grandes villes autour du lac. Malgré l'existence de nombreux établissements ruraux et de petites villes près du lac, il n'y avait pas de petites villes dans l'est du Niger et aucune grande ville près du lac en 1962. Mais deux grandes villes — Diffa et N'Guigmi — se sont rapidement développées dans la région. Diffa comptait moins de 1 000 habitants en 1962 ; pourtant, en 2012, elle était devenue la 11^e ville du Niger. N'Guigmi était historiquement située sur la rive du lac, un centre pour les communautés de pêcheurs. Sa croissance spectaculaire, de 3 000 personnes en 1962 à plus de 25 000 aujourd'hui, doit être due au fait que la localité a servi de camp de réfugiés pour les personnes qui avaient perdu leurs moyens de subsistance en milieu rural. Avec l'émergence de ces deux grandes villes, le besoin de villes plus petites a pu être réduit, d'où l'effet négatif observé parmi ces petites localités. Un schéma similaire d'urbanisation des réfugiés a également été observé au Cameroun pendant les années de rétrécissement du lac, bien que les effets positifs sur les populations urbaines aient été beaucoup plus faibles au Cameroun qu'au Niger. Au Tchad, aucun effet de ce type n'a été observé.

Carte 10 : Tendances de la population urbaine autour du lac Tchad, de 1965 à 2010



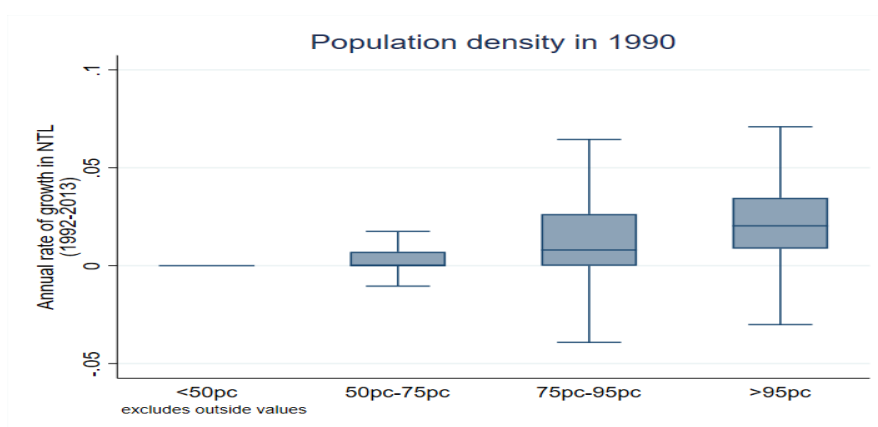
Source : Jedwab, Haslop, *et al.* (2021), document d'information de ce rapport.

Note : La carte montre l'emplacement des établissements urbains de plus de 5 000 et de plus de 20 000 habitants vers 1965, lorsque le lac a commencé à rétrécir, et vers 2010, à la fin de la période d'étude. Elle indique également les villes d'importance régionale (20 000 habitants et plus) dans les années 1960, comme Diffa, N'Guigmi et Zinder au Niger, N'Djamena au Tchad, et Maroua et Garoua au Cameroun. Elle montre également des routes bitumées, des routes améliorées et des routes en terre, le tout aux environs de l'année 1965.

⁵⁹ Voir Jedwab, Haslop, *et al.* (2021), document d'information de ce rapport.

Les agglomérations urbaines les plus densément peuplées continuent de croître plus rapidement que les zones moins densément peuplées, creusant ainsi les écarts spatiaux de densité. En contrôlant le niveau d'activité économique (tel qu'il est représenté par l'éclairage nocturne en 1992), le niveau initial de la densité de la population est positivement corrélé avec le taux annuel de croissance économique mesuré par l'intensité de l'éclairage nocturne (Figure 11). Plus concrètement, une augmentation d'un point de pourcentage du niveau initial de la densité de la population est associée à une augmentation de 0,2 % du taux annuel de croissance de l'éclairage nocturne⁶⁰. Les résultats sont cohérents avec d'autres études montrant que les emplacements des agglomérations urbaines restent persistants dans le temps, même après avoir contrôlé d'autres facteurs qui ont initialement conduit à leur création⁶¹. Les agglomérations urbaines continuent de croître plus rapidement que les zones plus faiblement peuplées, ce qui a des conséquences importantes sur l'élargissement des écarts spatiaux entre les villes principales et le reste des pays.

Figure 11 : La densité de la population est positivement corrélée à la croissance régionale, 1990



Source : Masaki et Rodríguez-Castelán (2021), document d'information de ce rapport.

Note : Le bas du rectangle représente le quartile inférieur (25^e centile), et le haut le quartile supérieur (75^e centile). La ligne horizontale indique le 50^e centile, qui est fourni pour différents niveaux initiaux de densité de la population en 1990, allant du 50^e centile inférieur (< 50 %) au 95^e percentile supérieur (> 95 %). L'analyse est effectuée sur la base d'un échantillon de 5 212 mailles (à une résolution spatiale de 0,1 degré) définies sur les pays du bassin du lac Tchad qui ont été éclairées (avec une valeur numérique positive de luminosité nocturne) à un moment donné entre 1992 et 2013.

4.1.3 Convergence régionale (convergence conditionnelle)

La région du lac Tchad dans son ensemble ne montre pas de signe clair de convergence avec le reste des pays en termes de croissance économique locale, ce qui implique la nature perpétuelle du retard de la région. Selon une analyse de régression multivariée explorant les principaux moteurs de la croissance locale, mesurée par le taux annuel de variation de l'éclairage nocturne, le rythme de la croissance économique locale dans la région du lac Tchad n'est pas statistiquement différent de celui des autres parties des pays après contrôle des autres facteurs de confusion potentiels (Figure 12)⁶². Cela implique que, sous réserve de divers facteurs

⁶⁰ Cette relation est valable que l'analyse soit effectuée pour tous les pays du bassin du lac Tchad ou qu'elle soit limitée à la seule région du lac Tchad.

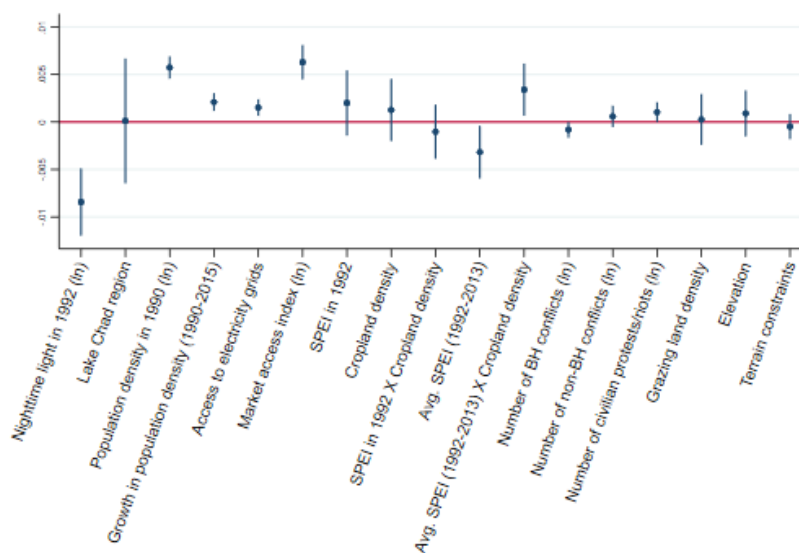
⁶¹ Henderson *et al.* (2018) ; Jedwab *et al.* (2017).

⁶² Notez que cette analyse est limitée aux zones qui sont éclairées à un moment donné entre 1992 et 2013 (indiquées par une valeur numérique positive de luminosité).

socioéconomiques et géographiques, la région du lac Tchad ne se distingue pas du reste des pays en termes de rythme de croissance. Cependant, ce que cette analyse montre également, c'est que le retard de la région est persistant dans le temps, avec un faible dynamisme économique dans la région qui pourrait lui permettre de rattraper le reste des pays. Il existe également des différences importantes entre les pays du bassin du lac Tchad. En particulier, comme on le voit sur la Carte 6 (panneau d), l'écart spatial entre les zones proches du lac Tchad et le reste du pays se creuse clairement au Nigéria, les zones proches du lac Tchad connaissant un taux de croissance plus faible de l'éclairage nocturne.

Deux facteurs ressortent comme principaux déterminants de la trajectoire de la croissance économique locale : le niveau initial de luminosité nocturne et la population. Ces deux variables expliquent environ 20 % de la variation du taux de croissance annuel de l'éclairage nocturne. Cela n'est peut-être pas surprenant étant donné que l'éclairage nocturne est fonction à la fois de la densité de la population et de l'activité économique⁶³. Une façon d'interpréter ces résultats est que les zones urbaines qui présentaient initialement de faibles niveaux de développement (ou de luminosité) se sont développées plus rapidement que les autres zones qui présentaient des niveaux de développement élevés, réduisant ainsi les écarts entre les villes en retard et les villes plus avancées si l'on contrôle la densité de la population et d'autres facteurs socioéconomiques⁶⁴. Cette constatation fait écho à un ensemble bien établi de publications sur la convergence régionale, selon laquelle les économies pauvres croissent plus rapidement que les économies riches⁶⁵. Un autre facteur important de la croissance régionale est l'accès aux marchés (voir la section suivante). En revanche, les facteurs géographiques exogènes, tels que l'utilisation des terres (terres cultivées ou pâturages), l'altitude et les contraintes de terrain n'ont pas d'impact significatif sur la croissance économique régionale.

Figure 12 : Principales corrélations avec la croissance économique locale : analyse de régression



Source : Masaki et Rodríguez-Castelán (2021), document d'information de ce rapport.

⁶³ Henderson *et al.* (2018).

⁶⁴ Banque mondiale (2009).

⁶⁵ Voir les travaux fondamentaux de Barro et Sala-i-Martin et de Bairro *et al.* (1995) sur ce sujet. Notre travail n'est pas le premier à utiliser l'éclairage nocturne comme instrument pour tester empiriquement la convergence. Gennaioli *et al.* (2015) et Chandra and Kabiraj (2020), par exemple, utilisent également l'éclairage nocturne pour étudier comment les régions en retard peuvent rattraper les régions plus avancées et trouvent des preuves solides de convergence.

Note : Les résultats sont basés sur la régression par bêta-convergence dans laquelle la variable dépendante est le taux de croissance annuel de la luminosité nocturne entre 1992 et 2013 et régressés sur un certain nombre de variables socioéconomiques, démographiques et géographiques. L'analyse se limite aux zones éclairées à un moment donné entre 1992 et 2013 et exclut donc les zones largement rurales ou non peuplées. Pour faciliter la comparaison, toutes les variables sont normalisées de sorte que le résultat montre les effets d'un écart-type de chaque variable sur le taux de croissance annuel de l'éclairage nocturne.

4.2 Distance (absence de connectivité)

La région du lac Tchad souffre non seulement d'un manque de densité, mais aussi de l'éloignement ou du manque de connectivité avec le reste des pays ou avec les pays voisins. La *distance* fait référence à la facilité ou à la difficulté pour les biens, les services, le travail, le capital, les informations et les idées de traverser l'espace. Elle mesure la facilité avec laquelle les capitaux circulent, la main-d'œuvre se déplace, les biens sont transportés et les services sont fournis entre deux endroits. En ce sens, la distance est un concept économique et pas seulement physique, lié à la connectivité et à l'accès. Une zone est d'autant plus susceptible d'être en retard qu'elle est éloignée des zones en avance, car une plus grande distance par en termes de densité implique un manque d'intégration dans l'économie. Elle implique également un accès plus difficile aux marchés « denses » des capitaux, du travail, des biens, des services et des idées, ainsi qu'aux retombées des connaissances et des informations qu'ils fournissent. Comme nous l'avons souligné dans cette section, la région du lac Tchad est l'exemple d'une zone qui n'a pas accès aux principaux marchés, non seulement en raison de son enclavement géographique, mais aussi en raison de la médiocrité des infrastructures de connectivité et de l'intensification des conflits qui rendent la circulation des personnes et des biens dans la région extrêmement coûteuse.

Comblant les lacunes en matière de connectivité dans la région du lac Tchad peut conduire à une productivité plus élevée et à des emplois de meilleure qualité, en particulier dans les zones rurales, où les gens sont deux fois plus susceptibles d'être coupés des routes principales, et donc de l'accès aux marchés et aux opportunités économiques

4.2.1 Accès au marché

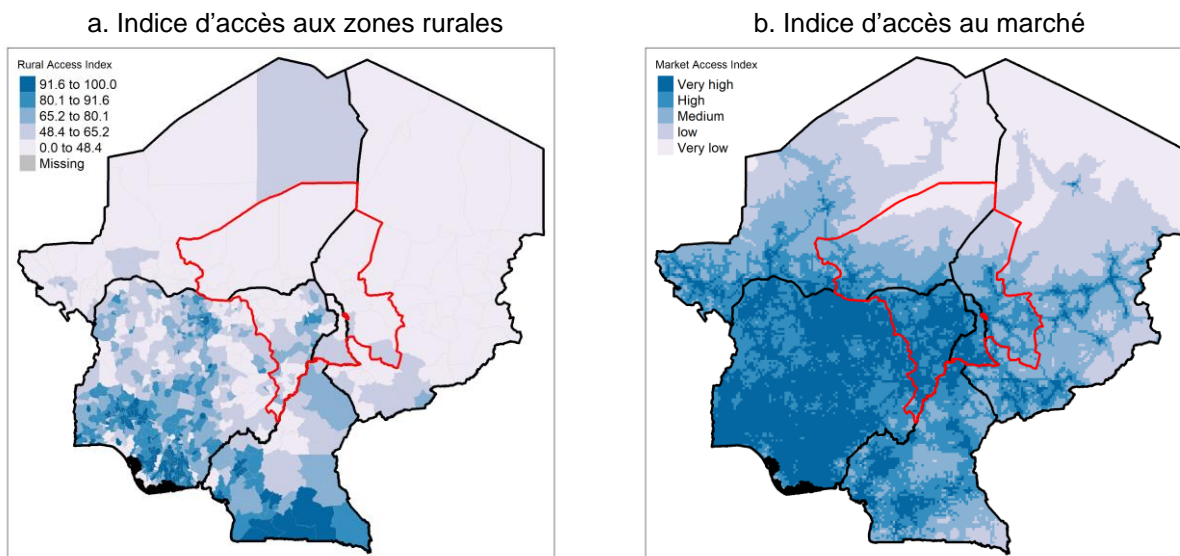
Les populations rurales de la région du lac Tchad sont deux fois plus susceptibles d'être déconnectées des routes praticables en toute saison (carrossables toute l'année), par rapport aux zones du reste des pays. Le score de l'indice d'accès rural — c'est-à-dire la part de la population rurale vivant à moins de 2 kilomètres d'une route praticable en toute saison — est faible dans la région (Carte 11, panneau a)⁶⁶. Près des deux tiers (60 %) de la population rurale de la région du lac Tchad vivent à plus de 2 km d'une route praticable en toute saison, soit environ deux fois plus que dans les parties non lacustres des pays du bassin (30 %) (données fournies par *OpenStreetMap*).

Les conflits et la fermeture des frontières ont encore éloigné les populations rurales du marché. Par exemple, les bénéfices nets des petits producteurs et des métayers ont diminué d'environ 80 % avant et après la crise de Boko Haram et la fermeture des frontières qui en

⁶⁶ Une « route praticable en toute saison » est définie comme une route praticable toute l'année par le moyen de transport rural le plus courant. Les routes principales, primaires, secondaires et tertiaires dans *OpenStreetMap* sont utilisées comme un indicateur des routes praticables en toute saison selon la méthodologie d'Azavea : <https://rai.azavea.com/>.

découle⁶⁷. Les volumes de vente ont diminué tandis que le coût des intrants agricoles a augmenté (car les importations nigérianes moins chères ne sont pas disponibles et les petits agriculteurs ne peuvent pas traverser le fleuve pour acheter de petites quantités). En conséquence, la crise a réduit le potentiel du marché du poivre rouge séché en tant que source de revenus pour les producteurs de la région de Koumadougou, et en tant que source d'emploi, car les producteurs disent avoir dû licencier des travailleurs journaliers et avoir moins de possibilités d'offrir des opportunités de métayage aux pauvres.

Carte 11: Accès aux marchés et aux zones rurales dans de la région du lac Tchad et autour de celle-ci



Source : Masaki et Rodríguez-Castelán (2021), document d'information de ce rapport.

Note : Le panneau a montre l'indice d'accès rural ou la part de la population rurale qui vit à moins de 2 kilomètres de routes praticables en toute saison, comme le montre OpenStreetMap. Voir l'annexe B pour plus de détails sur la construction de l'indice. Le panneau b montre les zones qui obtiennent un score très élevé (20 premiers centiles), élevé (20-40 centiles), moyen (40-60 centiles), faible (60-80 centiles) ou très faible (20 derniers centiles) dans l'indice d'accès au marché. Voir l'annexe B pour plus de détails sur le mode de calcul de l'indice.

La région du lac Tchad et ses environs abritent plusieurs villes clés (Maiduguri au Nigéria, Maroua et Kousséri au Cameroun, N'Djamena au Tchad et Diffa au Niger) qui peuvent servir de pôles commerciaux pour stimuler l'économie régionale. L'indice d'accès au marché — une mesure de la taille de la population qui peut être atteinte en un certain temps de voyage⁶⁸ — est relativement élevé dans la région du lac Tchad par rapport à certaines autres parties des pays (Carte 11, panneau B). Cela indique qu'avec une infrastructure de connectivité appropriée, les habitants de la région du lac Tchad pourraient bénéficier des opportunités économiques que les grands marchés — à l'intérieur et autour de la région — peuvent offrir. Le transport routier relie certains marchés agricoles locaux clés dans et autour de la région du lac Tchad, notamment a) Bol et N'Djamena au Tchad, b) Kousséri au Cameroun, c) N'Guigmi et Diffa au Niger, et d) Bosso, Niger, ainsi que Marte et Monguno via Maiduguri au Nigéria. Maiduguri est un carrefour important pour les corridors commerciaux entre le Nigéria et le Cameroun (Kousséri ou Maroua)⁶⁹. Cependant, pour des raisons de sécurité, de nombreuses routes restent fermées et les

⁶⁷ L'appartient et Sissons (2016).

⁶⁸ Durée estimée du trajet jusqu'à la ville la plus proche ayant une population de 500 000 habitants ou plus.

⁶⁹ Voir l'annexe A pour une carte des marchés locaux de la région.

restrictions frontalières limitent également la circulation des personnes et des biens dans la région — un sujet qui est abordé plus en détail dans la section 4.3.

4.2.2 Mauvaises infrastructures routières

La mauvaise qualité des infrastructures routières, aggravée par l'insécurité, compromet la connectivité intra et interrégionale. La connectivité transfrontalière (ou entre les villes à l'intérieur des frontières nationales) est faible en raison de l'insuffisance des infrastructures routières et de l'instabilité de la situation sécuritaire, qui rendent le commerce et le transport de marchandises coûteux. L'accès à la région du lac Tchad depuis l'extérieur est au mieux médiocre, à l'exception d'une route bitumée au Tchad (N'Djamena-Karal), qui est à peine fonctionnelle. Les conditions de déplacement à l'intérieur et entre les zones entourant le lac sont également difficiles en raison de la végétation envahissante sur le plan d'eau, qui obstrue les canaux navigables, et du manque d'entretien des routes rurales. Le nord du bassin et le nord-est de l'archipel sont enclavés, ce qui freine la diversification et l'intensification de l'économie agricole. En outre, l'insécurité est signalée comme l'une des principales sources d'inquiétude des transporteurs, à côté de la qualité des infrastructures routières et de l'excès de points de contrôle et de paiements sur les routes⁷⁰. L'amélioration de la connectivité et de la mobilité dans la région du lac Tchad, mais aussi entre la région et d'autres régions du pays, pourrait améliorer les conditions de vie de la population et avoir un effet catalyseur en maximisant les avantages dans d'autres secteurs, tels que les services de base et les moyens de subsistance.

4.2.3 Connectivité numérique

Outre la déconnexion physique due à l'absence d'infrastructures routières solides, la région du lac Tchad souffre également d'une absence de connectivité numérique, qui l'isole davantage non seulement du reste des pays du bassin du lac Tchad, mais aussi du reste du monde. L'accès à Internet est également limité dans les pays du bassin du lac Tchad. Alors que l'infrastructure numérique de l'Afrique subsaharienne dans son ensemble accuse un retard par rapport au reste du monde⁷¹, les pays du bassin du lac Tchad ont un niveau de pénétration d'Internet particulièrement bas. Environ 12 % de la population des pays proches du lac Tchad ont déclaré utiliser Internet, contre 19 % en moyenne dans toute l'Afrique subsaharienne⁷². Il existe une hétérogénéité au sein de la région. Le Tchad figure parmi les pays ayant les taux de pénétration d'Internet les plus faibles au monde, avec 7 % de la population, alors que le Cameroun, avec 23,2 %, se situe au-dessus de la moyenne régionale. Un schéma similaire peut être observé en ce qui concerne la pénétration de l'Internet mobile — mesurée par le nombre d'abonnés uniques à l'Internet mobile, qui est le principal mécanisme d'accès à l'Internet en Afrique subsaharienne (par opposition aux abonnements à l'Internet fixe à haut débit)⁷³.

⁷⁰ PAM (2016a, 2016b).

⁷¹ Banque mondiale (2019).

⁷² Données de 2017, WDI (Indicateurs du développement dans le monde) (base de données) (consultées le 04/07/2021), Banque mondiale, Washington, <https://datatopics.worldbank.org/world-development-indicators/>. Les utilisateurs d'Internet sont des personnes qui ont utilisé Internet (depuis n'importe quel endroit) au cours des trois derniers mois. Internet peut être utilisé via un ordinateur, un téléphone portable, un assistant numérique personnel, une console de jeux, une télévision numérique, etc.

⁷³ Étant donné que les consommateurs peuvent utiliser plusieurs cartes SIM pour profiter de réductions ou pour éviter les frais élevés des appels hors réseau, la pénétration du marché en termes d'abonnés uniques peut donner une meilleure idée du degré d'accès aux services mobiles. La GSMA définit l'Internet mobile comme l'utilisation de services Internet par des utilisateurs uniques sur des

L'Internet mobile dans les pays du bassin du lac Tchad a connu une expansion rapide, même si son rythme est toujours à la traîne par rapport aux leaders régionaux tels que l'Afrique du Sud. Le nombre d'abonnés uniques à l'Internet mobile dans l'ensemble des pays du bassin du lac Tchad a presque doublé en proportion de la population entre 2014 et 2020. En 2020, ce chiffre s'élèvera à 31 % de la population, soit plus que la moyenne régionale de l'Afrique subsaharienne (28 %). Toutefois, la part des abonnés uniques à l'Internet mobile dans les pays du lac Tchad reste nettement inférieure à celle des leaders régionaux tels que l'Afrique du Sud (52 %). Le Tchad a enregistré un taux unique d'abonnement à l'Internet mobile de 17 % de la population en 2020, contre 34 % au Nigéria et au Cameroun. Par ailleurs, le Niger a le taux de pénétration de l'Internet mobile le plus faible de toute la région du lac Tchad, et l'un des plus faibles d'Afrique subsaharienne. Il est important d'identifier les principaux obstacles à l'adoption des services Internet auxquels sont confrontés les particuliers pour exploiter pleinement les avantages potentiels des technologies numériques dans la région.

L'infrastructure numérique — l'Internet mobile à haut débit en particulier — est limitée dans la région du lac Tchad.⁷⁴ Une grande partie des zones de la région du lac Tchad sont peu connectées aux nœuds de transmission en fibre optique ou à la technologie 3G, à l'exception de la région de l'Extrême-Nord du Cameroun où la couverture semble plus complète⁷⁵. L'accès à Internet (que ce soit par le biais du haut débit fixe ou du haut débit mobile) peut servir de catalyseur pour la réduction de la pauvreté⁷⁶, l'amélioration des résultats de l'emploi⁷⁷ et le fonctionnement des marchés ruraux⁷⁸, précisément en ce qui concerne les informations sur les prix, l'accès aux intrants et aux consommateurs⁷⁹ et l'accès aux marchés des capitaux⁸⁰. La mauvaise connectivité numérique autour du lac Tchad est donc une autre source importante de fracture qui empêche la région d'exploiter pleinement son potentiel économique.

Non seulement l'accès aux infrastructures numériques est limité, mais la possession d'appareils numériques tels que les téléphones cellulaires est également particulièrement faible dans la région du lac Tchad. Le taux de possession de téléphones portables par rapport à la population dans les zones proches du lac au Niger était de 13 %, contre 20 % dans le reste du pays. On observe un schéma similaire au Nigéria, où le taux de possession de téléphones portables est inférieur de 5 points de pourcentage dans les régions proches du lac. Le Tchad est la seule exception, où le taux de propriété est plus élevé dans les zones proches du lac que dans le reste du pays (20 % contre 16 %, respectivement).

appareils mobiles à la fin d'une période donnée. Les services Internet mobiles sont définis comme toute activité qui utilise des données mobiles (c'est-à-dire à l'exclusion des SMS, des services de messagerie multimédia et des appels vocaux cellulaires). Voir GSMA Intelligence (base de données), Global System for Mobile Communications (GSM Association), Londres, <https://www.gsmainelligence.com/>. Consulté le 7 avril 2020.

⁷⁴ Hjort et Poulsen (2019).

⁷⁵ Les nœuds correspondent aux points d'ajout ou de retrait (entrée ou sortie) dans les réseaux de fibre optique à longue distance. Les réseaux de fibre optique à longue distance sont comme des autoroutes qui ont des croisements (rampes d'accès et de sortie, c'est-à-dire des points d'ajout et de retrait) qui alimentent des routes plus petites (fibre d'accès, réseaux filaires et sans fil). Dans le scénario de l'autoroute, même si un ménage est situé à proximité de l'autoroute, le trajet jusqu'au croisement le plus proche peut être long. Il en va de même pour les réseaux à fibre optique, dans lesquels la vitesse de l'Internet fixe à haut débit est déterminée par la proximité des nœuds de transmission plutôt que par les lignes du réseau reliant les nœuds. Alors que les technologies de deuxième génération (2G) prennent en charge la voix, les SMS et un accès limité à Internet, les technologies de troisième génération (3G) permettent une navigation plus rapide sur Internet et le téléchargement de données. Les données relatives à la couverture 2G/3G doivent toutefois être traitées avec prudence ; voir la note relative à la carte 12.

⁷⁶ Voir Bahia *et al.* (2019) and Masaki *et al.* (2020).

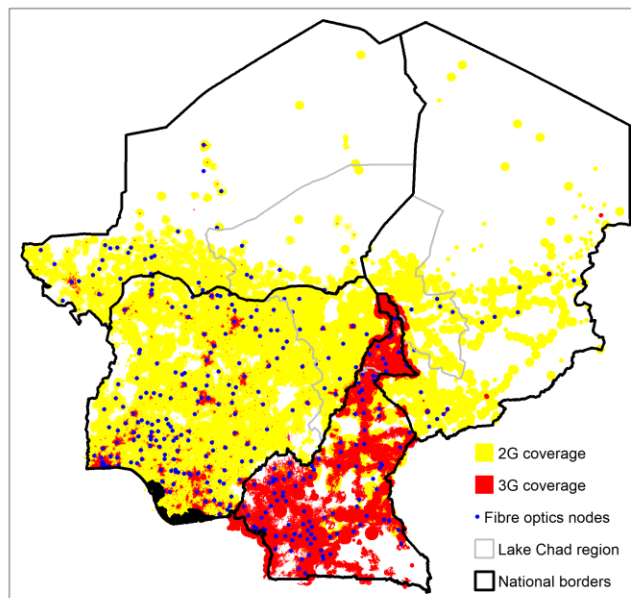
⁷⁷ Voir Hjort et Poulsen (2019) ; Paunov et Rollo (2014) ; Fernandes *et al.* (2019) ; Chun et Tang (2018) ; Viollaz et Winkler (2020).

⁷⁸ Voir Kaila et Tarp (2019) ; Goyal (2010) ; Ritter et Guerrero (2014) ; Salas-Garcia et Fan (2015).

⁷⁹ Voir Aker et Mbiti (2010) ; Aker (2011) ; Debo et Van Ryzin (2013).

⁸⁰ Voir Hasbi et Dubus (2019) ; Alibhai *et al.* (2018).

Carte 12 : Connectivité numérique dans de la région du lac Tchad et autour de celle-ci (2018-2019)



Source : Africa Bandwidth Maps (dashboard), Hamilton Research, Bath, UK, <http://www.africabandwidthmaps.com/> ; Mobile Coverage Maps (dashboard), Collins Bartholomew, HarperCollins Publishers, Glasgow, <https://www.collinsbartholomew.com/mobile-coverage-maps/>.

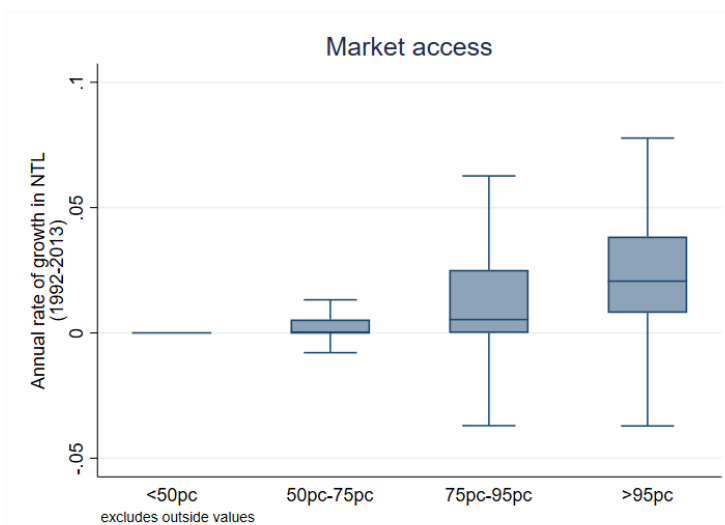
Note : La couverture mobile correspond à 2018. La fibre optique correspond à 2019. Les données de couverture 2G/3G doivent toutefois être traitées avec prudence, car les cartes de couverture de Collins Bartholomew n'incluent pas nécessairement tous les fournisseurs de réseaux dans chaque pays. Cette carte de couverture doit donc être considérée comme une limite inférieure de la disponibilité de la 2G/3G.

4.2.4 La réduction de la distance par rapport aux marchés est importante pour le développement économique local.

L'accessibilité des marchés est l'un des principaux moteurs de l'intégration régionale et de la croissance économique. Les zones les mieux connectées aux grands marchés ont connu un taux de croissance plus rapide que les autres zones (Figure 13)⁸¹. En contrôlant le niveau initial de l'éclairage nocturne et la taille de la population, ainsi que d'autres facteurs socioéconomiques et géographiques (comme indiqué à la Figure 12), l'accès au marché est en effet l'un des principaux déterminants de la croissance locale (estimée par l'intensité de l'éclairage nocturne) dans les quatre pays du lac Tchad, ainsi que dans la région du lac Tchad elle-même (les zones entourant le lac).

⁸¹ Ces résultats sont tirés de Masaki et Rodríguez-Castelán (2021), document d'information de ce rapport.

Figure 13 : Indice d'accessibilité au marché et croissance régionale



Source : Masaki et Rodríguez-Castelán (2021), document d'information de ce rapport.

Note : Les résultats sont basés sur la régression par bêta-convergence où la variable dépendante est le taux de croissance annuel de la luminosité nocturne entre 1992 et 2013 et régressée sur un certain nombre de variables socioéconomiques, démographiques et géographiques. L'analyse est effectuée sur la base d'un échantillon de 5 212 mailles (à une résolution spatiale de 0,1 degré) définies sur les pays du bassin du lac Tchad qui ont été éclairées (avec une valeur numérique positive de luminosité nocturne) à un moment donné entre 1992 et 2013.

La connectivité avec des centres régionaux comme N'Djamena et Maiduguri semble être particulièrement importante pour la croissance de l'agriculture et du commerce du bétail.

Par exemple, les routes du poisson fournissaient encore plusieurs tonnes de produits aux pôles régionaux de N'Djamena et Maiduguri, avec une estimation annuelle de 50 000 à 100 000 tonnes de poisson par an entre 2010 et 2014⁸². Comme indiqué ci-dessus, le commerce du bétail est vital pour la région, et le commerce transfrontalier joue depuis longtemps un rôle dans les échanges sur les marchés du bétail en Afrique⁸³. Traditionnellement, les routes commerciales du bétail en provenance du Tchad et du Niger passent par Maiduguri en direction des marchés régionaux⁸⁴. Seize des 97 grands marchés de bétail des quatre pays sont situés à proximité du lac Tchad, tandis que plus de la moitié des marchés de bétail se trouvent à moins de 100 km de la frontière⁸⁵.

L'amélioration de l'accès aux marchés permet de développer les activités agricoles. Une analyse de l'accès aux marchés et de la culture des terres à l'aide de plus de trois décennies de données de panel télé-détektées et géospatiales montre qu'une augmentation de l'accès aux marchés est associée à une augmentation des terres cultivées⁸⁶. Étant donné le gain modeste en termes de longueur de route bitumée, la croissance de la population, qui est une approximation de la taille du marché, est le principal moteur de l'augmentation de l'accès au marché. Une augmentation de 1 % de l'accès au marché est associée à une augmentation de 3,9 % de la superficie des terres cultivées. Étant donné que le total approximatif des terres cultivées dans les

⁸² Lemoalle et Magrin (2014).

⁸³ de Haan *et al.* (1999).

⁸⁴ PAM (2016a, 2016b).

⁸⁵ Blankespoor (2021), document d'information de ce rapport.

⁸⁶ Plus précisément, le panel comprend les années suivantes : 1983, 1992, 2001, 2010 et 2019.

quatre pays est de près de 600 000 km², ce résultat implique une croissance d'environ 23 400 km² pour une augmentation de 1 % de l'accès au marché sur 9 ans⁸⁷.

L'impact positif de l'accès au marché sur les activités agricoles est limité par les conflits et l'insécurité. Comme nous l'avons vu plus haut, l'accès au marché est associé à une augmentation de la superficie des terres cultivées. Ce résultat ne tient toutefois pas compte des chocs à court terme ou de l'incertitude liée aux déplacements vers les marchés, notamment en cas de conflit⁸⁸. En effet, la même analyse montre que les zones les plus proches des événements conflictuels connaissent une expansion plus lente des terres cultivées sur l'ensemble de la région⁸⁹. Ces résultats impliquent que les investissements dans le renforcement des infrastructures de connectivité pour améliorer l'accès au marché dans la région du lac Tchad ne garantissent pas les gains de l'expansion agricole, à moins que ces investissements ne soient faits de concert avec des politiques complémentaires pour assurer la paix et la sécurité dans la région ou au moins atténuer l'impact négatif du conflit.

L'amélioration de l'accès aux infrastructures de connectivité dans la région du lac Tchad est également associée à l'abandon des emplois agricoles. En utilisant des données sur l'expansion des infrastructures et la composition sectorielle de l'emploi au niveau infranational, l'analyse⁹⁰ montre que l'accès aux routes goudronnées est lié à la diversification de l'agriculture dans la région du lac Tchad. Plus concrètement, l'accès à des routes goudronnées est associé à une réduction de 6 points de pourcentage de la part de l'agriculture dans l'emploi, à une augmentation de 4 points de pourcentage de la part de l'industrie manufacturière dans l'emploi et à une augmentation de 2 points de pourcentage de la part des services dans l'emploi. Ces effets sont encore plus importants dans les districts voisins du lac Tchad, où l'accès à une route goudronnée au niveau du district est associé à une réduction de 13 points de pourcentage de la part de l'agriculture dans l'emploi, à une augmentation de 8 points de pourcentage de la part de l'industrie manufacturière dans l'emploi et à une augmentation de 5 points de pourcentage de la part services dans l'emploi. En particulier, la connectivité routière semble avoir un impact particulièrement important au Cameroun, où l'accès à des routes goudronnées est associé à une réduction de l'emploi agricole de 12 points de pourcentage et à une augmentation d'environ 6 points de pourcentage de l'emploi dans les secteurs de la fabrication et des services.

Si la transformation structurelle peut contribuer directement à la réduction de la pauvreté à long terme, son impact peut être plus nuancé à court terme. Tel qu'indiqué plus haut dans ce rapport, malgré une part relativement élevée d'emplois non agricoles, certaines parties de la région du lac Tchad au Nigéria et au Cameroun présentent encore des taux de pauvreté relativement élevés. En effet, l'abandon de l'agriculture en soi ne garantit pas nécessairement une réduction immédiate de la pauvreté. Des politiques et des investissements complémentaires sont également nécessaires pour accroître la productivité des agriculteurs — qui représentent toujours un nombre disproportionné des pauvres dans la région.

Dans l'ensemble, les effets des nouveaux corridors de transport sur le bien-être sont positifs mais modestes, à moins qu'ils ne soient associés à des politiques complémentaires visant à réduire les frictions aux frontières. La Carte 13 montre graphiquement les gains de bien-être estimés grâce à deux investissements dans les

⁸⁷ La série harmonisée sur l'éclairage nocturne comprend les satellites du Defense Meteorological Satellite Program-Operational Line-Scan System et de la Visible Infrared Imaging Radiometer Suite.

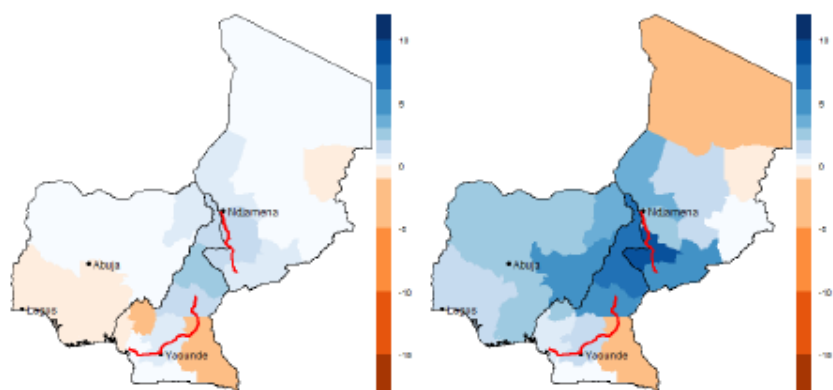
⁸⁸ Le temps de trajet suppose l'itinéraire le plus rapide et ne tient pas compte des retards ou des barrages routiers. À l'inverse, Van Der Weide *et al.* (2018) intègrent les obstacles liés à la fermeture des routes dans l'analyse du temps de trajet afin de quantifier l'impact de l'accès au marché sur le PIB local en Cisjordanie.

⁸⁹ Blankespoor (2021), document d'information de ce rapport.

⁹⁰ Les résultats présentés dans cette section sont tirés de Lebrand (2021), document d'information de ce rapport.

infrastructures financés par la Banque mondiale : i) un corridor de transport routier alternatif vers le Tchad ; et ii) la réhabilitation de la ligne ferroviaire au Cameroun⁹¹. Le corridor routier alternatif relie N'Djamena, la capitale du Tchad, à Moundou, la deuxième ville du Tchad et à Ngaoundéré au Cameroun⁹². Le projet d'investissement de la ligne ferroviaire au Cameroun consiste en la rénovation de la principale ligne ferroviaire entre Ngaoundéré, Yaoundé et Douala. Dans l'ensemble, ces deux projets de corridors de transport ne devraient pas, à eux seuls, produire des gains de bien-être substantiels sans politiques complémentaires visant à réduire les frictions transfrontalières. S'il est combiné à une réduction des frictions transfrontalières, le revenu réel régional (c'est-à-dire la somme des revenus réels de l'ensemble de la population d'une région donnée) devrait augmenter — en particulier dans les zones de la région du lac Tchad où le gain de bien-être global est estimé à environ 5 % d'augmentation du revenu réel global des personnes vivant dans la région.

Carte 13 : Impacts sur le bien-être régional des investissements dans les corridors de transport (à gauche) avec une réduction supplémentaire des frontières (à droite) — variation en pourcentage du bien-être régional



Source : Lebrand 2021, document d'information de ce rapport.

Note : Les cartes montrent l'impact sur le bien-être des deux investissements en infrastructures proposés, avec et sans politiques complémentaires visant à réduire de moitié le temps de passage des frontières. Le modèle utilisé pour estimer les effets attendus des investissements proposés en matière d'infrastructures sur le bien-être tient compte de l'effet combiné de ces investissements avec une réduction du temps de déplacement pour le passage des frontières. Le modèle suppose l'effet d'une réduction de moitié du temps de passage des frontières, qui passerait de 30 heures à 15 heures.

4.3 Division

Avec la densité et la distance, la troisième dimension géographique importante pour le développement territorial est la division. Elle s'applique tant à l'échelle nationale qu'internationale. À l'échelle nationale, les nations peuvent être divisées en interne en raison de conflits et de tensions découlant de divisions linguistiques, ethniques, religieuses, culturelles ou politiques. Au niveau international, les divisions proviennent principalement de ce que l'on appelle les frontières épaisses, c'est-à-dire les nombreuses restrictions que les pays imposent aux autres

⁹¹ Le modèle ne tient pas compte des investissements dans l'électricité et Internet. Il est prévu pour les recherches futures d'inclure ces secteurs d'infrastructure dans le modèle et de le relier à l'analyse empirique.

⁹² En raison de l'insécurité dans l'Extrême-Nord, les transporteurs routiers optent désormais pour cet itinéraire alternatif (plutôt que pour l'itinéraire plus direct qui passe par Maroua et Kousséri) et le corridor a donc besoin d'investissements pour soutenir l'augmentation du trafic. Rien qu'en 2015, environ 500 000 tonnes de marchandises ont transité par ce corridor, contre 40 000 tonnes pour le corridor précédent (CPCS-EGIS, 2019).

pays en ce qui concerne la circulation des biens, des capitaux, des personnes et des idées⁹³. Des frontières épaisses limitent le commerce et le flux des facteurs de production. Les conflits interétatiques créent les frontières les plus épaisses. Alors que les frontières du monde riche sont devenues de plus en plus minces, facilitant ainsi le commerce et la circulation des personnes et des capitaux, les frontières de nombreux pays en développement restent épaisses, comme c'est généralement le cas dans la région du lac Tchad. En même temps, par rapport à d'autres régions en développement, les frontières dans les zones situées autour du lac Tchad ont historiquement été caractérisées comme relativement poreuses — avec des liens commerciaux et sociaux qui traversent les frontières. Cette mobilité relative s'est toutefois atténuée au cours de la dernière décennie avec le durcissement des frontières et les mesures de lutte contre l'insurrection de Boko Haram.

Le commerce transfrontalier historiquement fort autour du lac Tchad a été perturbé par le conflit avec Boko Haram, source de division dans la région. Pourtant, le commerce régional montre des signes de résilience et l'exploitation de nouvelles opportunités commerciales pourrait avoir un impact direct sur les revenus des ménages et l'emploi.

4.3.1 Boko Haram

L'intensification du conflit dans la région du lac Tchad depuis la montée en puissance de Boko Haram en 2009 a été une grande source de division à l'origine du retard de la région. Bien que le groupe ait été fondé en 2002, l'insurrection est considérée comme ayant commencé pleinement en 2009 au Nigéria. En 2014-2015, elle s'est étendue au nord du Cameroun, au Niger et au Tchad. Depuis lors, le groupe s'est replié dans des zones inaccessibles, principalement le long des frontières, mais il a continué à mener des attaques plus fréquentes et plus sophistiquées⁹⁴. Boko Haram s'est aligné sur l'État islamique en Irak et au Levant depuis 2015⁹⁵. Ce n'est pas un groupe unifié ; en 2016, il s'est scindé en deux factions : la province d'Afrique de l'Ouest de l'État islamique (ISWAP) et Jama'atu Ahl al-Sunnah lil-Dawa wal-Jihad (JAS)⁹⁶. À son apogée, c'est-à-dire entre 2010 et 2015, le groupe s'est emparé d'une grande partie des territoires du nord-est du Nigéria, y compris de grandes villes, poussant le gouvernement du Nigéria à déclarer l'état d'urgence (une action qui a ensuite été suivie par d'autres gouvernements de la région). Alors que la plupart des attaques entre 2009 et 2013 étaient géographiquement concentrées dans quelques États du nord-est du Nigéria, le groupe terroriste a déplacé certaines de ses activités dans les régions voisines du Cameroun, du Tchad et du Niger (Carte 14). Des groupes d'autodéfense ont été créés en réponse à l'insurrection, et ils sont de plus en plus violents.

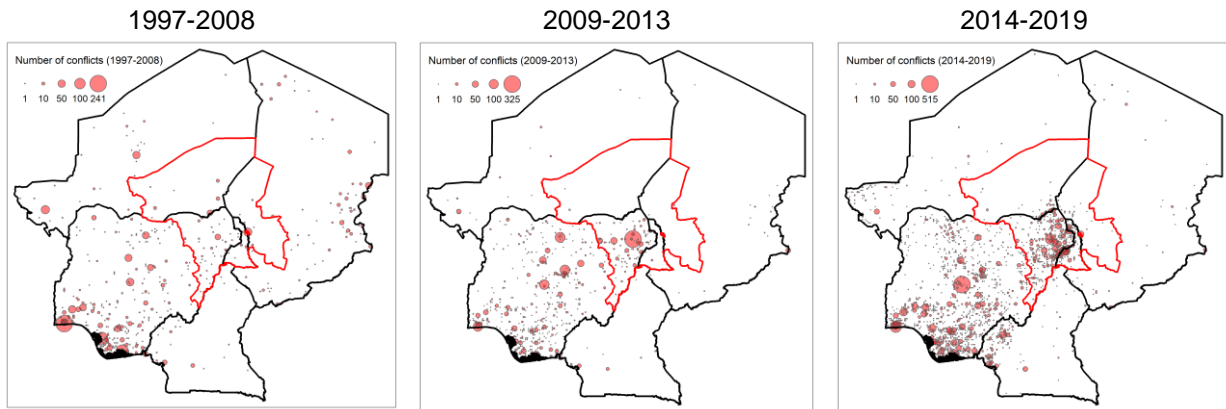
⁹³ Fratianni et Kang (2006).

⁹⁴ Magrin et Perouse de Montclos (2018).

⁹⁵ Vivekananda *et al.* (2019).

⁹⁶ Le ciblage indiscriminé des civils semble avoir été un point de désaccord majeur. Le groupe extrémiste ISWAP évite de nuire aux civils, se concentrant principalement sur les cibles militaires et gouvernementales (Samuel, 2019).

Carte 14 : Conflits dans la région du lac Tchad



Source : Masaki et Rodríguez-Castelán (2021), document d'information de ce rapport. La conception est basée sur ACLED (Armed Conflict Location and Event Data Project) (dashboard), Robert S. Strauss Center for International Security and Law, Austin, TX, <http://www.acleddata.com/>.

4.3.2 Barrières commerciales transfrontalières

La région du lac Tchad a toujours été caractérisée par un système de commerce régional et transfrontalier (principalement informel). La région du lac Tchad est fortement tributaire des flux commerciaux en provenance des régions voisines, en tant que zone enclavée située à plus de 1 300 km (dans le cas de Maiduguri) des principaux ports du Cameroun et du Nigéria. L'interdépendance économique s'est historiquement manifestée par un commerce transfrontalier important (bien que largement non enregistré et informel)⁹⁷. Les flux commerciaux traversent la région du lac Tchad d'est en ouest et du nord au sud. La région sert à la fois de couloir de transit et de site d'un fort commerce intérieur de productions locales (essentiellement agricoles). Le commerce, cependant, a toujours été informel dans la région, les chiffres officiels du commerce ayant tendance à sous-estimer les flux réels. Une étude récente, par exemple, suggère que le Nigéria a exporté plus de 213 000 tonnes métriques de produits non combustibles vers le Cameroun chaque année, soit plus de quarante fois les estimations officielles⁹⁸. Le commerce transfrontalier se déroulait principalement entre les deux plus grandes villes de la région, N'Djamena au Tchad et Maiduguri au Nigéria, à travers des villes secondaires comme Maroua au Cameroun et Yola au Nigéria, ainsi qu'entre un nombre croissant de petites villes et de bourgades⁹⁹. Il existe également d'importants flux commerciaux entre Zinder au Niger et Kano. Le commerce transfrontalier officiel est la principale source de recettes publiques perçues localement pour les pays enclavés : les recettes fiscales collectées par les douanes financent la plupart des services publics (y compris les salaires des fonctionnaires, dans certains cas)¹⁰⁰.

L'intégration régionale par le biais du commerce transfrontalier a été gravement perturbée par les fermetures de routes et de frontières liées à l'insurrection de Boko Haram¹⁰¹. Le commerce transfrontalier et interrégional a été considérablement affecté par le conflit. Au Nigéria

⁹⁷ Voir Magrin et Pérouse (2018).

⁹⁸ Banque mondiale (2013a).

⁹⁹ Magrin et Pérouse (2018).

¹⁰⁰ Cette affirmation a été faite à propos des pays enclavés : Tchad, Mali, Niger et RCA, contrairement au Cameroun et au Nigéria : « Le commerce transfrontalier est la principale source de revenus publics perçus localement : les recettes fiscales collectées par les douanes alimentent la majeure partie des activités des services publics (y compris les salaires des fonctionnaires dans certains cas). » OMD (2018).

¹⁰¹ PAM (2016a, 2016b).

et au Cameroun, la plupart des échanges commerciaux ont eu lieu via le corridor reliant Maiduguri dans l'État de Borno au Nigéria à Kousséri ou Maroua dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun¹⁰². Le manque d'infrastructures frontalières entrave également le commerce transfrontalier. Le seul point de passage international de ville à ville se situe entre Kousséri au Cameroun et N'Djamena au Tchad, tandis que la plupart des produits manufacturés au Tchad ont tendance à arriver par la route depuis Douala au Cameroun. L'intensification du conflit depuis 2009, ainsi que la fermeture des frontières terrestres au Nigéria depuis 2019, et l'état d'urgence déclaré à Diffa et dans la région de Lac au Tchad également en 2019 ont perturbé ce flux commercial. Le banditisme et les attaques armées menacent les routes de transport routier, réduisant la circulation des véhicules. Dans les rares endroits où il existe un contrôle physique des frontières, des « frontières épaisses » apparaissent en raison des conflits et de l'insécurité¹⁰³ — des attentats-suicides sont régulièrement commis par des piétons se rendant au marché, par des conducteurs de motos-taxis, voire par des enfants entrant dans les écoles. Étant donné que Boko Haram et ses groupes dissidents ont tendance à être considérés au niveau régional comme un problème nigérian, la sécurité et la surveillance sont largement concentrées le long des frontières terrestres avec le Nigéria par les autorités camerounaises et nigérianes¹⁰⁴.

Le conflit a considérablement déplacé les routes commerciales d'avant la crise. Une étude réalisée pour le Forum des gouverneurs du lac Tchad examine les modifications de la structure des échanges qui en résultent¹⁰⁵. L'utilisation des routes principales dans l'État de Borno a été limitée¹⁰⁶, la situation ne s'étant que partiellement améliorée depuis 2015. Le volume global des biens et services échangés semble avoir diminué. Cependant, d'autres routes commerciales fonctionnelles sont apparues¹⁰⁷. Dans ces derniers, le commerce s'est déplacé de l'État de Borno vers des voies plus sûres passant par le Niger et le Cameroun¹⁰⁸. Toutefois, ces itinéraires sont souvent plus coûteux en termes de temps et de distance¹⁰⁹. Le déplacement du commerce a également des effets complexes en termes de redistribution des activités économiques. Les corridors entre le Nigéria et la partie du Cameroun située au sud de la région de l'Extrême-Nord bénéficieront de l'activité accrue qui a déserté les corridors avec Maroua et Kousséri. D'autre part, le déplacement des troupeaux de bovins vers les régions de l'Adamawa et du nord du Nigéria et du Cameroun, fuyant l'insécurité dans l'Extrême-Nord (et les conflits dans les régions anglophones), crée une source potentielle de conflit entre les agriculteurs et les éleveurs, car la concurrence pour les ressources augmente¹¹⁰.

Les conflits et l'insécurité dans la région ont également augmenté le coût du commerce régional. Une enquête menée auprès de 305 transporteurs pour le compte du Programme alimentaire mondial en 2016 a révélé que le banditisme et l'insécurité sont devenus la principale

¹⁰² Magrin et Perouse de Montclos (2018).

¹⁰³ Les frontières poreuses attirent le commerce transfrontalier informel, à la fois pour économiser les droits de douane et pour éviter les forces de sécurité concentrées aux points de passage officiels pour contrôler les véhicules et inspecter les marchandises déclarées. Lorsque le commerce transfrontalier informel se déplace vers les terrains découverts et les passages de nuit, les insurgés les suivent souvent, cherchant à extorquer des paiements contre leur prétendue protection ou à confisquer des biens. L'on avance que la [fréquence des attaques frontalières](#) par les insurgés peut également être stimulée par l'absence de forces de sécurité, en raison d'une mauvaise affectation des ressources et d'un financement insuffisant.

¹⁰⁴ OMS (2018).

¹⁰⁵ Caestens (2019).

¹⁰⁶ On estime que 750 véhicules utilitaires ont été attaqués par des groupes armés, principalement dans le Borno (Mercy Corps *et al.* 2017).

¹⁰⁷ D'après Sissons et Lappartien (2016), les commerçants ont dû emprunter d'autres routes en lieu et place de la route directe de 125 km entre Diffa et Maiduguri, le principal marché du poivre rouge dans le nord du Nigéria, ce qui a entraîné une augmentation de la distance de 430 km pour les commerçants (dans le meilleur des cas).

¹⁰⁸ Deux de ces routes se prêtent aux échanges transfrontaliers : entre l'État de Yobe au Nigéria et Diffa au Niger (Geidam/Nguru - Diffa) et entre l'État d'Adamawa au Nigéria et Garoua au Cameroun (Yola/Mubi - Garoua).

¹⁰⁹ Banque mondiale (2018).

¹¹⁰ Données sur le Cameroun, FEWS NET (Famine Early Warning Systems Network) (dashboard), FEWS Net, Washington, DC, <https://fews.net/>.

source de préoccupation des transporteurs dans deux des quatre pays et la deuxième contrainte au Cameroun et au Niger, derrière les infrastructures routières, qui occupent également une place importante au Tchad et au Nigéria, un rappel de ce que le transport n'a jamais été facile dans la région¹¹¹. La même enquête a révélé qu'avec la crise, les routes d'approvisionnement en céréales dans l'État de Borno sont devenues sujettes à un nombre particulièrement élevé de points de contrôle (tous les 15 km) et à un montant total élevé de paiements, comme dans d'autres régions, telles que Diffa au Niger. Les décisions politiques des pays continuent également d'interférer avec le commerce, comme la récente décision du Cameroun d'interdire les exportations de céréales vers les pays voisins¹¹².

Outre l'impact négatif direct de Boko Haram sur le commerce régional, les mesures anti-insurrectionnelles adoptées par les gouvernements — telles que la fermeture des frontières et des marchés — ont également entravé la circulation des personnes et des biens dans la région¹¹³. Douala est le port maritime le plus proche de la capitale N'Djamena, avec environ 79 % des importations qui passent par le port¹¹⁴. Cependant, la détérioration de la situation sécuritaire sur le segment nord du corridor Douala-N'Djamena a été une sérieuse préoccupation pour les opérateurs de transport, qui ont envisagé l'utilisation d'autres itinéraires de transport. La route qui évite l'Extrême-Nord du Cameroun, en passant par le territoire tchadien, a suscité de l'intérêt et du trafic, et les autorités tchadiennes et leurs partenaires de développement envisagent de la moderniser¹¹⁵. Au lieu d'aller de Ngaoundéré à N'Djamena en passant par Garoua et Maroua (Cameroun), le nouveau corridor irait de Ngaoundéré à l'est jusqu'à Koutéré (Cameroun), puis continuerait au nord jusqu'à Moundou (Tchad) et N'Djamena (environ 600 km). Certaines parties de la route doivent encore être reconstruites ou réhabilitées pour que cette branche alternative soit capable de supporter durablement l'augmentation substantielle du trafic.

Si le commerce transfrontalier a diminué en raison du conflit, il montre des signes de résilience, notamment grâce à la force des réseaux sociaux. L'étendue de l'interdépendance économique entre les différentes zones de la région du lac Tchad se manifeste par un fort commerce transfrontalier (principalement non enregistré). Bien que le volume des biens et services échangés ait été affecté par la situation sécuritaire, certaines routes commerciales restent fonctionnelles et de nouvelles routes sont apparues, comme indiqué ci-dessus. Les réseaux de relations familiales, les communautés frontalières interconnectées et les alliances locales ont contourné bon nombre des restrictions officielles sur le commerce et la circulation des personnes, ainsi que les zones de conflit, de sorte que les frontières de la région du lac Tchad restent relativement perméables. La structure sociale des commerçants locaux a été jugée bénéfique pour leur adaptation au conflit, notamment en négociant de nouvelles routes commerciales avec les représentants de l'État. Par exemple, les commerçants de Bol au Tchad envoient régulièrement quelqu'un dans les villes ou les ports étrangers pour commercer au nom d'autres marchands, et ils regroupent leurs cargaisons par moyen de transport. Lorsque la présence de Boko Haram a entraîné la fin de la circulation des bateaux sur le lac Tchad, les commerçants tchadiens se sont rendus à la douane nigérienne pour négocier la manière dont leurs marchandises — qui transiteraient désormais par le Niger pour aller du Nigéria au Tchad — devraient être déclarées¹¹⁶.

¹¹¹ PAM (2016a, 2016b).

¹¹² Données sur le Cameroun, FEWS NET (Famine Early Warning Systems Network) (dashboard), FEWS Net, Washington, DC, <https://fewsn.net/>.

¹¹³ Magrin et Perouse de Montclos (2018).

¹¹⁴ Taniform (2014).

¹¹⁵ Nations Unies et Banque mondiale (2018).

¹¹⁶ OMD (2018).

Le renforcement du commerce transfrontalier peut avoir des effets positifs sur les revenus et l'emploi, en particulier s'il s'appuie sur l'important commerce informel existant. Le commerce transfrontalier permet de satisfaire les besoins de base des populations vivant loin des capitales et des points d'entrée nationaux. Les populations vivant dans les zones entourant le lac Tchad se caractérisent par des liens commerciaux, ethniques, culturels et politiques forts, rendant ces zones administratives économiquement interdépendantes. L'exploitation des possibilités de commerce transfrontalier est susceptible d'avoir un impact direct sur les revenus et l'emploi dans la région et d'améliorer les résultats pour de nombreux ménages, en particulier si les relations commerciales informelles étendues peuvent être exploitées. La croissance de la chaîne de valeur régionale, en particulier dans le domaine des produits agricoles et de la transformation des aliments, pourrait être un mécanisme clé pour renforcer les opportunités économiques dans la région et au-delà. Actuellement, l'insuffisante facilitation des échanges et les faiblesses des institutions, des réglementations et de la gestion de la politique monétaire exercent des coûts importants sur le commerce intrarégional dans certains pays. Par exemple, le secteur du camionnage en Afrique occidentale et centrale se caractérise par la présence de cartels offrant des prix élevés et une faible qualité de service. La plupart des pays du bassin du lac Tchad ne sont pas bien classés en matière de commerce transfrontalier dans le rapport Doing Business.

En termes de commerce illégal, la contrebande, notamment de carburant, est pratiquée dans la région. La contrebande a tendance à se produire dans les zones frontalières, en particulier lorsque des niveaux variables de subventions et de régimes fiscaux existent de part et d'autre des frontières. L'une des formes de contrebande repose sur les écarts de prix subventionnés des produits de base entre les États producteurs de pétrole et leurs voisins, sous la forme d'échanges commerciaux entre les États d'Afrique du Nord et les communautés situées le long de leurs frontières méridionales au Tchad, au Niger et au Mali¹¹⁷. La contrebande a un intérêt économique supplémentaire lorsque les droits d'importation sont élevés, ce qui est souvent le cas dans les pays pauvres en ressources voisins des grands producteurs de pétrole¹¹⁸. Même les marges sur les biens de consommation licites peuvent être importantes. Le carburant vendu au Nigéria est subventionné, ce qui réduit son prix et rend son trafic vers les pays voisins attractif. Le carburant exporté du Nigéria en contrebande provient également de millions de litres de pétrole brut volés ou détournés pour être raffinés dans des distilleries artisanales. Ce carburant alimente la contrebande, tant au niveau national que régional, vers les pays voisins (Cameroun, Niger)¹¹⁹. En outre, les contrebandiers de petites quantités d'essence vendues au marché noir sont souvent considérés comme des complices de Boko Haram et sont détenus ou arrêtés.

5. Changement climatique et défis liés à la fragilité, aux conflits et à la violence

Le sous-développement territorial — qui prend racine dans une faible densité économique associée à une distance et une division élevées (les 3D) — est étroitement lié à un autre niveau de risques qui caractérise la région : les conflits et le changement climatique (les 2C). D'une part, un développement territorial sous-optimal peut être une source directe de fragilité et de conflits. Il existe une littérature bien établie qui souligne le rôle primordial que jouent la pauvreté et le faible développement économique dans l'alimentation des conflits et de

¹¹⁷ Shaw et Reitano (2014).

¹¹⁸ Pour une description de cette dynamique au Maghreb, veuillez consulter Ayadi *et al.* (2014).

¹¹⁹ Assanvo *et al.* (2019).

l'instabilité¹²⁰. D'autre part, les conflits et la fragilité perpétuent également le sous-développement, la boucle de rétroaction que l'on appelle communément le piège des conflits¹²¹. Le conflit actuel dans la région du lac Tchad peut également être considéré comme la manifestation de longues années de sous-développement¹²². En outre, les conditions climatiques de plus en plus irrégulières dans la région du lac Tchad ont intensifié la concurrence pour des ressources limitées et déclenché des conflits et des violences, qui ont à leur tour entravé le progrès économique de la région¹²³. Comme le souligne le cadre d'analyse (Figure 1), c'est ce lien entre un développement territorial sous-optimal et l'aggravation de la fragilité et des risques climatiques qui perpétue le retard de la région.

Des anomalies climatiques plus fréquentes — hausse des températures, aridification en particulier — sont associées à une augmentation des activités conflictuelles dans la région.

5.1 Changement climatique et conditions environnementales difficiles

La région du lac Tchad a toujours été exposée à divers risques climatiques et environnementaux, tels que des sécheresses récurrentes, une hausse des températures et des précipitations de plus en plus irrégulières. Entre les années 60 et le milieu des années 90, le lac Tchad s'est rétréci en raison de sécheresses graves et récurrentes, qui ont entraîné la perte d'opportunités économiques et le déplacement de personnes à la recherche de nouveaux modes de vie¹²⁴. Si l'on examine l'évolution des conditions climatiques au cours des deux dernières décennies, on note des signes d'augmentation de la température dans la région du lac Tchad (Figure 14)¹²⁵. Dans tout le Sahel, la température augmente 1,5 fois plus vite que la moyenne mondiale. En outre, on prévoit que la température augmentera de 0,65 à 1,6 °C et que les précipitations diminueront de 13 à 11 % au cours des deux prochaines décennies (c'est-à-dire de 2016 à 2025 et de 2026 à 2035) par rapport à la période 1961-1990¹²⁶. L'analyse des tendances de l'indice normalisé de précipitation-évapotranspiration (SPEI) — qui évalue la mesure dans laquelle la quantité de précipitations dans un lieu donné s'écarte de sa moyenne historique après avoir pris en compte la capacité du sol à retenir l'eau — révèle que les déficits pluviométriques semblent être de plus en plus courants dans la région du lac Tchad (Figure 15)¹²⁷. Ces conditions climatiques de plus en plus erratiques rendent les moyens de subsistance des populations de la région du lac Tchad plus incertains et plus vulnérables.

¹²⁰ Voir, par exemple, Hess et Orphanidis (1995) ; Collier et Hoeffler (2002) ; Collier *et al.* (2003) ; Fearon et Laitin (2003) ; Sambanis (2004) ; Blomberg *et al.* (2006).

¹²¹ Collier *et al.* (2003).

¹²² Tayimlong (2020).

¹²³ GEOGLAM (2020).

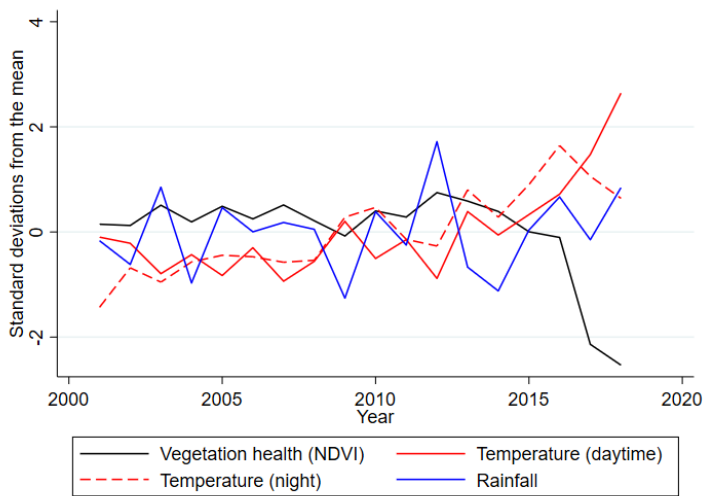
¹²⁴ Vivekananda *et al.* (2019).

¹²⁵ Les résultats présentés dans cette section proviennent de Fisker (2021), « Conflict and Climate in the Lake Chad Region », document d'information de ce rapport.

¹²⁶ Mahmood *et al.* (2019).

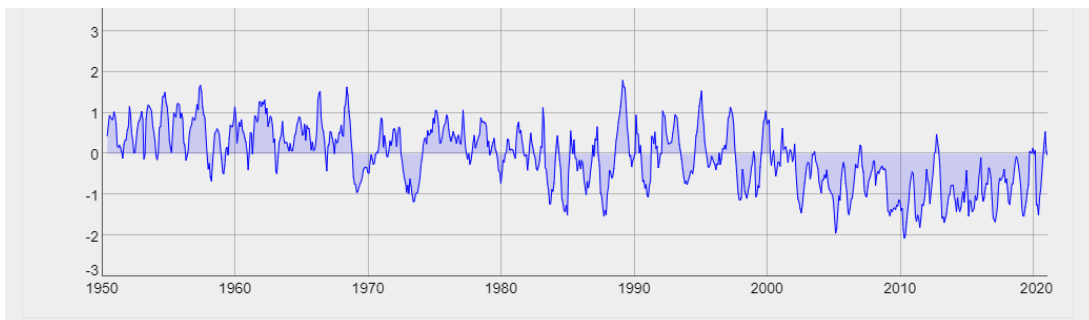
¹²⁷ La période d'étalonnage du SPEI va de janvier 1950 à décembre 2010.

Figure 14 : Tendances de la santé de la végétation (NDVI), de la température et des précipitations, 2001-2018



Source : Fisker (2021), document d'information de ce rapport ; indice de végétation par différence normalisée (NDVI) : MODIS (spectroradiomètre imageur à résolution moyenne) (tableau de bord), Terra, National Aeronautics and Space Administration, Washington, DC, <https://terra.nasa.gov/about/terra-instruments/modis> ; précipitations et température : WorldClim, <https://www.worldclim.org/>.

Figure 15 : Tendances de l'indice normalisé de précipitation-évapotranspiration



Source : Fisker 2021, document d'information de ce rapport ; SPEI (indice normalisé de précipitation-évapotranspiration) (tableau de bord), Conseil national espagnol de la recherche, Saragosse, Espagne, <https://spei.csic.es/index.html>.

Note : La figure montre les valeurs du SPEI (6 mois) au cours des sept dernières décennies.

Le climat de plus en plus erratique et son impact sur l'hydrologie du lac représentent un risque important pour les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire dans toute la région. La région du lac Tchad contribue à la sécurité alimentaire de 13 millions de personnes dans un rayon de 300 km, compte tenu des liens avec les villes régionales¹²⁸ et la région du Sahel dans son ensemble, qui dépend des ressources du lac Tchad¹²⁹. Les sécheresses et les activités humaines semblent avoir perturbé l'hydrologie du lac en modifiant le débit des cours d'eau et en détournant l'eau¹³⁰, ce qui contribue à la pénurie d'eau et à la fragilité de la région¹³¹. Les sécheresses peuvent mettre à mal la production agricole (en plus d'être liées à une augmentation

¹²⁸ Galeazzi *et al.* (2017).

¹²⁹ Nations Unies et Banque mondiale (2018).

¹³⁰ Lemoalle *et al.* (2012).

¹³¹ Okpara *et al.* (2015).

de la violence contre les civils)¹³². Les fluctuations interannuelles et saisonnières de l'eau peuvent également entraver le développement de droits d'exploitation stables des ressources, en plus des défis administratifs liés à la gestion d'une ressource transfrontalière¹³³. L'incertitude quant au moment, à la longévité et à la force des précipitations a coïncidé avec l'augmentation de la température et de la vitesse des vents¹³⁴. Ces changements font qu'il est plus difficile de comprendre quelles terres conviennent à l'agriculture et au pastoralisme, et de maintenir les captures de poissons. Les personnes qui dépendent du lac pour générer des revenus ne savent pas dans quelles cultures se spécialiser, ni quand passer d'une profession à une autre.

Les conditions climatiques sont des déterminants clés de la croissance économique locale dans les pays du bassin du lac Tchad, où l'agriculture reste le secteur économique le plus important. Les conditions climatiques jouent un rôle essentiel dans la détermination de la croissance économique locale, en particulier dans les zones agraires dont les moyens de subsistance dépendent essentiellement des conditions météorologiques. Entre 1992 et 2013, des précipitations supérieures à la normale ont eu des effets positifs plus importants sur la croissance économique locale dans les zones largement agraires (et dépendantes des précipitations), comme l'indique un terme d'interaction positif entre le SPEI et la densité des terres cultivées (voir la Figure 12). Ces résultats suggèrent que l'impact des chocs climatiques n'est pas uniforme dans l'espace. Il convient donc d'évaluer soigneusement les risques potentiels que les conditions météorologiques erratiques peuvent faire peser sur les économies agricoles locales.

5.2 Liens entre la variabilité du climat et les conflits

La dynamique des conflits et le changement climatique sont étroitement liés dans la région du lac Tchad. Il existe un ensemble bien établi de publications montrant le lien entre les conflits violents et le changement climatique. La hausse des températures et l'irrégularité croissante des précipitations dues au changement climatique réduisent le coût d'opportunité des combats en diminuant la productivité agricole, en affaiblissant la capacité de l'État par le resserrement de son enveloppe budgétaire et en intensifiant la concurrence pour les ressources par le déplacement des populations¹³⁵. Dans la région du lac Tchad, les conditions climatiques de plus en plus erratiques sont également directement liées aux événements conflictuels¹³⁶. Comme le montre Error! Reference source not found., la région du lac Tchad abrite une variété de conditions climatiques différentes. Une large bande de terre dans les parties septentrionales du Niger et du Tchad est largement caractérisée comme un désert, avec peu de précipitations annuelles. À l'inverse, les parties méridionales de la région abritent davantage de végétation (comme l'indiquent les valeurs plus élevées du NDVI) et bénéficient de précipitations annuelles plus importantes. Ces conditions climatiques sont étroitement liées à la propension aux conflits. Basée sur des données de télédétection, l'analyse montre que des températures/précipitations plus élevées que d'habitude et une productivité agricole (représentée par la verdure) plus faible que d'habitude entraînent une augmentation des conflits¹³⁷. Par exemple, une anomalie de température positive d'un écart-type est associée à une augmentation de 17,6 points de pourcentage du nombre annuel d'événements conflictuels survenant dans un district donné (unité administrative de deuxième niveau). Les conflits sont également plus probables dans les zones

¹³² Begozzi *et al.* (2017).

¹³³ Sarch (2001).

¹³⁴ Vivekananda *et al.* (2019).

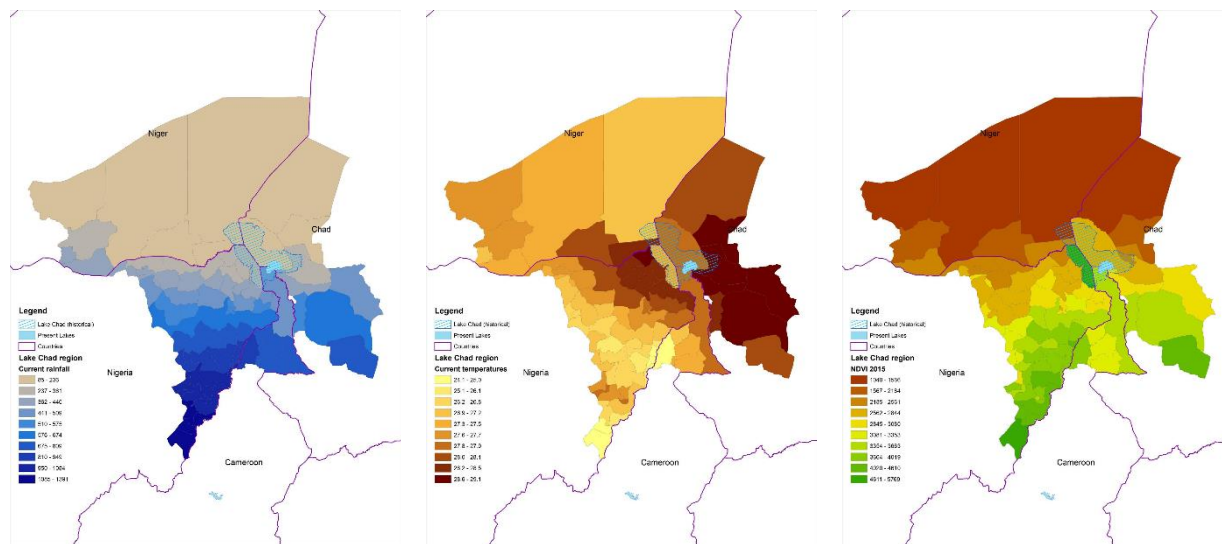
¹³⁵ Voir Burke et Leigh (2010) ; Brückner et Ciccone (2011) ; Chaney (2013) ; Eberle *et al.* (2020) ; Fetzer (2020) ; Harari et La Ferrara (2018) ; Hidalgo *et al.* (2010) ; Miguel *et al.* (2004).

¹³⁶ Onuoha (2014) ; Vivekananda *et al.* (2019).

¹³⁷ Les résultats présentés dans cette section proviennent de Fisker (2021) « Conflict and Climate in the Lake Chad Region », document d'information de ce rapport.

où le niveau de verdure, mesuré par le NDVI, est inférieur à la normale (ce qui signifie également une baisse de la productivité agricole). Ici, une anomalie négative d'un écart-type entraîne une augmentation du nombre d'événements conflictuels de 8,9 points de pourcentage. Les effets des facteurs climatiques sur les conflits violents sont particulièrement prononcés dans les zones largement agraires et plus densément peuplées.

Carte 15 : Moyennes des précipitations, températures et indice de verdure (indice de végétation par différence normalisée)



Source : Fisker 2021, document d'information de ce rapport.

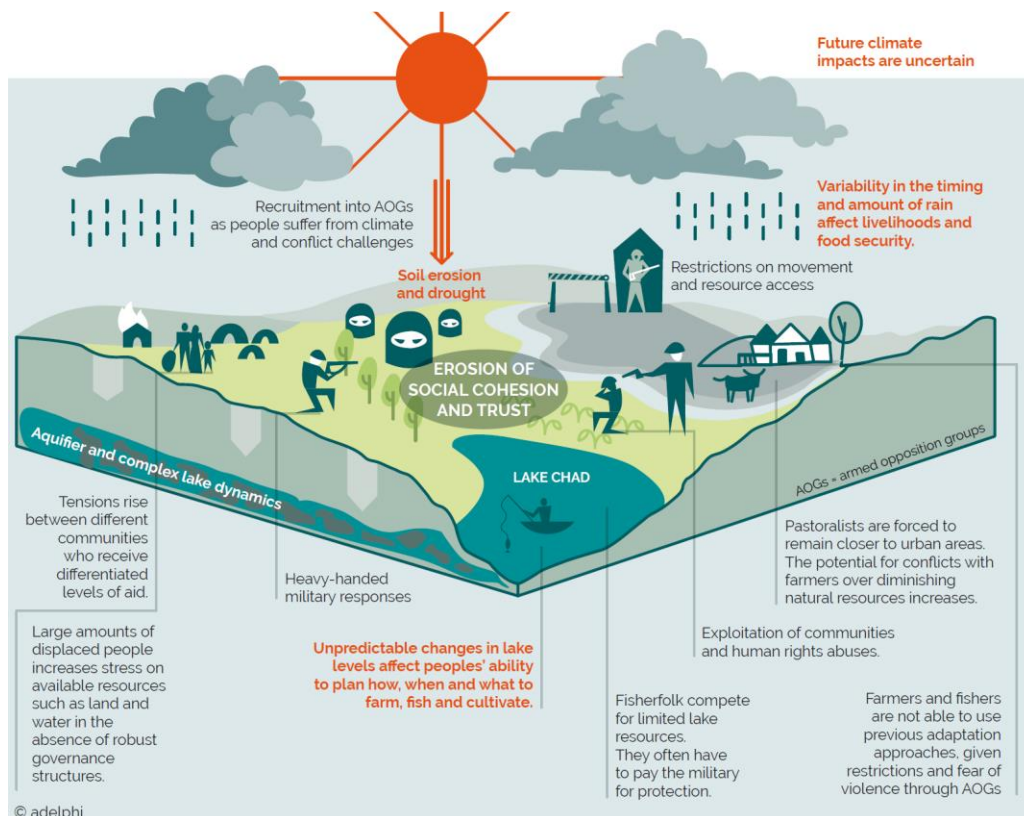
Les conditions climatiques de plus en plus erratiques rendent la violence communautaire plus probable. Par exemple, au Cameroun, les conflits entre agriculteurs et éleveurs liés à la transhumance du bétail sont une préoccupation croissante dans la région de l'Extrême-Nord du pays. Entre novembre et décembre 2020, l'Organisation internationale pour les migrations a enregistré plus de 320 conflits liés à la transhumance. L'insécurité et la variabilité du climat ont entraîné des changements dans les itinéraires migratoires saisonniers des mouvements de transhumance, qui contribuent à leur tour à alimenter la crise. Selon l'International Crisis Group (Africa Briefing 105), « la transhumance traditionnelle risque d'aggraver la crise ». Ces conflits communautaires ont conduit à la formation de milices pour protéger les ressources (ainsi que pour offrir une protection contre les groupes armés), qui sont ensuite entraînées dans le conflit¹³⁸. Cela dit, si elle est une source potentielle de conflits, une plus grande mobilité peut aussi être une source de résilience, en permettant aux personnes de se déplacer vers les ressources disponibles, en régulant les pressions sociales et en générant des revenus par la facilitation du commerce.

Les communautés de la région du lac Tchad sont vulnérables à un « piège climat-conflit ». L'ampleur et la fréquence des événements climatiques extrêmes et plus intenses de ces dernières années dans le lac Tchad augmentent l'insécurité des moyens de subsistance et les conflits liés aux ressources naturelles et diminuent la capacité des individus et des communautés à faire face aux chocs. Les personnes sont prises entre les extrêmes — les conditions sont trop humides ou trop chaudes et sèches — et ceux qui fuient déjà la violence peuvent être à nouveau

¹³⁸ Au Cameroun, en République centrafricaine, au Mali et dans le nord du Nigéria, les milices créées à l'origine pour se défendre ont joué un rôle important dans le déclenchement des conflits (ICG, 2018 ; Nations Unies et Banque mondiale, 2018).

déracinés par les sécheresses ou les inondations. Les activités agricoles et de pêche qui font vivre la plupart des habitants de la région du lac Tchad sont de plus en plus soumises aux chocs climatiques, à la dégradation des sols et aux maladies du bétail. Les projections indiquent que les conditions météorologiques ne feront que devenir plus extrêmes et imprévisibles. En outre, les conflits entravent la capacité des communautés de la région du lac Tchad à s'adapter au changement climatique, créant un piège climat-conflit qui a « fragmenté les liens sociaux entre les familles, entre les générations, entre les groupes ethniques et entre les personnes déplacées et les communautés d'accueil, ce qui rend plus difficile pour les populations de faire face et de s'adapter aux impacts climatiques que par le passé »¹³⁹.

Figure 16: Le piège climat-conflit



Source : Vivekananda *et al.* (2019).

Ensemble, les conflits et le changement climatique constituent une menace directe pour le développement territorial, et vice versa. Le changement climatique a rendu le temps de plus en plus variable dans le lac Tchad ainsi que dans les pays environnants. La situation sécuritaire très instable créée par Boko Haram, associée négativement au rythme de la croissance économique locale, constitue une autre menace économique importante. L'atténuation des risques liés à la sécurité et au climat doit rester l'une des principales priorités pour garantir une croissance durable dans la région.

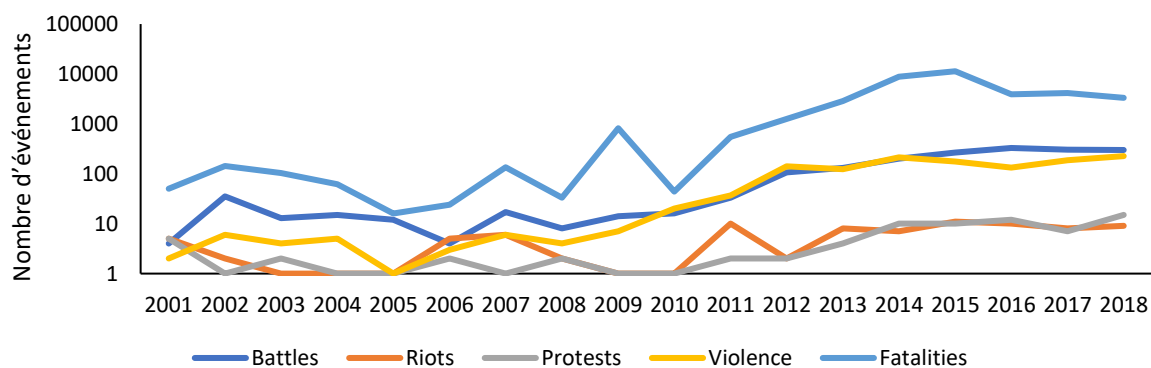
¹³⁹ Vivekananda *et al.* (2019), p.10.

5.3 Effets sociaux et économiques du conflit

L'insurrection de Boko Haram a provoqué un déclin rapide et durable du niveau des activités économiques dans toute la région, affectant particulièrement les zones urbaines moins développées et moins connectées.

Malgré les efforts du gouvernement pour instaurer la paix et la stabilité, le nombre de conflits et de décès liés aux conflits est en augmentation dans la région du lac Tchad. La marginalisation historique, l'exclusion des centres de pouvoir et des processus décisionnels, ainsi que le manque persistant d'accès aux services sont autant de facteurs structurels de fragilité dans la région, qui ont constitué un terrain fertile pour l'émergence et l'expansion de Boko Haram¹⁴⁰. Le projet de données sur les emplacements et situations de conflits armés (ACLED) (Raleigh *et al.* 2015) enregistre quatre types de conflits différents : les combats, les émeutes, les manifestations et les violences contre les civils. Sur la base de ces données, les résultats présentés ici montrent que le nombre de conflits a augmenté pour tous les types de conflits dans la région, en particulier depuis l'apparition de Boko Haram en 2009¹⁴¹. Le nombre de décès dus aux conflits suit un schéma similaire. Les décès ont commencé à augmenter depuis 2009, et ont atteint un pic en 2014 et 2015, à environ 1 000 par an, avant de se stabiliser à partir de 2016 (Figure 17).

Figure 17 : Événements conflictuels et décès au fil du temps dans la région du lac Tchad (en échelle logarithmique sur l'axe des y) (2001-2018)



Source : Fisker (2021), document d'information de ce rapport.

L'insurrection de Boko Haram, qui dure depuis dix ans et qui a débuté dans le nord-est du Nigéria, a fait des ravages humanitaires dans la région du lac Tchad. La région compte 2,7 millions de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, 257 000 réfugiés et 5,3 millions de personnes confrontées à une insécurité alimentaire grave au 16 septembre 2020¹⁴². Alors que d'autres conflits existent dans la région¹⁴³, l'insurrection de Boko Haram a été l'un des principaux moteurs d'un niveau record de déplacements forcés au Nigéria et dans le

¹⁴⁰ L'absence de l'État dans la région et la captation par les élites ont été associés à la montée de l'insurrection : « Le groupe lui-même est un effet et non une cause ; il est le symptôme de décennies de gouvernement défaillant et de délinquance des élites qui ont fini par mûrir en chaos social ». (Felter (2018) ; Mahmood et Ani (2018)).

¹⁴¹ Les résultats présentés dans cette section proviennent de Fisker (2021) « Conflict and Climate in the Lake Chad Region », document d'information de ce rapport.

¹⁴² OCHA (2020).

¹⁴³ Notamment au Burkina Faso, au Soudan, en République centrafricaine et au Mali.

bassin du lac Tchad¹⁴⁴. En supposant que les personnes déplacées ne retournent pas sur leur lieu d'origine, le coût cumulé des déplacements entre 2013 et 2022 s'élèverait à environ 465 milliards de nairas, même si les déplacements devaient s'arrêter. Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, près de 50 % de la population de la région de Diffa, au Niger, a besoin d'une aide humanitaire et près de 20 % est confrontée à des problèmes de sécurité alimentaire¹⁴⁵. Dans le cas du Nigéria, selon le même rapport, près de 70 % de la population vivant dans les zones proches du lac a besoin d'une aide humanitaire, 43 % étant confrontée à des problèmes de sécurité alimentaire.

Le conflit avec Boko Haram a également érodé le tissu social de la région du lac Tchad. L'impact négatif du conflit violent sur les femmes et les jeunes tend à être disproportionné par rapport à la plus grande vulnérabilité existante de ces groupes¹⁴⁶. Le conflit a également renforcé la méfiance, les gens se méfiant de toute personne qui pourrait être un ancien combattant ou un combattant actif de Boko Haram. Il a érodé la cohésion sociale entre les groupes à la suite d'enlèvements et d'attaques contre des villages entiers, ainsi qu'à l'intérieur des villages, où les familles des membres de Boko Haram résident parmi d'autres personnes. Les mesures anti-insurrectionnelles sévères ont également contribué à l'érosion de la cohésion sociale et de la confiance dans l'État, limitant ainsi les efforts de reconstruction futurs des gouvernements.

Les conflits violents et l'insécurité ont également fait payer un lourd tribut à l'économie régionale. Le niveau de violence dans la région s'est intensifié depuis 2009, lorsque les forces de sécurité de l'État ont tué 800 membres de Boko Haram, dont son fondateur M. Yusuf¹⁴⁷. À son apogée (2015), le groupe s'est emparé d'une large bande de territoires dans le nord-est du Nigéria, y compris de grandes villes. Le conflit a entraîné la perturbation de l'activité économique et des réseaux sociaux, ainsi que la destruction de biens privés et publics¹⁴⁸. L'Institute for Economics and Peace a évalué le coût annuel de la violence en 2019 au Nigéria, au Cameroun, au Tchad et au Niger à 8 %, 6 %, 7 % et 8 % du PIB, respectivement¹⁴⁹. Entre 2011 et 2015, le nord-est du Nigéria, l'une des régions les plus touchées, a subi une perte de production cumulée estimée à 1 660 milliards de nairas (8,3 milliards de dollars)¹⁵⁰. Rien qu'en 2015, près de 800 000 personnes de la même sous-région ont perdu leurs revenus en raison des déplacements forcés causés par Boko Haram¹⁵¹. Cela a entraîné des pertes estimées à environ 90 milliards de nairas (250 millions de dollars).

La montée en puissance de Boko Haram a eu d'importantes retombées négatives qui ont sapé les économies des pays voisins. La réduction de l'éclairage nocturne pourrait atteindre 20 % dans les zones situées à moins de 200 km de l'épicentre du conflit. Ce n'est qu'en 2014 que Boko Haram a étendu plus formellement ses activités terroristes en dehors du Nigéria et sur

¹⁴⁴ HCR et Banque mondiale (2016).

¹⁴⁵ FAO (2017).

¹⁴⁶ Par exemple, une plus grande exposition au risque d'extrémisme violent et d'activité criminelle dans un contexte de chômage élevé chez les jeunes, ou un risque accru de violence sexiste.

¹⁴⁷ Kimenyi *et al.* (2014).

¹⁴⁸ Vivekananda *et al.* (2019).

¹⁴⁹ Les estimations comprennent les coûts directs et indirects de la violence. Les coûts directs de la violence sont les coûts pour la victime, l'auteur et le gouvernement (par exemple, les dépenses militaires et médicales et le coût du maintien de l'ordre). Les coûts indirects de la violence sont ceux qui s'accumulent après qu'un événement violent a eu lieu, et comprennent les pertes économiques indirectes, les traumatismes physiques et psychologiques de la victime et la perte de productivité. Les estimations excluent les retombées des conflits et de la violence, le coût de la criminalité pour les entreprises, les dépenses du système judiciaire, la violence domestique et les dépenses de sécurité des ménages. Les estimations sont prudentes et doivent être prises avec précaution compte tenu de ces exclusions. La méthodologie comprend 19 variables réparties sur trois domaines : 1) la maîtrise de la violence ; 2) les conflits armés ; 3) la violence interpersonnelle et auto-infligée. IEP (2020).

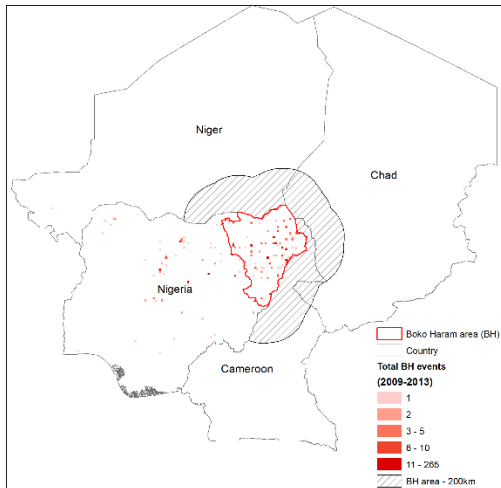
¹⁵⁰ Voir Banque mondiale (2015b). Au sein de la région, l'État de Borno a subi la plus grande perte de production, qui a chuté de 708,18 milliards de nairas (3,54 milliards de dollars).

¹⁵¹ Pardo et Rossiasco (2016).

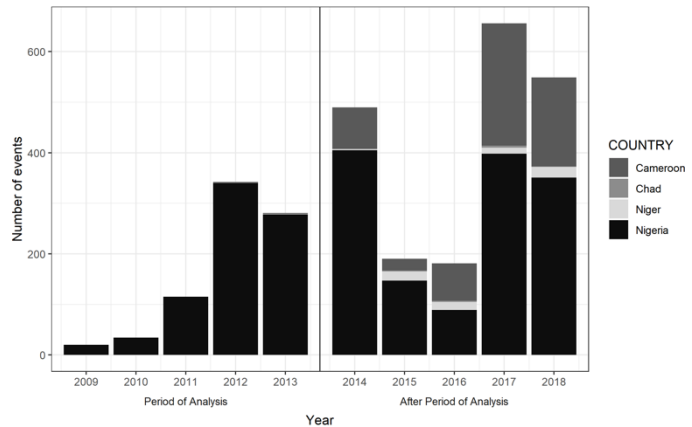
les territoires du Cameroun, du Tchad et du Niger (Carte 16, panneau B). Pourtant, entre 2009 et 2013, années pour lesquelles des données temporairement comparables sur l'éclairage nocturne sont disponibles, la proximité du conflit avec Boko Haram était déjà fortement associée à une baisse relative des activités économiques locales au Cameroun, au Tchad et au Niger. L'analyse indique qu'il existe un effet significatif de Boko Haram dans les zones urbaines situées dans un rayon de 25 à 200 km des activités du groupe rebelle. L'effet moyen dans un rayon de 50 km suggère que la montée de Boko Haram réduit la luminosité nocturne de 15 %. Les effets pour des rayons de 50 à 100 km, 100 à 150 km et 150 à 200 km sont respectivement de -15, -11 et -7 %. Dans un rayon de 200 km, l'effet suggère une diminution moyenne de 12 % (Figure 18). Ces retombées négatives ont persisté et se sont amplifiées après 2013, atteignant -35 % en 2015 et -50 % en 2018.

Carte 16 : Le conflit avec Boko Haram dans la région du lac Tchad

A) La zone d'activité de Boko Haram et les trois pays de l'étude



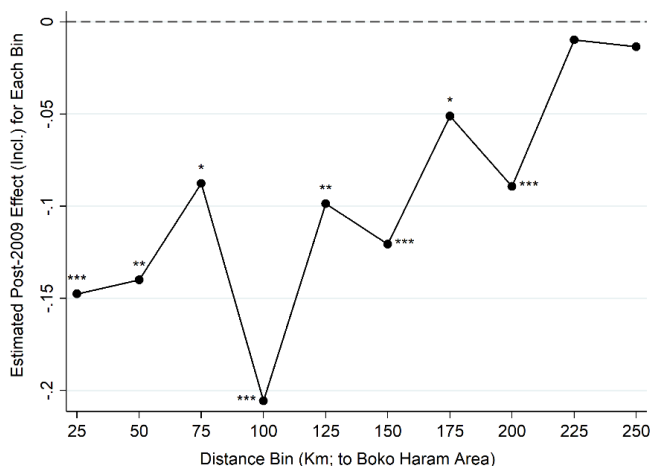
B) Nombre d'événements liés à Boko Haram, 2009-2018



Source : Jedwab, Blankespoor, *et al.* 2021, document d'information de ce rapport.

Les retombées négatives de Boko Haram sur les autres pays du bassin sont également importantes, notamment dans les zones urbaines proches des activités de Boko Haram.

Figure 18 : Effets de Boko Haram en fonction de la distance par rapport à la zone d'activité de Boko Haram après 2009 (inclus)



Source : Jedwab, Blankespoor, *et al.* (2021), document d'information de ce rapport.

Note : La figure montre l'effet de Boko Haram après 2009 pour chaque distance (par rapport à la zone d'activité de Boko Haram). Le point 25 correspond à la fourchette de 0 à 25 kilomètres ; le point 50 correspond à la fourchette de 25 à 50 kilomètres, et ainsi de suite.

*p < 0,10 **p < 0,05 ***p < 0,01

Les retombées négatives des activités de Boko Haram sont particulièrement importantes dans les zones urbaines initialement moins développées et moins connectées aux autres marchés. Le contraire est vrai pour les villes plus connectées. Les effets négatifs n'ont pas été observés dans les zones urbaines qui avaient initialement des économies relativement plus robustes (mesurées par l'intensité de l'éclairage nocturne) ou qui avaient un meilleur accès à d'autres marchés importants. Le fait que ces régions aient été plus résilientes et moins touchées par le conflit de Boko Haram est probablement dû à leurs économies plus diversifiées et à leur capacité à commercer avec des marchés autres que ceux du nord du Nigéria, devenus inaccessibles avec le conflit.

Le conflit a considérablement perturbé la production du secteur primaire dans la région du lac Tchad. Au Cameroun, après que Boko Haram a extorqué aux agriculteurs leur récolte pour s'en faire une source de revenus, l'armée a interdit la production de mil et de maïs (y compris dans certaines zones non frontalières), ce qui a entraîné une baisse de la production agricole de céréales et le déplacement des agriculteurs¹⁵². Selon les estimations, les rendements agricoles dans le nord du Nigéria pourraient avoir diminué de 50 % ou plus au plus fort du conflit, par rapport à la période antérieure à Boko Haram¹⁵³. Au Tchad, la production céréalière en 2016 a été inférieure de 11 % à celle de l'année précédente ; tandis qu'au Cameroun, elle a chuté de 5 % dans le nord, de 18 % dans l'Adamaoua et de 25 % dans la région de l'Extrême-Nord¹⁵⁴. Selon le Programme alimentaire mondial, l'insurrection a probablement contribué à la réduction de la production de sorgho et de mil dans les États d'Adamawa, de Borno et de Yobe, au Nigéria, en forçant les agriculteurs à partir¹⁵⁵. Les activités de pêche constituent une source importante d'emplois et de revenus dans la région, avec une valeur estimée entre 54 et 220 millions de dollars¹⁵⁶. Ces activités ont été perturbées par les insurgés à la recherche d'une source de

¹⁵² Banque mondiale (2018).

¹⁵³ Macaulay (2014).

¹⁵⁴ FAO (2017).

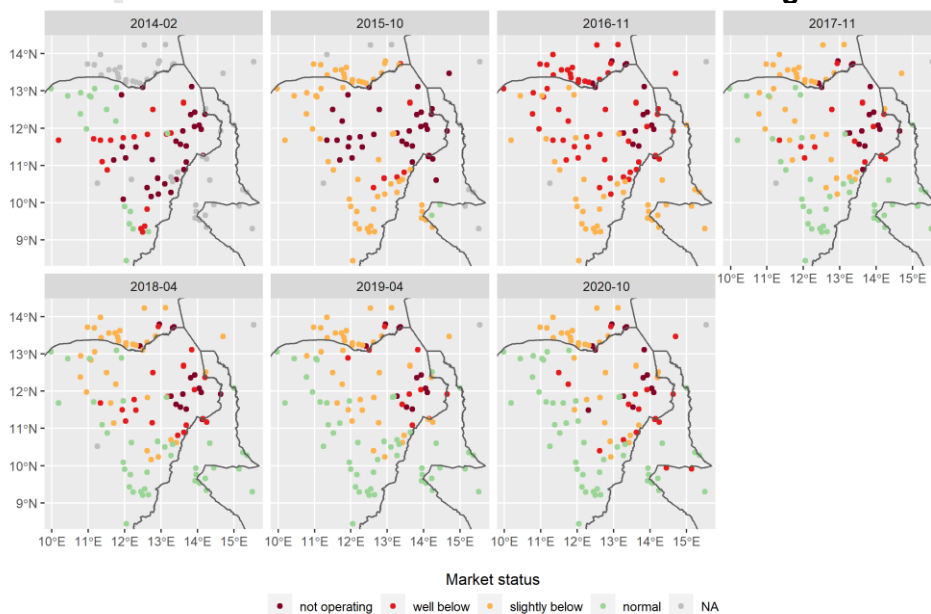
¹⁵⁵ PAM (2016a, 2016b).

¹⁵⁶ FAO (2017).

revenus, ainsi que par l’embargo imposé par les forces armées nigériennes pour arrêter les insurgés¹⁵⁷. Dans la région de Diffa, au Niger, les revenus des pêcheurs vendant du poisson fumé et séché sont passés de 1 515 dollars par an avant la crise à 420 dollars, soit une baisse de 72 %¹⁵⁸. La perte de mobilité nécessaire pour atteindre les marchés a également entraîné des pertes commerciales considérables¹⁵⁹.

De nombreux marchés dans la région du lac Tchad ont fermé en raison de problèmes de sécurité. Le conflit en cours pose des défis importants aux activités économiques, notamment par la fermeture des marchés. La Carte 17 ci-dessous donne une description visuelle du nombre de marchés de la région qui sont restés fermés ou ont fonctionné à faible capacité¹⁶⁰. De nombreux marchés du nord du Nigéria, où ont eu lieu la plupart des attaques de Boko Haram, n’ont pas fonctionné entre 2014 et 2016. Cette situation s’explique en partie par le fait que le gouvernement nigérien a ordonné la fermeture de certains marchés, ceux-ci étant fréquemment la cible d’attaques de Boko Haram. Entre 2017 et 2020, plusieurs marchés de la périphérie ont fonctionné avec un statut légèrement inférieur ou normal. Cependant, les marchés situés à proximité du lac Tchad étaient bien en deçà ou ne fonctionnaient pas du tout. Plus récemment, en 2020, les marchés du Tchad, près de la frontière avec le Cameroun et le Nigéria, n’ont pas fonctionné.

Carte 17 : Évolution de la situation du marché dans la région du lac Tchad, 2014-2020



Source : Blankespoor 2021, document d’information de ce rapport ; données de FEWS NET (Famine Early Warning Systems Network) (dashboard), FEWS Net, Washington, DC, <https://fewsn.net/> ; Van Den Hoek 2017.

Note : Cet ensemble de cartes montre les tendances de l’état des marchés dans et près du nord-est du Nigéria, avec une sélection pour chaque année de 2014 à 2020 au cours du même mois de la publication du rapport.

¹⁵⁷ FAO (2017).

¹⁵⁸ Oxfam (2017).

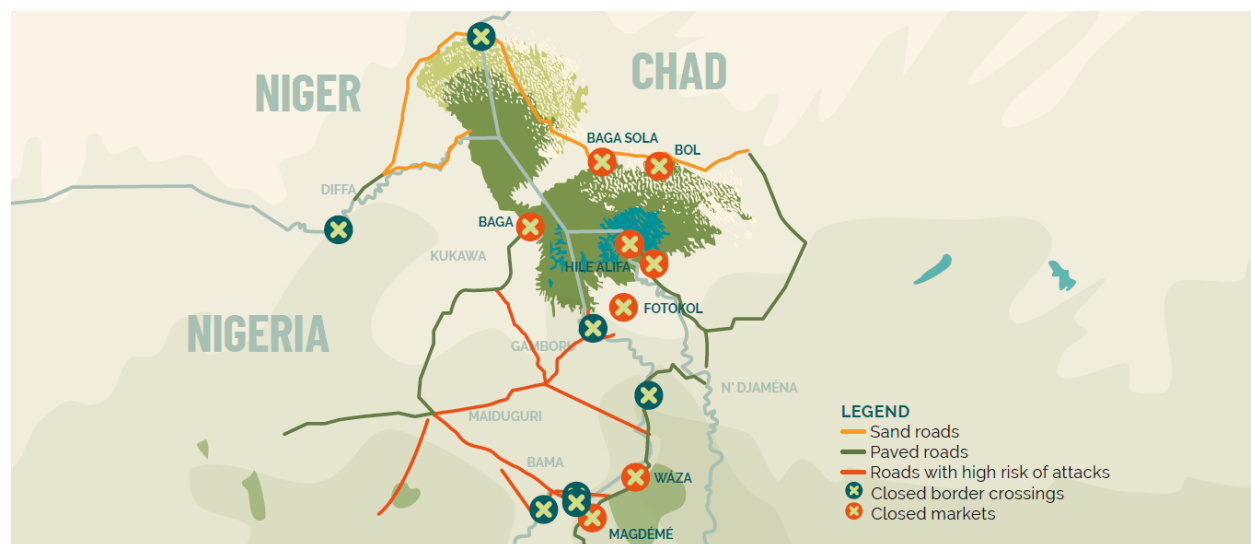
¹⁵⁹ Un exemple anecdotique, mais courant, de perturbation du marché et du petit commerce concerne le commerce du poisson de Baga, dont la valeur est estimée à 19 millions de dollars en ventes annuelles en 2001. Compte tenu de sa rentabilité et de son emplacement stratégique en tant que ville frontalière du lac Tchad, les insurgés de Boko Haram ont envahi la ville de pêcheurs à deux reprises, prenant le contrôle des activités de pêche. La riposte mise en œuvre pour sécuriser la ville contre Boko Haram comprenait la mise en place de barrières administratives et sécuritaires pour empêcher les insurgés de profiter de l’important flux de revenus. Le commerce de la pêche a chuté à une fraction de ses niveaux précédents. Les fermetures de routes liées à la sécurité signifiaient également que les personnes autorisées à pêcher ne pouvaient pas transporter leur poisson vers les marchés sans escorte militaire. Le prix du transport du poisson est passé d’environ 700 nairas avant la crise à environ 2 000 à 2 500 nairas (PNUD 2020).

¹⁶⁰ Ces résultats sont tirés de Blankespoor (2021), document d’information de ce rapport.

Le commerce transfrontalier a diminué en raison de l'insurrection. Le conflit a affecté la production et le commerce directement, ainsi qu'indirectement, par le biais des mesures anti-insurrectionnelles qui restreignent les mouvements et interdisent l'agriculture et le commerce¹⁶¹. Les flux de transit du bétail semblent être en baisse. Le transit de bétail vers le Nigéria depuis le Tchad et le Cameroun a diminué de 39 % entre 2015 et 2016-2017, comme le montrent les données douanières du point de passage du bétail de Yagoua¹⁶². La détérioration de l'impact du conflit sur les exportations de bétail du Tchad vers le Nigéria est d'autant plus poignante que ces exportations constituent la deuxième source de revenus étrangers du pays après le pétrole¹⁶³. Au Cameroun, les estimations suggèrent que Boko Haram a volé pour 6 millions de dollars de bovins, de moutons et de chèvres depuis 2013¹⁶⁴. Les infrastructures commerciales ont également subi des dommages physiques. Par exemple, à Damaturu, dans la province de Yobe, au Nigéria, plus de 650 magasins auraient été endommagés¹⁶⁵.

Les passages aux frontières ont été considérablement réduits en raison de l'insécurité croissante qui règne dans la région. Les agriculteurs camerounais qui exportaient auparavant leurs récoltes vers les marchés du nord du Nigéria ont dû trouver d'autres destinations pour leurs exportations dans leur propre pays. La restriction de l'accès à des centres commerciaux stratégiques clés dans le nord du Nigéria (par exemple, Baga au Nigéria) a entraîné une perte importante pour les habitants de la région dont les moyens de subsistance dépendaient essentiellement du commerce transfrontalier (Carte 18)¹⁶⁶.

Carte 18 : Restrictions à la circulation et au commerce transfrontaliers



Source : Vivekananda *et al.* 2019.

Note : La carte présente une sélection de restrictions à des fins d'illustration et non d'évaluation exhaustive. La sélection est basée sur des recherches sur le terrain. Les limites et les noms indiqués et les désignations utilisées sur cette carte n'impliquent pas une approbation ou une acceptation officielle de la part d'Adelphi ou de l'une des parties qui financent le projet.

¹⁶¹ PNUD et OCHA (2016).

¹⁶² Banque mondiale (2018).

¹⁶³ Banque mondiale (2015a).

¹⁶⁴ Banque mondiale (2018).

¹⁶⁵ Mercy Corps *et al.* (2017).

¹⁶⁶ Vivekananda *et al.* (2019).

L'insécurité et les restrictions commerciales ont également une incidence sur les prix, exerçant une pression à la hausse sur les prix des denrées alimentaires tout en faisant baisser le prix des produits commercialisables tels que le bétail. Les mesures de sécurité, telles que l'interdiction des grands navires dans le lac Tchad par le gouvernement tchadien, ont entraîné une augmentation automatique du prix des transports et des marchandises. Selon les habitants de la ville de Bol au Tchad, le prix des produits de base a augmenté de 30 % depuis l'entrée en vigueur de l'interdiction des navires¹⁶⁷. Les données du FMI montrent une flambée des prix des denrées alimentaires et de l'inflation au Tchad, associée à une baisse de la production agricole et à des perturbations de la sécurité des flux commerciaux transfrontaliers avec le Cameroun et le Nigéria¹⁶⁸. Les prix dans le nord-est du Nigéria ont augmenté de 5,4 % par an entre 2011 et 2015, tandis que les prix des produits alimentaires ont augmenté de 7,5 % par an¹⁶⁹. On estime que les prix des aliments de base au Niger ont fortement augmenté dans les zones touchées en raison de l'insécurité et de l'augmentation du coût du transport¹⁷⁰. Dans le même temps, l'impossibilité de commercer au-delà des frontières exerce une pression à la baisse sur les biens précédemment échangés. Les prix du bétail au Tchad et au Cameroun ont chuté de 30 à 50 %, étant donné l'impossibilité pour ces pays d'exporter vers le Nigéria¹⁷¹.

Boko Haram joue également un rôle actif dans la contrebande dans la région. Comme d'autres groupes terroristes au Sahel, Boko Haram travaille en relation avec des groupes criminels locaux pour contrôler les routes de contrebande autour du bassin du lac Tchad. L'insurrection fournit des motos aux jeunes, attendant d'eux qu'ils surveillent les positions des forces de défense et de sécurité (FDS), permettant à Boko Haram de planifier des attaques ou de modifier l'acheminement des transferts de contrebande selon les besoins. La collaboration tend à être plus transactionnelle qu'idéologique, et la proportion de jeunes recrutés est faible¹⁷². Néanmoins, pour de nombreux jeunes de la région du lac Tchad qui manquent d'opportunités économiques, Boko Haram offre un potentiel d'avancement matériel et social¹⁷³.

6. Actions envisageables des pouvoirs publics

Les analyses recueillies dans ce Mémoire économique régional dressent un diagnostic global de la région du lac Tchad, en se basant sur le lien de rétroaction qui existe entre un développement territorial sous-optimal, d'une part, et la fragilité, les conflits et la violence, d'autre part. Le mémoire montre qu'au cours des dernières décennies, la région du lac Tchad a enregistré peu de progrès sur le plan du progrès social et du développement économique, les zones riveraines du lac étant à la traîne par rapport aux autres parties des pays du bassin pour ce qui est de la réduction de la pauvreté, des indicateurs de capital humain et de la croissance économique. L'accès limité aux services de base ainsi qu'aux marchés, aux infrastructures et aux opportunités économiques, en particulier pour les jeunes, les femmes et les groupes vulnérables, prive les populations de la capacité à amasser des actifs et à les utiliser de manière productive. Par ailleurs, la région a été frappée de plein fouet par des conflits violents et des variations climatiques rudes. Le point d'intersection de ces facteurs occupe une place centrale dans ce mémoire, qui dresse le constat selon lequel le retard de développement territorial est autant une résultante qu'un moteur de la fragilité, des conflits et de la violence. Plus précisément, l'analyse montre comment, dans la région, la faible densité

¹⁶⁷ Cantens et Raballand (2017).

¹⁶⁸ FMI (2016).

¹⁶⁹ Banque mondiale (2015b).

¹⁷⁰ PAM (2016a, 2016b).

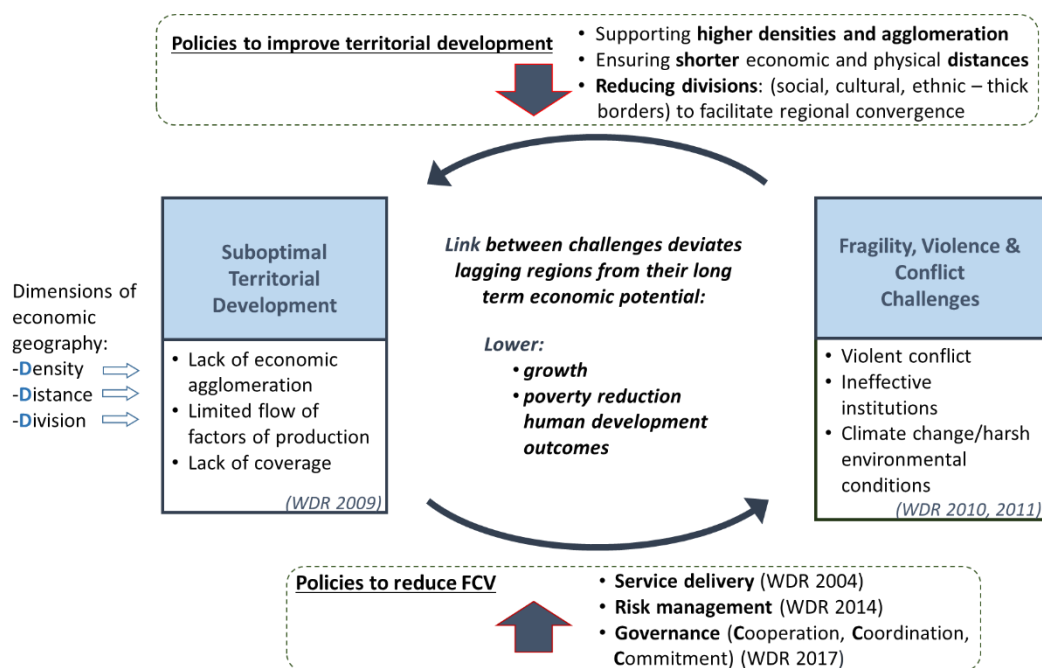
¹⁷¹ FAO (2017).

¹⁷² Lierl (2020).

¹⁷³ Gaye (2018).

économique, les longues distances et les fortes divisions (les « 3 D ») interagissent avec les conflits et le changement climatique (les « 2C ») et les potentialisent, avec des répercussions négatives sur les résultats en matière de développement, dans un cycle qui s'autorenforce. Pour échapper à ce cycle et s'engager sur la voie d'une croissance inclusive et stable, il faut promouvoir le développement territorial et réduire les risques systémiques, renforcer la gouvernance et améliorer la prestation de services (Figure 19).

Figure 19 : Cadre d'analyse pour déterminer les opportunités de renforcement du développement territorial et de lutte contre la fragilité dans la région du lac Tchad



Source : Élaboration de la Banque mondiale basée sur les données de la Banque mondiale 2003, 2009, 2010, 2011, 2013b, 2017.

Les défis de longue date qui se posent au développement territorial expliquent la pauvreté persistante et la croissance économique atone de la région du lac Tchad. La région se caractérise par une faible densité économique et l'absence d'économies d'agglomération, où les zones urbaines se développent plus rapidement, les écarts spatiaux se creusent et la convergence régionale fait défaut. Les déficits de connectivité dans la région sont graves, en particulier dans les zones rurales, ce qui limite l'accès des personnes aux marchés et à des emplois de meilleure qualité. La variabilité du niveau d'eau du lac Tchad — dont la superficie a considérablement diminué entre les années 1960 et le milieu des années 1990, mais a commencé à s'agrandir de nouveau depuis lors — a eu un impact permanent sur la croissance de la population locale, contraignant les habitants à l'exode rural. Cependant, les milieux urbains et ruraux manquent souvent d'accès aux services de base, aux infrastructures et aux opportunités génératrices de revenus, en particulier pour les femmes, les jeunes, les personnes déplacées et d'autres groupes vulnérables. Le commerce transfrontalier qui a toujours été important dans la région du lac Tchad a été perturbé par l'insurrection de Boko Haram, devenue une source de division sociale dans la région. La conjugaison de la faible densité économique, des grandes distances économiques et de fortes divisions a contribué à empêcher la région de réaliser son potentiel de plaque tournante agricole et commerciale diversifiée et dynamique, occupant une

position stratégique en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, et de jeter les bases de sa transformation structurelle.

Les conflits violents et le changement climatique aggravent les défis de développement territorial de la région. Les constatations faites illustrent les liens imbriqués entre le changement climatique et le progrès économique et la stabilité : qu'il s'agisse de l'effet négatif de la variabilité du niveau du lac Tchad sur la croissance démographique et l'urbanisation, des variations plus récentes des précipitations, de la végétation et des sécheresses ou de leur impact sur la l'animation des conflits violents et de l'instabilité régionale. Les zones riveraines du lac ont connu une plus grande sécheresse que d'autres parties des pays du bassin, qui a mis en danger les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire. Les sécheresses et l'activité humaine semblent contribuer à la rareté des ressources naturelles, qui en retour déclenche des conflits, notamment entre agriculteurs et pasteurs. Il existe des signes d'un piège lié aux conflits et au climat, comme le laisse supposer l'association entre les anomalies climatiques – telles que la hausse des températures et l'irrégularité des précipitations – et les conflits violents dans la région. Le conflit animé par Boko Haram a affecté la production agricole, limité la mobilité et entravé le commerce transfrontalier dans le bassin. En outre, le conflit a exacerbé l'exclusion sociale, restreint l'accès aux services et aux opportunités génératrices de revenus, en particulier parmi les groupes vulnérables, et a entraîné le déplacement forcé de personnes. Les répercussions économiques ne se limitent pas aux zones directement touchées, mais se sont étendues aux régions voisines. Les zones urbaines moins bien connectées et moins développées sont plus affectées par le conflit. Une situation qui souligne le lien qui s'autorenforce entre les conflits, les défis de la géographie économique et les résultats sous-optimaux obtenus sur le plan du développement. Les politiques susceptibles d'améliorer le développement territorial et de réduire les conflits et l'impact des variations climatiques peuvent aider à briser la boucle vicieuse qui éloigne la région de son potentiel à long terme.

Dans ce contexte, ce mémorandum tire plusieurs enseignements pour les politiques publiques. Premièrement, comme aspect primordial, il est urgent de lutter contre l'insécurité et les conflits et de rétablir l'état de droit dans la région du lac Tchad. Malgré les avancées réalisées, les conflits violents et l'insécurité continuent de saper la stabilité des habitants de la région et d'entraver le progrès dans d'autres domaines de développement. Des efforts concertés et audacieux sont donc nécessaires pour garantir la paix, considérée comme première étape vers une croissance inclusive et durable.

Un deuxième enseignement tiré de l'analyse est que pour sortir la région du lac Tchad de son cercle vicieux de faible développement territorial et de fragilité, il faudra mener des actions sur plusieurs fronts. La poursuite d'une seule action ou d'une seule mesure publique qui servira de moteur de développement et de sécurité est insuffisante. Il pourrait être vain de relever les défis du développement territorial en laissant de côté ceux liés à la fragilité, aux conflits et à la violence. Ce qui ne veut pas dire qu'une seule mesure publique mise en œuvre de manière isolée n'aura pas d'impact positif sur le développement. Cela dit, lorsque l'objectif est de changer radicalement la dynamique de développement dans la région du lac Tchad, un effort holistique et coordonné déployé sur différents fronts est nécessaire. Dans ce contexte, une approche multisectorielle de la mise en œuvre des politiques publiques, qui fait appel à des interventions complémentaires, présente le plus de chances de s'attaquer efficacement à l'interaction entre le changement climatique, la violence et le retard. Par exemple, les investissements dans les biens et services publics locaux peuvent compléter les infrastructures de liaison. L'amélioration des systèmes de transfert et des capacités locales peut contribuer à renforcer la fourniture d'infrastructures et de services locaux. La facilitation de la circulation des biens et de la main-d'œuvre en réduisant les obstacles au commerce et à l'information peut aider à faciliter les

échanges. En renforçant la cohésion sociale, une participation citoyenne accrue peut aider à rétablir la présence de l'État. De plus, la gestion coordonnée des ressources, les informations et le transfert de technologies peuvent aider à réduire les divisions.

Un troisième enseignement à tirer est que les interventions nécessaires doivent donner une « grande impulsion », suffisamment forte pour modifier la dynamique en jeu dans la région. Il est peu probable que des interventions marginales rompent ou inversent le cycle qui s'autorenforce et a maintenu la région du lac Tchad dans un équilibre sous-optimal. On ne dit pas que les mesures qui vont dans la bonne direction n'auront pas d'impact positif sur les résultats en matière de développement, mais plutôt que ces interventions isolées seraient limitées dans ce qu'elles peuvent accomplir compte tenu de la complexité des défis¹⁷⁴.

Quatrièmement, il est important de déterminer les points d'entrée ou les leviers d'intervention des pouvoirs publics, qui peuvent aider à rompre ou à inverser le cycle de faible développement territorial, de changement climatique et de conflits. Pour briser ce cycle, il faudra s'attacher à améliorer la gestion des ressources naturelles et à appliquer la loi afin de réduire les coûts sociaux et économiques élevés qu'imposent le changement climatique et les conflits. Les interventions visant à atténuer les effets négatifs des risques climatiques peuvent réduire le stress exercé sur le secteur primaire et d'autres activités économiques, mais aussi les conflits potentiels entre les pasteurs et les agriculteurs au sujet de la diminution des ressources en terres et en eau. Ces politiques, conjuguées à des interventions axées sur l'amélioration de la gouvernance et la prestation de services dans la région, peuvent réduire davantage les conflits et la fragilité et améliorer ainsi les perspectives économiques ainsi que la crédibilité et la légitimité des autorités de la région. Les pauvres ont tout à gagner d'une réduction des conflits puisqu'ils en sont souvent les victimes. La baisse des conflits suppose celle des coûts de production à mesure que les dépenses associées à l'achat de la protection diminuent. Les agriculteurs, les pasteurs, les pêcheurs et les micro et petites entreprises y gagneront, avec un impact positif sur la productivité et donc sur le développement territorial. Une baisse de la violence entraînerait par ailleurs une consolidation des chaînes de valeur, contribuant potentiellement à une augmentation des échanges et ouvrant la voie à la croissance d'autres domaines d'activité économique. En outre, elle réduirait l'émigration au départ de la région du lac Tchad et inciterait les migrants et les personnes déplacées à y retourner et à y investir.

Ensuite, l'analyse des actions à mener par les pouvoirs publics est organisée autour de quatre domaines d'intervention transversaux : les infrastructures, le commerce, la gouvernance et la gestion des ressources naturelles. Les politiques et programmes à poursuivre dans ces quatre domaines, qui sont ancrés dans le cadre analytique¹⁷⁵, contribueraient à renforcer le développement territorial et à réduire la fragilité, les conflits et la violence, aidant ainsi la région à s'extirper du piège de faible croissance et de forte pauvreté dans lequel elle est actuellement empêtrée. Premièrement, l'investissement dans les infrastructures peut aider à combler les lacunes de connectivité dans la région du lac Tchad et entraîner de ce fait une augmentation de la productivité et la création d'emplois de meilleure qualité, en particulier dans les zones rurales. Deuxièmement, l'amélioration des échanges et de l'intégration régionale est associée à la consolidation des chaînes de valeur agricoles, à l'augmentation des revenus, au renforcement de la sécurité alimentaire et à une plus grande stabilité. Troisièmement,

¹⁷⁴ Cela est également bien ancré dans la riposte de la Banque mondiale aux crises de la COVID-19 et du changement climatique, qui, comme indiqué dans le document du [Comité du développement](#), établit un cadre général pour soutenir un développement vert, résilient et inclusif (GRID) dans les pays IDA et BIRD. Des stratégies intégrées et plus long terme pour un développement vert, résilient et inclusif sont nécessaires pour réparer les dommages structurels causés par la COVID-19 et accélérer les mesures d'atténuation et d'adaptation au changement climatique tout en redonnant une impulsion à l'effort de réduction de la pauvreté et de promotion d'une prospérité partagée.

¹⁷⁵ Qui s'inspire des éléments de Banque mondiale (2003, 2009, 2010, 2011, 2013b, 2017).

l'amélioration de la gouvernance aux niveaux local, national et régional est cruciale pour renforcer l'état de droit qui est nécessaire à l'atténuation des effets dévastateurs des conflits violents sur les vies et les moyens de subsistance et à l'assurance de la prestation de services de qualité (par exemple, l'accès aux écoles, aux établissements de santé, à l'électricité, à de l'eau salubre et à l'assainissement) qui favoriseraient l'inclusion sociale et réduiraient les divisions. Enfin, une gestion plus rationnelle des ressources naturelles, y compris grâce à des pratiques de gestion des terres et de l'eau plus efficaces et adaptées aux conditions agroécologiques locales, contribuerait à atténuer les conséquences négatives des chocs météorologiques, des aléas naturels et du changement climatique sur la productivité et les moyens de subsistance.

Les thèmes transversaux sont utiles pour présenter des synergies potentielles entre différents enjeux. Par exemple, l'investissement dans les infrastructures peut aider à réduire la distance économique et physique entre zones rurales et zones urbaines, augmenter la densité économique et réduire les divisions. Une meilleure gouvernance aurait un effet catalyseur dans toutes les dimensions. Les actions que pourraient mener les pouvoirs publics et qui sont examinées ci-après ne sont toutefois pas exemptes d'insuffisances. L'accent est mis sur la région prise dans son ensemble. Cette approche est utile pour examiner les stratégies régionales en tirant parti des complémentarités au sein de la région et de la coordination des efforts. Cependant, toute intervention doit également tenir compte du fait que les quatre pays sont hétérogènes et que chacun d'eux nécessite des considérations particulières. Les actions envisageables pour les pouvoirs publics présentées ci-dessous ne devraient pas être prises pour un plan stratégique ou un plan de mise en œuvre. D'autres éléments, tels que les objectifs spécifiques aux secteurs, les estimations de coûts et les investissements requis ne relèvent pas du champ d'application de ce mémorandum, mais ils pourraient être utilisés pour étudier les possibilités de concertation et de collaboration entre les gouvernements du Cameroun, du Niger, du Nigéria et du Tchad — au niveau central comme aux échelons locaux — et les partenaires de développement.

Le niveau auquel les mesures publiques sont conçues et mises en œuvre a toute son importance, de même que la compréhension de la fonction institutionnelle qu'elles remplissent. Bien que les mesures envisageables pour les pouvoirs publics décrites ci-après soient présentées sous un angle général, leur mise en œuvre potentielle gagnerait à prendre en considération la question de savoir si elles doivent être conçues et mises en œuvre aux niveaux régional, national, infranational ou communautaire. À titre d'exemple, les actions susceptibles d'améliorer la sécurité, les échanges et la gestion des ressources naturelles (terre, eau, changement climatique) appellent une coordination et une coopération régionales. D'autre part, si les investissements dans le capital humain peuvent avoir des retombées positives sur les régions voisines, l'amélioration de la prestation de services et de la protection sociale quant à elle nécessite des mesures efficaces aux niveaux national et local (qui peuvent également contribuer à renforcer le contrat social national). La prise en compte des différents agents et forces en jeu, y compris les sous-régions à l'intérieur des pays, est également essentielle pour déterminer si les mesures seraient mieux mises en œuvre suivant une approche descendante ou ascendante. Il est également utile de considérer les trois fonctions essentielles des institutions — et les défis auxquels elles s'attaquent — qui peuvent garantir que les règles et les ressources produisent les résultats souhaités, notamment : l'engagement, la coordination et la coopération (encadré 1). De ce point de vue, la sécurité pourrait être considérée comme un problème d'engagement, qui nécessite des incitations appropriées, qui feraient que toutes les parties risqueraient d'être perdantes si elles venaient à ne respectent pas l'accord convenu. Une meilleure coordination entre les administrations infranationales, prenant appui sur les liens transfrontaliers dans la région, pourrait aider à faciliter les échanges, conduisant éventuellement à un meilleur équilibre pour toutes les parties. La gestion durable des ressources naturelles du lac Tchad et l'atténuation

des effets du changement climatique, en revanche, nécessiteront probablement une coopération clairement définie entre les quatre pays, avec des freins et des contrepoids.

Encadré 1. Trois fonctions institutionnelles — engagement, coordination et coopération — pour accroître l'efficacité des mesures publiques

Dans les contextes d'insécurité, l'**engagement** est essentiel pour parvenir à des accords crédibles. L'engagement s'obtient en mettant en place des arrangements institutionnels qui fournissent des incitations suffisantes pour que tous les groupes clés travaillent dans le cadre des règles établies. L'engagement est crédible parce que toutes les parties ont à perdre si l'une d'elles se soustrait à ces arrangements.

La **coordination** peut également améliorer l'efficacité des mesures concernant la sécurité, la croissance et l'équité. En ce qui concerne l'investissement et l'innovation, les agents doivent avoir la conviction que d'autres acteurs investiront également. Les institutions peuvent aider à résorber les défaillances du marché en coordonnant à la fois les décisions d'investissement et les attentes des participants.

Enfin, les mesures visant à réaliser un développement équitable nécessitent de la **coopération**. Entre autres, les problèmes de coopération sont souvent observés dans la fourniture de biens publics ou la résolution des problèmes environnementaux liés à la surexploitation des ressources naturelles. Dans les problèmes de coordination, il existe de nombreux équilibres, et la politique à poursuivre ici consiste à aider à faire le saut vers l'équilibre optimal. La résolution des problèmes de coopération, en revanche, nécessite généralement des récompenses ou des pénalités crédibles pour déclencher des actions qui conduisent au résultat souhaité par toutes les parties.

Améliorer l'efficacité des mesures publiques

La conception de mesures visant à améliorer la sécurité, la croissance et l'équité nécessite également de bien cerner l'équilibre des pouvoirs entre les différents acteurs. En présence d'acteurs puissants qui peuvent bloquer ou saper les mesures envisagées, les mesures optimales d'un strict point de vue économique (les meilleures mesures) peuvent ne pas être les mesures optimales pouvant être mises en œuvre (les deuxièmes meilleures mesures, mais qui sont réalisables). L'adoption d'une conception de second choix réalisable pourrait donc être plus efficace que le choix d'une mesure qui est apparemment la meilleure, mais qui est moins réalisable.

Le partage du pouvoir et la redistribution des ressources peuvent réduire l'exclusion et les incitations à recourir à la violence. Tout comme l'exclusion peut conduire à la violence, les mécanismes qui encouragent le partage du pouvoir, tels que des organes législatifs qui garantissent la représentation de tous les groupes, peuvent réduire les incitations à recourir à la force en augmentant les retombées positives de la sécurité.

La lutte contre le clientélisme peut aider à résoudre les problèmes liés à la mise en œuvre des politiques de redistribution. Dans les contextes clientélistes, les dépenses et services publics sont souvent ciblés sur certains groupes privilégiés, tandis que d'autres groupes vulnérables sont exclus du partage des ressources. Les mécanismes de lutte contre le clientélisme peuvent accroître l'équité et rendre crédible l'engagement en faveur des objectifs à long terme.

Source : Adapté du Rapport sur le développement dans le monde 2017 : la gouvernance et la loi (Banque mondiale 2017).

Il y a quelques considérations à prendre en compte concernant la me classement par ordre de priorité des mesures présentées ci-après. Comme indiqué ci-dessus, la priorité absolue consiste à apporter plus de sécurité dans la région. La stabilité est une première étape cruciale vers la poursuite d'une croissance inclusive. Comme le soutient ce Mémorandum économique régional, rompre le lien vicieux entre le développement territorial sous-optimal et les risques systémiques de conflits violents et de changement climatique suppose de déployer des efforts

multidimensionnels et concertés sur différents fronts. Par conséquent, les mesures décrites ci-après ne sont pas présentées dans un ordre particulier. Toutefois, elles représentent des domaines d'intervention hautement complémentaires, où une opportunité repérée dans un domaine pourrait également aider à relever des défis dans d'autres en favorisant la stabilité et une croissance plus rapide, plus inclusive et soutenue dans la région. Elles intègrent des domaines d'intervention où la base d'éléments factuels est plus solide, et leur conception a été guidée par le fruit des consultations avec les parties prenantes et les analystes de la région du lac Tchad. L'analyse se concentre sur les leviers d'intervention susceptibles d'aider à rompre le cercle vicieux du développement territorial sous-optimal et de la fragilité. En examinant les recommandations pratiques ci-après, il peut être utile de considérer l'horizon temporel des interventions, où différentes actions seront nécessaires à court et à long terme. Un autre facteur essentiel dans la prise en compte de ces recommandations a trait à l'administration publique et à l'adhésion des principales parties prenantes ainsi qu'à la faisabilité des initiatives de coordination. Parfois, l'adoption d'une mesure de second choix réalisable à laquelle adhèrent les principales parties prenantes peut être plus efficace que le choix d'une mesure qui paraît être la meilleure, mais est moins réalisable (voir encadré 1).

6.1 Infrastructures de liaison

Une stratégie de promotion de l'agglomération économique des villes de la région du lac Tchad devrait envisager d'établir de meilleures liaisons avec les zones rurales. La densité, sous forme d'agglomération économique et/ou d'urbanisation, est associée à des économies d'échelle de production et à une accumulation efficace de main-d'œuvre et de capital, et donc de leur potentiel de croissance économique. Cependant, une grande partie de la population rurale de la région du lac Tchad est déconnectée des principaux réseaux routiers, ce qui leur permet difficilement de bénéficier des avantages de l'agglomération qu'offrent les grandes villes. De meilleures liaisons avec les zones rurales peuvent aider les zones à faible densité à renforcer leur densité économique ou du moins à les rapprocher des zones urbaines. Les interventions des pouvoirs publics qui améliorent la connectivité entre zones rurales et zones urbaines dans la région du lac Tchad favoriseraient la croissance des villes et réduiraient la marginalisation, avec des entreprises implantées plus près les unes des autres, réduisant ainsi les coûts de transaction et facilitant l'échange de connaissances pour améliorer la productivité, et avec une plus forte concentration d'emplois. L'agglomération dans les villes faciliterait également la prestation de services publics, offrant des économies possibles en matière d'eau, d'assainissement, d'électricité et d'infrastructures routières, tout en facilitant la lutte contre la violence et l'insécurité, autant d'éléments nécessaires pour stimuler la transformation économique afin de promouvoir une croissance inclusive dans la région du lac Tchad.

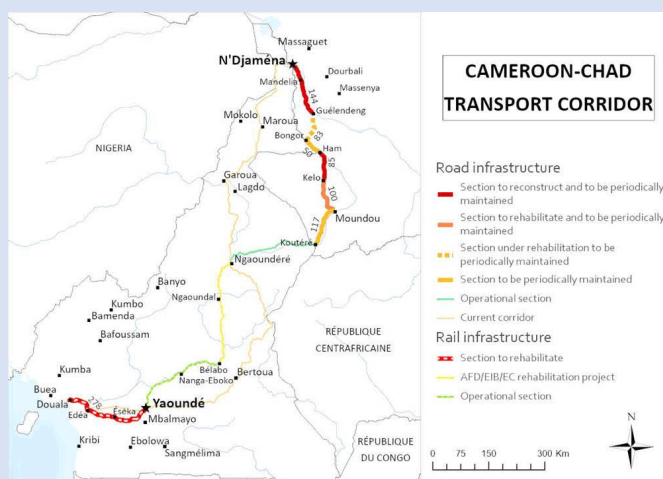
L'investir dans les infrastructures routières et la connectivité est une priorité pour réduire la distance et la division économiques et sociales. La distance économique et physique entrave les flux de capitaux, de main-d'œuvre et de biens et services. L'amélioration de la connectivité, aussi bien au sein de la région du lac Tchad qu'entre celle-ci et d'autres zones des pays concernés, améliorerait le bien-être grâce à la multiplication des opportunités génératrices de revenus et à une prestation de services meilleure et plus équitable (ce qui peut en retour aider à réduire les divisions sociales). Les éléments probants présentés dans ce rapport indiquent que l'accès à une route bitumée est associé à l'abandon de l'agriculture dans la région du lac Tchad. En effet, les routes améliorent l'accès aux marchés et accentuent la concurrence d'autres localités. L'amélioration de la connectivité aurait un impact catalyseur pour un meilleur accès aux services de base. Les nouveaux investissements doivent tenir compte des infrastructures

existantes pour tirer parti des complémentarités et, surtout, s'assurer que les routes existantes sont sûres pour les déplacements.

Une stratégie de connectivité pour la région doit envisager de redynamiser les infrastructures et les marchés endommagés et d'investir dans l'entretien et la sécurité. L'insécurité et le piètre état des infrastructures routières constituent les principaux obstacles au commerce et au transport dans la région du lac Tchad. La redynamisation des infrastructures peut inclure la remise en état des routes constituant des voies de transport de rechange sûres. L'encadré 2 présente un autre embranchement possible du corridor Douala-N'Djamena, côté est, qui pourrait bien devenir un axe routier plus sûr (Ngaoundéré-Koutéré-Moundou) pour les opérateurs du secteur des transports. Pour rendre ce corridor opérationnel, des tronçons de cet axe routier devraient être reconstruits et/ou remis en état afin de s'assurer que la route puisse supporter une augmentation substantielle du trafic — et par la suite être bien entretenue et contrôlée pour assurer la sécurité, ce pour quoi il est important d'améliorer les mécanismes de coordination entre les agences locales, nationales et régionales. Un risque qui se pose cependant est qu'une fois le conflit atténué, le trafic ne reprenne pas sur l'embranchement d'avant (Ngaoundéré-Garoua-Maroua). L'analyse coûts-avantages et les évaluations des risques peuvent compléter les ressources et les compétences techniques nécessaires pour reconstruire les infrastructures endommagées et les marchés essentiels à la relance du commerce régional.

Encadré 2. Autre tracé possible du corridor Douala-N'Djamena

Près de 80 % des importations tchadiennes arrivent dans le pays par le corridor Douala-N'Djamena. La détérioration de la situation sécuritaire et les attaques de Boko Haram sur le segment nord du corridor sont une grave source de préoccupation pour les opérateurs de transport, qui ont étudié la possibilité de suivre d'autres itinéraires de transport vers N'Djamena. Plus particulièrement, un passage qui évite l'Extrême-Nord du Cameroun et passe sur le territoire tchadien a gagné en intérêt et en trafic. Au lieu de traverser de Ngaoundéré via Garoua et Maroua pour arriver à N'Djamena, l'autre itinéraire irait de Ngaoundéré Est à Koutéré puis se prolongerait vers le nord jusqu'à Moundou et N'Djamena (voir figure). Durant la seule année 2015, environ 500 000 tonnes de marchandises ont transité par ce corridor, contre 40 000 tonnes par le corridor précédent^a. Des parties de la route doivent encore être reconstruites ou remises en état pour faire en sorte que cet autre embranchement soit à même de supporter une augmentation substantielle du trafic, mais les préparatifs et travaux correspondants sont en cours.



Source : Élaboration de la Banque mondiale à l'aide d'ARCGIS Pro.

Le nouvel embranchement côté est du corridor Douala-N'Djamena offrirait aux transporteurs un itinéraire de rechange plus sûr pour acheminer leurs marchandises vers N'Djamena. Cela permettrait de limiter le risque que le Tchad soit coupé des marchés internationaux par suite des attaques de Boko Haram dans

l'Extrême-Nord du Cameroun. D'autre part, ce détour drainerait le trafic de l'embranchement Ngaoundéré-Garoua-Maroua, privant potentiellement la population établie le long du corridor d'opportunités commerciales. De plus, il existe un risque non négligeable d'effet d'hystérèse. Une fois que le risque de Boko Haram est atténué et que l'Extrême-Nord du Cameroun est à nouveau sécurisé, on ne pourrait dire avec certitude si tout le trafic d'avant reprendrait sur l'embranchement Ngaoundéré-Garoua-Maroua. Les effets à long terme d'un aménagement d'urgence de l'embranchement Ngaoundéré-Koutéré-Moundou doivent donc être évalués et atténués pour prévenir le risque d'une nouvelle dépression économique et d'un isolement dans la région.

Source : Walkenhorst 2021, document de référence établi pour ce rapport.

L'investissement dans les infrastructures numériques, en particulier dans le but d'élargir la couverture de la téléphonie mobile 2G, et d'améliorer l'accès à l'électricité permettrait de réduire considérablement la distance et les divisions. Comme indiqué dans le rapport, la région du lac Tchad est à la traîne sur les plans de l'infrastructure numérique, de l'accès aux technologies numériques et de l'accès à l'électricité. L'accès à l'électricité, la couverture de la téléphonie mobile et l'infrastructure internet à large bande sont des moteurs de la croissance économique, qui offrent la possibilité d'augmenter les salaires sous l'effet de la baisse des coûts supportés par les travailleurs et les entreprises, les revenus des entreprises et des ménages, et le surplus du consommateur issu de la baisse des prix, d'une meilleure qualité des services, des systèmes de transferts budgétaires et des gains en bien-être non monétaires. Le déblocage des capitaux privés et de la concurrence pour alimenter l'expansion de la connectivité numérique et électrique, en particulier dans les zones rurales, dépend de la mise en place par les pouvoirs publics de cadres qui favorisent la participation du secteur privé. Par exemple, les partenariats public-privé peuvent aider les acteurs non publics à assumer des risques et à accroître l'efficacité des investissements dans les infrastructures. Pour les services numériques et électriques, où le recouvrement des coûts est possible, il est important de garantir des tarifs qui reflètent les coûts dans l'ensemble de la région, et par la même occasion de tirer parti du pouvoir de réglementation des gouvernements nationaux (par exemple, par le biais des autorités de la concurrence) afin d'assurer la contestabilité des marchés et d'améliorer la prestation de services. C'est dire que les investissements dans la connectivité numérique et électrique devraient s'accompagner d'investissements dans les capacités institutionnelles.

Les politiques qui soutiennent l'urbanisation et l'agglomération devraient prendre en compte les risques associés et inclure des mesures d'atténuation. En favorisant plus de concurrence, l'urbanisation et l'agglomération pourraient, sur le court terme, conduire à une aggravation des divisions sociales et communales ou à l'enracinement des schémas d'exclusion. À Maiduguri, par exemple, l'afflux de réfugiés peut avoir contribué à attiser la ségrégation et les tensions communautaires. Les interventions qui soutiennent l'urbanisation et l'agglomération pourraient également être perçues comme favorisant l'agriculture « sédentaire » par rapport au pastoralisme nomade. Les opportunités et les risques que présentent les initiatives visant à concentrer une densité économique plus élevée de main-d'œuvre et de capital peuvent se manifester différemment dans le temps, les avantages de l'agglomération se concrétisant à plus long terme.

Les interventions multisectorielles dans les pôles de développement peuvent optimiser l'impact économique. Des investissements bien ciblés dans l'amélioration de la connectivité et des services de base pour rendre les moyens de subsistance plus résilients peuvent avoir des répercussions multiples. Ils peuvent contribuer à lutter contre l'isolement économique et la répartition inéquitable des services, qui alimentent les griefs et la violence. Ils permettent d'adapter les investissements au patrimoine, aux opportunités et aux défis locaux. De telles initiatives peuvent également optimiser les résultats économiques grâce des investissements

mieux coordonnés et intégrés dans de multiples secteurs. Enfin, des investissements complémentaires dans les moyens de subsistance ruraux, dans la connectivité, dans les chaînes de valeur agricoles et dans les infrastructures de marché peuvent aider à soutenir la dynamisation des échanges transfrontaliers, en optimisant les retombées régionales.

6.2 Facilitation des échanges

L'efficacité et l'efficience des mesures économiques et commerciales destinées à contrer Boko Haram doivent être régulièrement évaluées, y compris au niveau régional, car ces mesures ont souvent des incidences sur les moyens de subsistance des producteurs et commerçants exportateurs. Cette évaluation inclut l'étude des moyens de permettre un accès progressif et sûr à certaines parties du lac Tchad pour relancer la pêche et le commerce de ses produits, et l'ouverture des frontières. Un autre aspect important consiste à réévaluer les restrictions actuelles à la circulation et à l'accès aux terres agricoles, en trouvant un équilibre entre la nécessité de contenir et d'éliminer Boko Haram et la possibilité de relancer l'économie locale — la mise à contribution des données spatiales aurait son utilité à cet effet. Le commerce agricole transfrontalier peut être une source de sécurité alimentaire et de résilience, lorsque les conditions de météorologie et d'insécurité ne sont pas clairement limitées aux frontières nationales, et souvent la source la plus proche d'approvisionnement alimentaire au-delà d'une frontière. Compte tenu de l'urgence de renforcer la sécurité alimentaire et de rétablir les liens commerciaux à la suite de la crise de la COVID-19, il serait important que les initiatives visant à stimuler le commerce s'appuient sur les solides pratiques commerciales informelles transfrontalières. Les liens historiques qui unissent la région peuvent être un atout. Des éléments des leviers d'intervention pour le commerce pourraient tirer parti de la résilience des réseaux commerciaux dans la région — relations familiales, communautés frontalières connectées et alliances locales — et être conçus de manière à mieux mettre à profit ce capital social (ce qui pourrait également s'appliquer à la gestion des ressources). En outre, un objectif de gestion de la crise, à savoir réduire les possibilités de dommages supplémentaires, peut bénéficier de la prise en compte des priorités à court, moyen et long terme.

Des routes et des marchés fonctionnels sont essentiels pour relancer le commerce régional et contribuent à éliminer les divisions. Il serait fortement souhaitable de concentrer les ressources et les compétences techniques sur la reconstruction des infrastructures et des marchés endommagés, en particulier à proximité ou au niveau des frontières qui jouent un rôle déterminant dans la relance du commerce régional à moyen terme. Bien que complexe à mettre en œuvre, un autre aspect qui pourrait être bénéfique est de contribuer à faire en sorte que les forces de sécurité locales concourent au fonctionnement sans heurt des routes praticables pour que celles-ci servent de voie de transport de marchandises, sans barrages policiers excessifs ni formalités administratives lourdes. L'amélioration des opérations douanières est essentielle pour revitaliser les corridors commerciaux de longue distance. Pour l'instant, cependant, les frontières sont fermées, les voies de transport ont été abandonnées et plusieurs marchés ont été perturbés ou fermés. Dans ce contexte, il est important d'apporter un soutien aux populations locales qui ont été privées de leur production d'exportation traditionnelle afin qu'elles puissent soutenir les efforts de remise en état des infrastructures.

Une mesure essentielle pour relancer le commerce régional consiste à faciliter les échanges transfrontaliers entre les membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique

centrale (CEMAC), en tirant parti des opportunités offertes par la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) dont l'accord a été signé récemment. Les quatre pays du lac Tchad sont membres de différents blocs commerciaux régionaux : Le Cameroun et le Tchad sont membres de la CEMAC et de la CEEAC (Communauté économique des États de l'Afrique centrale), tandis que le Niger et le Nigéria font partie de la CEDEAO. Cela signifie que le commerce n'est pas pratiqué en franchise de droits entre les deux blocs et que les réglementations commerciales ne sont pas harmonisées. À titre d'exemple, les tarifs d'importation appliqués par le Cameroun sont généralement plus élevés que ceux appliqués aux importations au Niger et au Nigéria. Les différences tarifaires et fiscales incitent au détournement des échanges et à la contrebande. La signature récente de l'accord de la ZLECA et sa mise en œuvre élimineraient les droits de douane dans la région et offriraient la possibilité d'harmoniser d'autres politiques. Les gains de la facilitation des échanges, en particulier la réduction des barrières non tarifaires dans le cadre de la ZLECA, devraient être importants par rapport à l'élimination des tarifs¹⁷⁶. Les mesures de facilitation des échanges et d'intégration dans la région du lac Tchad pourraient comprendre, par exemple, la circulation sans visa des personnes et l'exemption des produits agricoles, de l'élevage et de l'artisanat du certificat d'origine¹⁷⁷. Des mesures complémentaires de facilitation des échanges renforceraient également les avantages que procurent les corridors de transport. Par exemple, la réduction des frictions frontalières (raccourcissement des délais d'attente de transport) aurait des effets économiques positifs, comme le montre ce rapport, y compris des effets d'entraînement positifs sur les pays voisins.

L'investissement dans les infrastructures économiques pour soutenir la collecte de données relatives à l'activité économique et au commerce peut permettre aux décideurs de disposer d'une meilleure base d'informations. Des données plus nombreuses et de meilleure qualité sur les quantités échangées sur les marchés et les sources d'approvisionnement pourraient être recueillies et contrôlées, de même que des données plus sur les prix du marché plus complètes et cohérentes que celles actuellement disponibles auprès du Réseau de systèmes d'alerte précoce contre la famine et du Programme alimentaire mondial. De nouvelles techniques de collecte de données (par exemple, la télédétection, les enquêtes aux frontières, les enregistrements de données sur les téléphones portables) aideraient à mieux comprendre la complexité et l'évolution des échanges et de la contrebande dans la région du lac Tchad. Une information de meilleure qualité renforcerait la capacité des agents des douanes à détecter le commerce illicite tout en facilitant les transactions commerciales. Les priorités à cet égard comprennent l'amélioration de la collecte d'informations le long des points d'entrée/sortie et des routes commerciales, par exemple en joignant des données géospatiales (localités, routes) aux déclarations en douane, aux rapports des activités de renseignement et aux dossiers de fraude.

Une contribution substantielle des communautés frontalières aux stratégies de développement économique, y compris le commerce, peut aider à pérenniser les initiatives prises. Certaines études laissent penser que des contrôles stricts aux frontières sont préjudiciables aux communautés frontalières, augmentant le chômage, la criminalité et l'émigration¹⁷⁸. Plutôt que de compter uniquement sur les institutions de sécurité en tant que représentants dominants de l'État dans les régions frontalières, les pratiques de sécurité aux frontières peuvent bénéficier d'une gouvernance locale participative accrue et d'un dialogue entre les peuples à la frontière, sous la houlette de l'État.

¹⁷⁶ Voir Banque mondiale (2020a).

¹⁷⁷ Ces mesures font déjà partie du Schéma de libéralisation des échanges de la CEDEAO et pourraient éventuellement être appliquées aux frontières CEDEAO-CEMAC selon le principe de la réciprocité.

¹⁷⁸ Ayadi *et al.* (2014).

6.3 Gouvernance

Le rétablissement d'une présence positive de l'État dans la région du lac Tchad est primordial. Ce rétablissement de la présence de l'État suppose, d'une part, de faire avancer les processus de décentralisation administrative de manière efficace, tout en contribuant, d'autre part, à renforcer les collectivités locales pour s'assurer qu'elles disposent des capacités suffisantes pour s'acquitter de leurs fonctions. L'amélioration de la prestation des services publics de base est un aspect fondamental du rétablissement de la présence de l'État, non seulement en raison du besoin desdits services, mais aussi parce qu'il s'agit d'une pierre angulaire de la reconstruction de la légitimité de l'État dans la région. Une responsabilisation et une transparence accrues des structures étatiques sont également nécessaires pour reconstruire cette légitimité, ce qui peut contribuer à améliorer — et à maintenir — la sécurité dans la région. La lutte contre l'usure des institutions publiques peut constituer un meilleur socle pour la paix que la concentration des efforts sur une sortie rapide d'un conflit asymétrique. Des institutions renforcées qui peuvent créer des incitations à conclure des accords et à les faire respecter peuvent jeter les bases de la paix et de la stabilité¹⁷⁹. La promotion de processus décisionnels inclusifs au niveau local peut contribuer à accroître la participation des citoyens à l'effort de développement de leurs communautés, ce qui peut également accroître la légitimité et la durabilité des initiatives.

L'augmentation du coût d'opportunité de la violence et l'offre d'opportunités économiques aux populations plus jeunes sont nécessaires pour atténuer les conflits. La participation aux structures de prise de décision peut contribuer à réduire la vulnérabilité et l'exclusion des jeunes, tandis que l'offre de meilleures opportunités économiques peut décourager la participation à la violence sous l'effet de l'augmentation du coût d'opportunité des combats. Ce rapport montre que les sécheresses et les températures anormalement élevées sont corrélées à une incidence plus élevée des conflits. Il est donc crucial de fournir d'autres sources de revenus aux personnes vivant dans les zones frappées par les vagues de chaleur et les sécheresses. Dans certains cas, on pourrait envisager d'encourager la migration vers des zones urbaines ou vers des zones plus fertiles.

Un autre aspect clé pour atténuer les conflits violents est de rétablir la cohésion sociale et la confiance entre les citoyens et l'État, ainsi qu'entre les communautés. L'insurrection de Boko Haram dans la région a entraîné la rupture des liens sociaux, le déclin du capital social et l'érosion du contrat social. La méfiance, la peur et la colère grandissantes à l'égard des personnes d'appartenance ethnique, de convictions religieuses et politiques et d'origine géographique différentes, ainsi qu'à l'égard des personnes soupçonnées d'être associées à l'insurrection transparaissent dans la vie quotidienne, sous la forme par exemple du fait d'éviter des marchés que l'on avait l'habitude de fréquenter¹⁸⁰. Les divisions sociales sont également fréquentes parmi les personnes déplacées, qui font face à des obstacles d'intégration dans les communautés locales. Il existe des éléments probants établissant la discrimination et la restriction de l'accès aux services (éducation, soins de santé, assistance sociale et accès à la terre et aux moyens de subsistance) dans la région, y compris dans les zones urbaines qui ont connu une croissance rapide et débridée à la suite de ces déplacements¹⁸¹. Parallèlement à la rupture du lien social, les populations ont également perdu confiance dans la capacité de l'État à mener des actions efficaces, ce qui fragilise encore plus le tissu du contrat social¹⁸². Les divisions sociales et la perte de confiance dans l'État contribuent à alimenter les conflits en cours.

¹⁷⁹ Nations unies et Banque mondiale (2018).

¹⁸⁰ HCR et Banque mondiale (2016).

¹⁸¹ HCR et Banque mondiale (2016).

¹⁸² Magrin et Perouse de Montclos (2018).

Les approches participatives et inclusives peuvent optimiser les conditions pour réparer les divisions sociales¹⁸³. Le fait de soutenir des initiatives communes entre les populations déplacées et les communautés hôtes dans le domaine social et dans les domaines de la planification et du développement peut aider à réduire la stigmatisation et la méfiance. Des projets spécifiques au niveau local, qui prennent en compte les circonstances des groupes vulnérables, et des programmes sensibles aux conflits contribuent à atténuer la violence. Les stratégies bien connues et fiables pour reconstruire le capital social englobent le soutien et la reconstruction des institutions locales, la promotion de la réconciliation au niveau communautaire et la mise en place de mécanismes institutionnels de résolution des conflits, auxquels viennent s'ajouter le désarmement, la démobilisation, la déradicalisation et la réinsertion sociale des ex-insurgés.

Les investissements dans les capacités des collectivités locales et dans la représentation communautaire dans la région du lac Tchad offrent des chances considérables d'améliorer la qualité et l'inclusivité de la prestation de services, ainsi que la légitimité de l'État. Le renforcement de l'autorité de l'État et des capacités institutionnelles, avec des ressources financières et humaines adéquates, pour accroître la portée et améliorer la qualité de la prestation des services sociaux au niveau local est un volet essentiel de la restauration du contrat social¹⁸⁴. Rétablir la présence de l'État suppose également d'apporter des solutions aux causes profondes de l'insurrection — par exemple en fournissant des services publics de qualité dans les zones qui en étaient privées auparavant — et de saisir les nouvelles opportunités, telles que la formalisation des nouveaux marchés, offertes par de nouvelles concentrations de populations. La négligence réelle et perçue de l'État et les griefs liés à l'exclusion de certaines régions ou de certains groupes des services et des opportunités peuvent être d'importants moteurs des conflits et de la violence¹⁸⁵. Dans de tels contextes, la manière dont les investissements et les services sont fournis importe tout autant que ce qui est fourni. Un aspect clé de la réparation durable de la division sociale dans la région du lac Tchad consiste à assurer l'équité dans la fourniture d'infrastructures et de services publics et dans les opportunités d'emploi, en veillant à l'équilibre de la diversité sociale. La résorption des déséquilibres existants dans l'accès (*distance*) aux services, aux marchés et aux opportunités économiques entre les groupes ethniques, communautaires et sociaux, y compris les agriculteurs et les éleveurs, selon le sexe et l'âge, peut avoir des incidences importantes sur l'emploi, la pauvreté et le bien-être. Les mécanismes de développement communautaire peuvent être une étape utile vers la réparation de la prestation de services dans les régions éloignées et touchées par des conflits où l'État est absent et/ou manque de moyens pour agir.

Les institutions et les relations sociales (y compris entre les gouvernants et les gouvernés) doivent être reconstruites en même temps que les infrastructures physiques, avec la participation des populations locales. Une plus grande participation des citoyens à la planification, à la budgétisation et à la prestation de services peut aider à promouvoir le sens de la responsabilité et la transparence. Le fait de veiller à ce que les groupes qui ont souvent été marginalisés soient représentés dans les discussions sur les décisions de développement local pourrait aider à remédier aux divisions existantes, au lieu de les enraciner et de les exacerber. Les collectivités locales ont un rôle crucial à jouer. Les administrations centrales peuvent contribuer à créer les conditions d'une gouvernance locale efficace, notamment par le transfert régulier de responsabilités et de ressources financières aux collectivités locales, et par une répartition plus rationnelle des rôles entre la collectivité locale et les organismes

¹⁸³ HCR et Banque mondiale (2016).

¹⁸⁴ HCR et Banque mondiale (2016).

¹⁸⁵ Nations unies et Banque mondiale (2018).

gouvernementaux¹⁸⁶. La consolidation des mécanismes de surveillance et de contrôle et équilibre, tant au niveau central que local, peut contribuer à réduire la corruption et à améliorer la qualité des services publics. Des collectivités locales plus transparentes et plus légitimes peuvent également exercer une plus grande responsabilité sur leurs budgets et leurs activités¹⁸⁷.

Compte tenu des défis et opportunités communs et interdépendants au-delà des frontières de la région, des approches coordonnées et des organismes régionaux peuvent favoriser l'émergence d'une vision commune du développement et de la stabilité de la région du lac Tchad. Des stratégies communes, avec partage équitable des coûts, ont de grandes chances de relever les défis liés à la sécurité, à l'économie et au climat dans le bassin du lac Tchad. Sous la supervision de l'Union africaine (UA), deux consortiums régionaux ont été chargés de la lutte contre l'insurrection et du développement régional, et rendus mutuellement responsables. Sur le plan de la sécurité, l'Union africaine a autorisé la Force multinationale mixte à combattre Boko Haram en 2014, sous la tutelle civile de la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT) (voir encadré 3)¹⁸⁸. Sur le plan du développement, la CBLT a été créée en 1964 initialement pour superviser et coordonner les décisions nationales touchant les ressources en eau transfrontalières partagées — le lac, ses affluents et les eaux souterraines. Elle a ensuite été chargée de surveiller la sécurité, d'où la fonction de supervision de la Force multinationale mixte qu'elle assure aujourd'hui. Compte tenu des tensions qui caractérisent l'économie politique de la région et l'histoire des relations interétatiques de ses pays, la traduction des objectifs de ces deux institutions régionales en réalité est en chantier. Une action coordonnée et exécutée conjointement, par exemple la coopération frontalière, reste l'une des principales pierres angulaires de la stabilisation et de la reprise économique.

L'investissement public dans les infrastructures et services publics de base peut être un moteur de croissance inclusive. Les données probantes fournies dans ce rapport montrent que le niveau d'accès à l'électricité dans la région du lac Tchad est plus faible que dans le reste des pays concernés, et l'écart se creuse pour l'accès à des services d'assainissement améliorés comme pour l'accès à l'électricité. Les investissements publics peuvent améliorer l'approvisionnement en eau et l'assainissement en milieu rural et urbain, ainsi que l'électrification rurale, en mettant à contribution l'énergie solaire dans la mesure du possible¹⁸⁹. D'autres activités prioritaires comprennent les initiatives d'éducation et de santé adaptées aux populations mobiles, telles que les postes de santé locaux, la construction d'un hôpital régional, la prévention des épidémies et l'appui à la planification familiale¹⁹⁰. Ce manque d'infrastructures et services publics de base de qualité rend la région du lac Tchad moins compétitive et en fait une destination peu attractive pour les entreprises et les demandeurs d'emploi. Le faible niveau de prestation de services est encore aggravé par le conflit, qui a chassé des personnes de la région. Il est indispensable d'investir dans les services et infrastructures de base, y compris, mais sans s'y limiter, les routes, les services d'eau et d'assainissement et les technologies numériques afin de donner sa pleine mesure au potentiel d'agglomération de la région¹⁹¹.

De même, une plus forte complémentarité entre les services de santé et d'éducation et la protection sociale renforcera l'impact des interventions. La protection sociale est importante pour répondre aux besoins des habitants vivant dans la pauvreté. Parallèlement à la création d'une marge de manœuvre budgétaire pour soutenir les filets de sécurité sociale (voir

¹⁸⁶ Magrin et Perouse de Montclos (2018).

¹⁸⁷ Magrin et Perouse de Montclos (2018).

¹⁸⁸ Huit États membres sont représentés au sein de la CBLT : Algérie, Cameroun, Libye, Niger, Nigéria, République centrafricaine, Soudan et Tchad. Les parties s'engagent à une utilisation partagée des ressources naturelles du bassin.

¹⁸⁹ CBLT (2015).

¹⁹⁰ CBLT (2015).

¹⁹¹ Banque mondiale (2003).

encadré 1), les priorités en matière de protection sociale comprennent l'établissement d'un système d'assistance sociale financièrement viable, tirant parti des programmes existants financés par les partenaires. Cet objectif pourrait être atteint grâce à une meilleure affectation des recettes fiscales, au renforcement de la coordination et à l'harmonisation des interventions aux niveaux régional, fédéral, étatique et local (par exemple, en tirant parti des efforts de collecte de données, y compris les bases de données de registres), au renforcement des capacités locales d'exécution des programmes, et à la mise en place d'une plateforme commune d'exécution des programmes poursuivis par différents départements ministériels et organismes publics et à différents niveaux de l'Administration. Des programmes de filets de sécurité bien pensés et ciblés pourraient permettre de remédier aux vulnérabilités spécifiques des groupes exclus, tels que les adolescentes non scolarisées, les jeunes et les nouveaux pauvres touchés par un conflit violent et le changement climatique. Dans le contexte de la région du lac Tchad, l'amélioration de la performance des programmes d'assistance sociale nécessiterait des efforts de conception et de mise en œuvre spécifiques pour recueillir et utiliser des informations crédibles, à jour et pertinentes en vue de fournir des prestations bien ciblées, ainsi que de rattacher les programmes de transferts monétaires et d'emploi des jeunes à d'autres programmes axés sur la nutrition, l'éducation et les aptitudes à la vie quotidienne, et les services de santé, y compris au niveau communautaire. En effet, les services de santé, d'éducation et de protection sociale qui sont efficacement combinés peuvent servir de tremplin pour une urbanisation rapide et réussie¹⁹².

Une gouvernance et une transparence améliorées peuvent contribuer à mobiliser des ressources locales à des fins d'investissement public. La baisse des revenus pétroliers, conjuguée à l'impact négatif du conflit violent et du changement climatique, a affaibli les ressources de la région, qui connaît déjà une gestion budgétaire précaire. Outre le soutien de la communauté internationale, les ressources locales peuvent contribuer à la pérennité des efforts de relèvement. Une gouvernance renforcée et la fourniture de services peuvent améliorer la légitimité de l'État, en encourageant les citoyens à soutenir le développement local à travers le cofinancement et la gestion commune des investissements locaux et le paiement des impôts locaux.

Investir dans la collecte et l'analyse des données est une recommandation qui touche tous les domaines d'intervention des pouvoirs publics. Ce rapport souligne la valeur des données et de leur analyse pour éclairer l'élaboration des politiques et des programmes de développement, en particulier les données désagrégées qui mettent en évidence les différences entre les groupes et les territoires et qui aident à établir les schémas de la marginalisation sociale et de l'exclusion. Les défis et opportunités qui se présentent dans la région du Lac Tchad restent insuffisamment étudiés et sont le plus souvent envisagés sous un angle national, alors que les solutions efficaces et durables sont régionales et spatiales. La collecte et l'analyse des données sont insuffisamment harmonisées et coordonnées, et les données infranationales sur les principaux aspects socioéconomiques et les aspects de gouvernance font souvent défaut. L'appui aux initiatives régionales existantes qui soutiennent une meilleure accessibilité et une meilleure qualité des données de développement, les capacités locales de recherche et le dialogue régional sur les actions à mener favoriseraient l'élaboration de politiques fondées sur des éléments factuels.

Les gouvernements infranationaux sont responsables de la prestation des services de base. Pourtant, ils sont largement tributaires des transferts budgétaires des gouvernements nationaux pour financer ces services. L'encadré 3 illustre le cas du Nigéria.

¹⁹² Banque mondiale (2009).

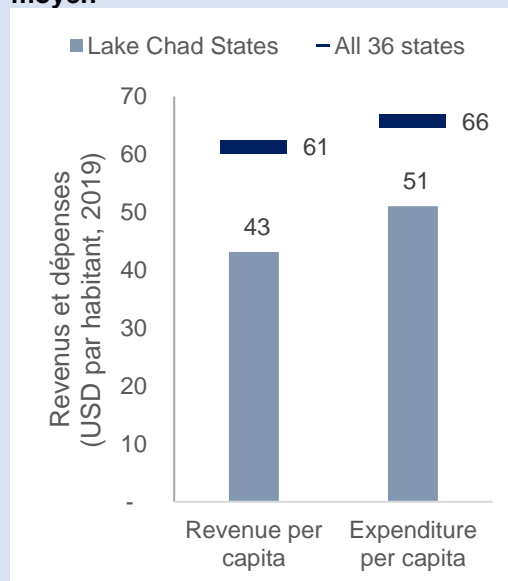
Au niveau national, le Nigéria, comme les trois autres pays de la région du lac Tchad, a du mal à mobiliser des recettes intérieures et, par voie de conséquence, les ressources à transférer aux administrations infranationales s'en trouvent limitées. De plus, comme le Nigéria dépend de revenus pétroliers, qui sont instables, les transferts budgétaires aux collectivités locales sont non seulement faibles, mais aussi instables. Dans ce contexte, la qualité des services de base s'en ressent. La mobilisation des recettes intérieures et la promotion de la décentralisation budgétaire, reposant sur une meilleure gestion des finances publiques, sont donc une priorité essentielle pour les gouvernements nationaux et infranationaux.

Encadré 3. Importance des transferts budgétaires aux gouvernements infranationaux dans la région du lac Tchad : le cas du Nigéria

Les 36 gouvernements des États nigériens sont à l'avant-garde de la prestation de services. Avec leurs collectivités locales respectives (774 au total), ils sont responsables de l'enseignement primaire, l'enseignement des adultes et l'enseignement professionnel, des services de santé, du développement de l'agriculture et des infrastructures physiques de base (assainissement, routes, et autres équipements publics).

La majorité des revenus que les gouvernements des États nigériens reçoivent (environ 70 % en 2018-2019) provient des recettes pétrolières et non pétrolières recouvrées par le gouvernement fédéral et distribuées selon une certaine formule. Ces recettes proviennent des douanes, des impôts sur les sociétés et des taxes sur la valeur ajoutée, et elles sont réparties sur la base d'une formule de partage entre les trois échelons de l'Administration (fédéral, fédéré et local). C'est ce qu'on appelle les allocations statutaires brutes, qui fluctuent souvent en raison de la dépendance aux recettes pétrolières qui sont sensibles aux mouvements des prix mondiaux. En outre, les États peuvent percevoir des revenus générés en interne, qui comprennent les revenus des particuliers, les impôts fonciers et les taxes routières, ainsi que d'autres frais et prélèvements. Ces revenus générés en interne contribuent en moyenne à environ 30 % de l'enveloppe des revenus du gouvernement de l'État fédéré. Les États peuvent également contracter des emprunts, y compris à l'extérieur, sur garantie du gouvernement fédéral.

Figure B3.1 : Les États nigériens de la région du lac Tchad ont des revenus et des dépenses par habitant qui sont inférieurs à ceux d'un État nigérien moyen



Source : Calculs de la Banque mondiale basés sur les données des autorités nigériennes.

Les trois États nigériens de la région du lac Tchad (Adamawa, Borno et Yobe) affichent des revenus

totaux par habitant inférieurs à la moyenne et, par conséquent, dépendent fortement des transferts de revenus du gouvernement fédéral. Ces trois États perçoivent moins de la moitié de la moyenne nationale des revenus générés indépendamment par habitant, et par conséquent, ils sont davantage tributaires des transferts de revenus fédéraux que l'État moyen. L'État de Borno, par exemple, dépend des transferts fédéraux pour plus de 80 % de ses revenus. Les revenus annuels totaux par habitant équivalent à 34 dollars dans l'État de Borno, 43 dollars dans celui de l'Adamawa et 52 dollars dans l'État de Yobe, soit 16 à 45 % de moins que la moyenne des États nigériens, qui est d'environ 60 dollars. Les États de Yobe, Adamawa et Borno affichent ensuite des dépenses publiques par habitant inférieures à la moyenne malgré les besoins de développement élevés et les problèmes de sécurité. La moyenne pondérée des dépenses publiques hors dette par habitant des gouvernements des États nigériens, à l'exclusion des collectivités locales faute de données, est de 66 dollars par an (2019). Hormis l'État de Yobe qui, avec ses 64 dollars par habitant et par an de dépenses budgétaires, se situe juste en dessous de la moyenne nationale, les dépenses par habitant pour les États d'Adamawa (49 dollars) et de Borno (40 dollars) sont nettement inférieures à la moyenne nationale.

L'insécurité dans les États nigériens se situant dans la région du lac Tchad influence potentiellement la composition des dépenses publiques de chacun de ces États. Yobe, Adamawa et Borno ont alloué des ressources budgétaires relativement plus importantes aux dépenses récurrentes. En 2021, bien que ces trois États allouent une proportion relativement plus élevée de leurs maigres ressources budgétaires à l'éducation et à la santé qu'un État moyen au Nigéria, ils allouent également moins que la moyenne aux dépenses du segment des affaires économiques (qui englobe l'agriculture, les transports et d'autres composantes essentielles du développement matériel), ce qui peut compromettre leurs perspectives de croissance économique à long terme.

Tous les États de la région du lac Tchad s'efforcent d'améliorer leur viabilité budgétaire. Ils participent notamment au programme du gouvernement fédéral pour la transparence, la responsabilité et la durabilité budgétaires des États, une initiative soutenue par la Banque mondiale. Ce programme récompense (par le biais de subventions) les progrès substantiels accomplis dans la gestion budgétaire et financière des États, y compris la gestion des revenus et de la dette, la passation des marchés et la participation citoyenne. En fait, l'État de Yobe est le plus performant parmi les 36 États participants du Nigéria depuis la création du programme, obtenant le plus de résultats, les trois États de la région du lac Tchad obtenant de nouveaux résultats tenant compte de la crise de la COVID-19 fixés en 2020 en vue d'aider à mobiliser des ressources budgétaires pour les États en pleine pandémie.

6.4 Gestion des ressources naturelles

Le renforcement de la durabilité des systèmes alimentaires est une priorité. Les interventions poursuivies au niveau régional peuvent aider à renforcer la capacité des systèmes alimentaires à assurer la sécurité alimentaire dans l'ensemble de la région. Trois domaines d'intérêt, recensés dans un rapport de la Banque mondiale et de la FAO sur l'Afrique de l'Ouest, sont le renforcement de la durabilité de la base productive du système alimentaire ; la promotion d'un environnement propice au développement des chaînes de valeur intrarégionales et à la facilitation des échanges ; et l'amélioration de l'architecture régionale de gestion des risques et des outils d'aide à la prise de décisions pour les agriculteurs.¹⁹³ Sur ce dernier point, les outils de gestion des risques, tels que l'amélioration des informations et l'assurance des récoltes et des précipitations, peuvent aider les gens à atténuer les risques¹⁹⁴. Cette capacité, à son tour, peut permettre aux gens, en particulier aux pauvres, d'être plus disposés à prendre des risques dans la recherche de rendements et de productivité plus élevés. Dans le même temps, les programmes

¹⁹³ Banque mondiale et FAO (2021).

¹⁹⁴ Banque mondiale (2013b).

de protection sociale et les filets de sécurité peuvent aider à réduire la vulnérabilité des populations cibles dans les zones sensibles. Nonobstant l'importance de ces outils, la mise en œuvre de ces interventions dans la région du lac Tchad doit être évaluée dans le contexte d'un espace budgétaire limité et en tenant compte de la dimension temporelle, ainsi que, dans le cas des programmes de filets de sécurité, de leurs incidences et interactions possibles par rapport au conflit armé.

L'accompagnement des producteurs, y compris des groupes vulnérables, peut contribuer à augmenter la productivité et la résilience des systèmes de production alimentaire¹⁹⁵. L'accompagnement des producteurs— notamment à travers des services tels que l'octroi de crédits, l'offre d'intrants et la fourniture de services de vulgarisation, ainsi que les investissements dans les infrastructures — est essentiel pour accroître la productivité dans la région. De plus, l'assurance de l'accès des populations vulnérables aux terres, aux pâturages et aux ressources halieutiques (de manière inclusive, en favorisant la coexistence avec d'autres producteurs de la zone) peut prévenir les conflits et permettre l'intensification des activités. Dans le même temps, les initiatives visant à soutenir la production agricole peuvent bénéficier de la reconnaissance explicite de la coexistence de modèles de production différents, et parfois concurrents, tels que ceux des agriculteurs et des éleveurs. L'agriculture n'est pas un secteur homogène, et comprendre les tensions potentielles entre les modes de production peut faire la lumière sur un enjeu central de la dynamique des conflits.

L'obtention de droits fonciers pour les habitants de la région du lac Tchad contribue à améliorer la productivité, mais aussi la stabilité dans la région. La formalisation des droits fonciers s'avérera cruciale pour améliorer la productivité agricole en permettant aux agriculteurs de réaliser des investissements à long terme¹⁹⁶. La formalisation de la propriété foncière aiderait également à réduire les frictions et les conflits entre les agriculteurs, les éleveurs et les pêcheurs, qui se disputent un accès limité aux ressources en terre et en eau dans le bassin du lac Tchad et ses environs. Ce processus est particulièrement important dans le contexte où le climat de plus en plus erratique s'accompagne d'une plus grande incertitude quant à la disponibilité de ces ressources foncières et hydriques¹⁹⁷.

Des gains substantiels sont attendus des interventions axées sur la gestion des ressources naturelles spécifiques au contexte, qui prennent en compte les circonstances particulières d'une population ou d'un territoire donnés. Un aspect clé de ces interventions consiste à prendre en compte les cas pour lesquels les politiques basées sur la localité — c'est-à-dire le développement territorial — sont susceptibles de déboucher sur un résultat positif, et les cas où les politiques axées sur les personnes — davantage centrées sur les efforts déployés dans les zones urbaines pour mieux absorber les migrants — peuvent représenter une meilleure solution de rechange. Dans ce dernier cas, des efforts coordonnés pour renforcer les services et les perspectives d'emploi dans les zones urbaines peuvent aider à faire en sorte que la pauvreté ne soit pas simplement déplacée des zones rurales vers les zones urbaines. Dans le premier cas, les efforts d'accompagnement des producteurs, y compris les groupes vulnérables, compte tenu des tensions et dynamiques locales, peuvent donner lieu à des améliorations durables de la productivité, comme mentionné ci-dessus. Des analyses spécifiques au contexte sont donc essentielles pour guider une gestion efficace des ressources naturelles (encadré 4).

¹⁹⁵ CBLT (2015).

¹⁹⁶ Banque mondiale et FAO (2021).

¹⁹⁷ Voir plus l'analyse sur le lien entre les droits fonciers (ou leur absence) et les conflits dans le bassin du lac Tchad à l'adresse : <https://climate-diplomacy.org/case-studies/local-conflicts-over-resources-around-lake-chad>.

Encadré 4. Gestion des eaux transfrontalières dans le bassin du lac Tchad

La gestion des eaux transfrontalières peut servir à consolider les intérêts régionaux et empêcher les tensions liées aux ressources de devenir violentes. Dans la région du lac Tchad, une gestion efficace de l'eau du lac et de ses affluents peut contribuer à favoriser une meilleure coordination entre les quatre pays du bassin.

Si la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT) a jusqu'à présent empêché une action non consensuelle d'un État membre, telle que la construction d'un barrage en amont, elle obtient un score relativement faible parmi d'autres accords africains sur les eaux transfrontalières. Le score d'efficacité est basé sur le degré de coopération transfrontalière, ou le quotient de coopération sur l'eau, un indicateur combinant des critères tels que l'existence d'accords sur le bassin hydrographique, une autorité de mise en valeur du bassin hydrographique, les investissements effectifs et prévus dans les infrastructures hydrauliques, l'engagement politique, la coopération économique, etc.^a. Selon l'évaluation du Strategic Foresight Group (2017), les bassins fluviaux du Sénégal, de la Gambie et du Niger sont les mieux classés, répondant à 100 % des critères, parmi 231 cours d'eau transfrontaliers. En revanche, la CBLT a obtenu un score de 53 %.

La CBLT a été créée en 1964 initialement pour superviser et coordonner les décisions nationales touchant les ressources en eau transfrontalières partagées, y compris le lac, ses affluents et les eaux souterraines. Elle a ensuite été chargée de surveiller la sécurité, d'où la fonction de supervision de la Force multinationale mixte qu'elle assure actuellement. L'Union africaine a autorisé la Force multinationale mixte à combattre Boko Haram en 2014, sous la tutelle civile de la CBLT. Huit États membres sont représentés au sein de la CBLT : Algérie, Cameroun, Libye, Niger, Nigéria, République centrafricaine, Soudan et Tchad. Les parties s'engagent à une utilisation partagée des ressources naturelles du bassin. Le fonds commun multidonateurs, l'Alliance Sahel, a entrepris un programme de redressement économique couvrant les zones du bassin du lac Tchad touchées par le conflit, bien que la plupart de ses investissements soient concentrés dans l'ouest du Sahel.

La charte de l'Autorité du bassin du lac Tchad a été élaborée en 2012 pour favoriser la gestion partagée et l'exploitation durable du lac Tchad. Comme d'autres accords progressifs sur l'eau et chartes régionales, elle n'est pas encore entrée en vigueur. En 2015, face à des formes d'insécurité croissantes et nouvelles et à l'absence d'un bloc régional dédié, le mandat de la CBLT s'est élargi pour inclure la supervision de la coopération sécuritaire régionale à travers la Force multinationale mixte. Pourtant, dans sa capacité de gestion des eaux transfrontalières, l'influence exercée par la CBLT sur les intérêts des États membres en vue d'assurer une gestion coordonnée des eaux est limitée.

Les performances de la CBLT sont mitigées notamment parce que les mécanismes et outils de suivi et de contrôle de l'utilisation des ressources en eau ne sont pas pleinement opérationnels. Une situation qui découle en partie du manque de clarté dans les rôles et les compétences, mais aussi d'un manque apparent d'intérêt politique et d'investissement de la part des États membres. Les principaux acteurs, dont le Nigéria, ont investi un certain capital politique dans l'organisation, mais ont tendance à privilégier des interventions plus visibles d'un point de vue politique. Par exemple, l'investissement transnational massif interbassins envisagé pour transférer l'eau du bassin du fleuve Congo au lac Tchad est privilégié par rapport aux interventions structurelles visant à faire face au déclin environnemental et à la transformation agricole dans la zone du bassin au sens large, en particulier autour des affluents sud du lac. Bien que techniquement réalisable, ce projet d'infrastructure massif est estimé à un coût exorbitant. Il a été critiqué pour les effets négatifs potentiels sur les écosystèmes des deux bassins ainsi que pour les effets négatifs possibles sur le débit du bassin du Congo. La Banque mondiale, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et d'autres grands bailleurs de fonds n'approuvent pas les infrastructures hydroélectriques à grande échelle comme solution de gestion du bassin du lac Tchad, mais ont financé de multiples études et propositions pour la gestion collective des ressources du lac à travers le Plan d'action pour le développement et la résilience climatique de la région du lac Tchad, qui a financé à hauteur de 6 millions d'euros des études de faisabilité du projet de transfert d'eau entre bassins. L'UNESCO a parrainé la Conférence internationale sur le lac Tchad en 2018, au cours de

laquelle les pays de la CBLT ont approuvé une proposition italienne, Transaqua, comme leur option préférée pour le projet de transfert d'eau entre les bassins^b.

a. Strategic Foresight Group (2017).

b. Voir PAMACC (2018) ; Sayan, Nagabhatla et Ekwuribe (2020).

L'investissement dans une gestion agricole durable grâce à des innovations technologiques peut aider à augmenter la production et à exploiter les ressources naturelles existantes. Les technologies et l'innovation peuvent réduire l'incertitude climatique chez les agriculteurs et permettre une meilleure prise de décision, augmenter les rendements et réduire le gaspillage¹⁹⁸. L'utilisation optimale des ressources naturelles grâce aux technologies peut être essentielle pour réduire la dégradation de l'environnement et atténuer les risques liés à l'instabilité des températures et des niveaux d'eau. L'appui des gouvernements de la région du lac Tchad à la facilitation de ce transfert de technologies, avec le concours de la communauté internationale, peut aider à permettre aux populations vulnérables de bénéficier d'un accès aux technologies. Les efforts pourraient inclure le rapprochement des centres de recherche agricole et la mise en place d'un mécanisme de mise en adéquation optimale entre les agriculteurs et les intrants agricoles adaptés à leur contexte climatique et social¹⁹⁹. La mise en place d'une campagne de diffusion des connaissances dans les langues locales peut sensibiliser les producteurs locaux aux risques climatiques éventuels et aux nouveaux intrants et techniques agricoles disponibles.²⁰⁰

Des politiques préventives plutôt que réactives peuvent mieux atténuer les risques liés au changement climatique et renforcer les capacités d'adaptation locales. Le passage des réponses *ex post* à une gestion des risques anticipative, *ex ante*, soutenue et intégrée, n'est pas une mince affaire. Pourtant, il est bien établi que les avantages des actions anticipatives dépassent de loin le coût du « risque de l'inaction ». La facilitation de l'instauration d'un environnement propice à une action coordonnée et au partage des risques dans la région peut permettre la mise en œuvre de ce processus tout en garantissant que les parties prenantes vulnérables ne soient pas négligées. Le partage et la diffusion des connaissances peuvent aider à réduire les incertitudes auxquelles sont confrontés les riverains du lac Tchad, par exemple, en mettant en place un système régional d'alerte précoce pour mieux faire face aux catastrophes naturelles, telles que les inondations et les sécheresses²⁰¹. Un recours excessif à des politiques réactives décourage les investissements dans les capacités d'adaptation des ménages les plus pauvres, les rendant plus vulnérables aux chocs climatiques futurs, et perpétuant ainsi le piège actuel de conflits et de pauvreté.

Le renforcement des capacités de la CBLT pourrait aider l'organisation à gérer plus efficacement les politiques de réponse climatique. Le peu de clarté dans les rôles et les compétences et le manque d'investissement et d'intérêt de la part des États membres apparaissent comme certaines des contraintes institutionnelles auxquelles sont actuellement confrontées la Commission et la Force multinationale mixte (voir encadré 4)²⁰². Le renforcement des capacités opérationnelles de la CBLT pourrait inclure des réunions régulières, le partage de données et d'informations, et des financements durables. La mise en place de systèmes viables de collecte et d'échange d'informations et de données peut ouvrir la voie à une adhésion progressive et à un renforcement de la confiance à l'avenir. Des données et une modélisation hydrologique fiables sont des sources de préoccupation urgente, d'autant plus que les projets de

¹⁹⁸ Banque mondiale (2021).

¹⁹⁹ CBLT (2020).

²⁰⁰ CBLT (2020).

²⁰¹ CBLT (2020).

²⁰² Assanvo, Abatan et Sawadogo (2016) ; Galeazzi *et al.* (2017).

grands travaux d'infrastructure, y compris ceux liés au transfert d'eau interbassins, restent à l'ordre du jour. Les bureaux nationaux de statistique pourraient faciliter la normalisation de la collecte des données agricoles et mettre en place une base de données accessible et lisible qui alimente les modèles de prévision pour les alertes précoces.

Le stress hydrique et la vulnérabilité climatique justifient les interventions continues de la CBLT dans la gestion partagée de l'eau, bien qu'une intensification de ces interventions puisse devenir nécessaire. Les États membres promeuvent et recherchent activement des financements pour des infrastructures régionales de transfert interbassins, mais sont à la traîne au regard des niveaux les plus élémentaires de coopération régionale. Les partenaires de développement peuvent investir de manière stratégique et garantir un niveau plus élevé de coordination et d'harmonisation des bailleurs de fonds au niveau régional et au niveau du bassin, d'autant plus que les financements climatiques entrent de plus en plus en jeu. Le soutien externe doit suivre la logique des incitations intérieures et concevoir l'aide de manière à promouvoir, lorsque cela est possible, la mise en valeur et la conservation à long terme en privilégiant les affluents sud du lac. Des exemples provenant d'autres régions donnent à penser que la coopération technique peut, à long terme, avoir des incidences sur les incitations des États membres à prendre plus au sérieux la coopération dans le domaine de l'eau.

La région du lac Tchad a un potentiel de développement dont la libération favorisera la création de plus grandes opportunités pour ses habitants. Elle a une population jeune, est riche en ressources naturelles et a connu dans le passé d'importants flux commerciaux. Pourtant, c'est aussi une région confrontée à des défis de longue date et urgents, en particulier un cycle de développement territorial sous-optimal, de fragilité, de conflits et de violence s'autorenforce. Tout au long des discussions avec les parties prenantes de la région, un large consensus s'est dégagé sur la nécessité de rompre le cycle, ce qui nécessitera la mise en œuvre soutenue d'un programme holistique et donc un large consensus sociétal et un engagement politique à long terme au plus haut niveau. Les priorités recensées dans ce Mémorandum économique régional sont principalement axées sur la rupture de ce cycle pour combler le fossé entre potentialités et réalités.

Références bibliographiques

- Afifi, Tamer. 2011. « Economic or Environmental Migration? The push Factors in Niger ». *International Migration*, 49: e95-e124.
- Ahmadu, Hamman J. 2011. *Farmer-Herder Conflict: Exploring the Causes and Management Approaches in the Lake Chad Region Nigeria* [PhD Universiti Utara Malaysia]. <http://etd.uum.edu.my/3399/>
- Aker, Jenny C. 2011. « Dial 'A' for Agriculture: A Review of Information and Communication Technologies for Agricultural Extension in Developing Countries ». *Agricultural Economics* 42 (6): 631–47.
- Aker, Jenny C. et Isaac M. Mbiti. 2010. « Mobile Phones and Economic Development in Africa ». *Journal of Economic Perspectives*, 24 (3) : 207–32.
- Al Jazeera. Septembre 2017. « More than half of Borno schools closed over Boko Haram ». Al Jazeera. <https://www.aljazeera.com/news/2017/9/29/more-than-half-of-borno-schools-closed-over-boko-haram>.
- Alibhai, Salman, Niklas Buehren, Rachel Coleman, Markus Goldstein, et Francesco Strobbe. 2018. *Disruptive Finance: Using Psychometrics to Overcome Collateral Constraints in Ethiopia*. Washington, DC : Banque mondiale.
- Argus Consulting Services. 2016. « The War on Error: Will restricting Nigerian urea stop the threat of fertilizer-based explosives in Africa? » Londres.
- Assanvo, William, Ella Jeannine Abatan et Wendyam Aristide Sawadogo. 2016. « Assessing the Multinational Joint Task Force against Boko Haram ». West Africa Report 19 (septembre), Institute for Security Studies, Pretoria.
- Assanvo, William, Baba Dakono, Lori-Anne Thérout-Bénoni et Ibrahim Maïga. 2019. « Violent Extremism, Organised Crime, and Local Conflicts in Liptako-Gourma ». West Africa Report 26 (December), Institute for Security Studies, Pretoria.
- Awodola, Bosede et Agyeno Oboshi. 2015. « Terrorism in Northern Nigeria: A threat to food security in Maiduguri ». *Mediterranean Journal of Social Sciences* 6 (3 S2), 11–11.
- Ayadi, Lotfi, Nancy Benjamin, Sami Bensassi et Gaël Raballand. 2014. « An Attempt to Estimating Informal Trade Across Tunisia's Land Borders ». *Journal of Urban Research* 10.
- Babajide Milton Macauley, « Land degradation in Northern Nigeria: The impacts and implications of human-related and climatic factors » (2014).
- Bagozzi, Benjamin E, Ore Koren et Bumba Mukherjee. 2017 ».Droughts, land appropriation, and rebel violence in the developing world ». *The Journal of Politics*, 79 (3), 1057–1072.
- Bahia, Kalvin, Pau Castells, Genaro Cruz, Takaki Masaki, Xavier Pedrós, Tobias Pfitze, Carlos Rodríguez-Castelán et Hernán Jorge Winkler. 2020. « The Welfare Effects of Mobile Broadband Internet: Evidence from Nigeria ». Document de travail consacré à la recherche sur les politiques 9230, Banque mondiale, Washington, DC.
- Barro, Robert J. et Xavier Sala-i-Martin. 1992. Convergence. *Journal of Political Economy*, 100(2), 223–251.
- Barro, Robert. J., Gregory N. Mankiw et Xavier Sala-i-Martin. 1995. Capital Mobility in Neoclassical Models of Growth. *American Economic Review*, 85(1), 103–115.
- Béné, C., Neiland, A., Jolley, T., Ovie, S., Sule, O., Ladu, B., Mindjimba, K., Belal, E., Tiotsop, F., Baba, M., Dara, L., Zakara, A. et Quensiere, J. (2003). Inland Fisheries, Poverty, and Rural Livelihoods in the Lake Chad Basin. *Journal of Asian and African Studies* 38 (1): 17–51. <https://doi.org/10.1177/002190960303800102>.

- Berg, Claudia N., Brian Blankespoor et Harris Selod. 2018. « Roads and Rural Development in Sub-Saharan Africa ». *Journal of Development Studies* 54 (5): 856–74.
- Banque mondiale. 2003. *Rapport sur le développement dans le monde 2004 : Making Services Work for Poor People*. Washington, DC : Banque mondiale ; New York : Oxford University Press.
- Banque mondiale. 2009. *Rapport sur le développement dans le monde 2009 : Repenser la géographie économique*. Washington, DC : Banque mondiale.
- Banque mondiale. 2010. *Rapport sur le développement dans le monde 2010 : Développement et changement climatique*. Washington, DC : Banque mondiale.
- Banque mondiale. 2011. *Rapport sur le développement dans le monde 2011 : Conflits, sécurité et développement*. Washington, DC : Banque mondiale.
- Banque mondiale. 2013a. « Cross-Border Trade between Nigeria and CEMAC Countries: Estimating Trade Flows, Describing Trade Relationships, and Identifying Barriers to Cross-Border Trade between Cameroon and Nigeria ». Report ACS2876, Banque mondiale, Washington.
- Banque mondiale. 2013b. *Rapport sur le développement dans le monde 2014 : Risques et opportunités : la gestion du risque à l'appui du développement* Washington, DC : Banque mondiale.
- Banque mondiale. 2015a. « Country Partnership Framework for the Republic of Chad for the Period FY16–20. » Report 95277-TD (3 novembre), Banque mondiale, Washington.
- Banque mondiale. 2015b. *Synthesis Report*. Vol. 1 of *North-East Nigeria. Recovery and Peace Building Assessment*. Washington, DC : Banque mondiale.
- Banque mondiale. 2017. *Rapport sur le développement dans le monde 2017 : la gouvernance et la loi*. Washington, DC : Banque mondiale.
- Banque mondiale. 2018. *Breaking Down the Barriers to Regional Agricultural Trade in Central Africa*. Août. Washington, DC : Banque mondiale.
- Banque mondiale. 2019. *Africa's Pulse: An Analysis of Issues Shaping Africa's Economic Future*. Vol. 19 (avril). Washington, DC : Banque mondiale.
- Banque mondiale. 2020a. *The Africa Continental Free Trade Area: Economic and Distributional Effects*. Washington, DC : Banque mondiale.
- Banque mondiale. 2020b. *Stratégie du Groupe de la Banque mondiale en matière de fragilité, conflit et violence 2020–2025*. Washington, DC : Banque mondiale.
- Banque mondiale. 2021. « The Nexus between Trade and Climate Change: Impacts and Issues for Developing Countries ». Banque mondiale, Washington.
- Banque mondiale et FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture). 2021. *A Blueprint for Strengthening Food System Resilience in West Africa: Regional Priority Intervention Areas*. Washington, DC : Banque mondiale.
- Yu, Qiangyi, Liangzhi You, Ulrike Wood-Sichra, Yating Ru, Alison K.B. Joglekar, Steffen Fritz, Wei Xiong, Miao Lu, Wenbin Wu et Peng Yang. 2020. « A Cultivated Planet in 2010, Part 2: The Global Gridded Agricultural Production Maps ». *Earth System Science Data* 12 (4): 3545–72.
- Blankespoor, Brian. 2021. « Building Rural Development in the Lake Chad Region ». Document de référence établi aux fins du « Mémoire économique régional sur le bassin du lac Tchad », Banque mondiale, Washington.
- Blankespoor, Brian, Yating Ru, Ulrike Wood-Sichra, Timothy S. Thomas, Liangzhi You et Erwin Kalvelagen. 2021. « Gridded Agricultural GDP of the World ». Banque mondiale, Washington.
- Blattman, Christopher et Edward Miguel. 2010. « Civil War ». *Journal of Economic Literature*, 48 (1) : 3-57.

- Blomberg, S. Brock, Gregory D. Hess et Siddharth Thacker. 2006. « On the Conflict-Poverty Nexus ». *Economics and Politics*, 18 (3) : 237-67.
- Brockerhoff, Martin et Paul C. Hewett. 2000. « Inequality of Child Mortality among Ethnic Groups in Sub-Saharan Africa ». *Bulletin of the World Health Organization* 78 (1): 30–41.
- Brückner, M. et Ciccone, A. 2011. « Rain and the Democratic Window of Opportunity ». *Econometrica* 79: 923-947. <https://doi.org/10.3982/ECTA8183>.
- Burke, Paul J. et Andrew Leigh. 2010. « Do Output Contractions Trigger Democratic Change? » *American Economic Journal: Macroeconomics* 2 (4):124–57.
- Caestens. 2019. « Discussion Paper on Cross-Border Trade and the Regional Economy » prepared for Second Meeting of the Lake Chad Governors' Forum on Stabilization, Peacebuilding and Sustainable Development in Niamey, 16–18 juillet 2019.
- Cantens, Thomas et Gaël Raballand. 2017. « Cross-Border Trade, Insecurity and the Role of Customs: Some Lessons from Six Field Studies in (Post-) Conflict Regions ». Working Paper 67, International Center for Tax and Development, Brighton, U.K.
- Chamberlin, Jordan, TS Jayne et Derek Headey. 2014. « Scarcity amidst abundance? Reassessing the potential for cropland expansion in Africa, » *Food Policy* 48, 51–65.
- Chandra, Areendam et Sujana Kabiraj. 2020. « Shedding light on regional growth and convergence in India ». *World Development* 132: 1-18.
- Chaney, Eric. 2013. « Revolt on the Nile: Economic Shocks, Religion, and Political Power ». *Econometrica* 81 (5): 2033–53.
- Chun, Natalie et Heiwai Tang. 2018. « Do Information and Communication Technologies Empower Female Workers? Firm-Level Evidence from Viet Nam (May). » ADBI Working Paper 545.
- Cohen, Corentin. 2015. « Boko Haram, une impossible sociologie politique ? » *Afrique contemporaine* 3 (255) : 71-87.
- Collier, Paul et Anke Hoeffler. 2002. « Greed and Grievance in Civil Wars ». Working Paper 2002-01, Centre for the Study of African Economies, Oxford, UK.
- Collier, Paul, V. L. Elliot, Havard Hegre, Anke Hoeffler, Marta Reynal-Querol et Nicholas Sambanis. 2003. *Breaking the Conflict Trap: Civil War and Development Policy*. Banque mondiale et Oxford University Press.
- Dardel, Cécile, Laurent Kergoat, Pierre Hiernaux, E Mougou, Manuela Grippa et C.J Tucker. 2014. « Re-greening Sahel: 30 years of remote sensing data and field observations (Mali, Niger) » *Remote Sensing of Environment*, 140, 350–364.
- de Haan, Leo, Paul Quarles van Ufford et Fred Zaal. 1999. « Cross-border cattle marketing in Sub-Saharan Africa since 1990: geographical patterns and government induced change ». Dans *Agricultural Marketing in Tropical Africa*, edited by Laurens H. van der Laan, Tjalling Dijkstra et Aad van Tilburg. Research Series 15. Leyde : African Studies Centre Leiden.
- Debo, L. et G. Van Ryzin. 2013. « Leveraging Quality Information in Stock-Outs ». Research Paper No. 13–58, University of Chicago Booth School of Business, Chicago, IL.
- Déby Itno, I., L. Fabius, Jean-Paul Moatti, N. Pourtier et Christian Seignobos, Atlas of lake Tchad, Vol. number spécial 183 2015.
- Defourny, Pierre, S. Bontemps, C. Lamarche, C. Brockmann, M. Boettcher, J. Wevers et G. Kirches. 2017. *Land Cover CCI: Product User Guide Version 2.0*. Disponible à l'adresse <http://maps.elie.ucl.ac.be/CCI/viewer/download/ESACCI-LC-PUG-v2.5.pdf>

- ESA (Agence spatiale européenne), 2017. *Land Cover CCI, Product User Guide Version 2.0*. Document CCI-LC-PUGV2 (April 10). Harwell, Royaume-Uni : Bureau du climat de l'ESA, Agence spatiale européenne.
- FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) 2009. « Adaptive water management in the Lake Chad Basin. Addressing current challenges and adapting to future needs ». Dans *FAO Water Seminar Proceedings of the World Water Week*. FAO, Rome, Italie.
- FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) 2016. *Food insecurity in the Lake Chad Basin*. Bureau régional de la FAO pour l'Afrique, Rome, Italie.
- FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) 2017. *Lake Chad Basin crisis Response strategy (2017-2019) Mitigating the impact of the crisis and strengthening the resilience and food security of conflict-affected communities: Cameroon, Chad, the Niger and Nigeria*. FAO, Rome, Italie
- Fearon, James D. et David D. Laitin. 2003. Ethnicity, Insurgency, and Civil War. *American Political Science Review* 97 (1): 75-90.
- Felter, Claire. 2018. « Nigeria's Battle With Boko Haram ». Council on Foreign Relations, New York, NY. <https://www.cfr.org/backgrounder/nigerias-battle-boko-haram>
- Fernandes, A. M., A. Mattoo, H. Nguyen et M. Schiffbauer. 2019. « The internet and Chinese exports in the pre-ali baba era ». *Journal of Development Economics* 138: 57-76.
- Fetzer, Thiemo. 2020. « Can Workfare Programs Moderate Conflict? Evidence from India ». *Journal of the European Economic Association* 18(6): 3337–3375, <https://doi.org/10.1093/jeea/jvz062>.
- Fisker, Peter. 2021. « Conflict and Climate in the Lake Chad Region ». Document de référence établi aux fins du « Mémoire économique régional pour le bassin du lac Tchad », Banque mondiale, Washington.
- Fratianni, Michele et Heejoon Kang. 2006. « International Terrorism, International Trade, and Borders ». Working Paper No 2006-13, Indiana University, Kelley School of Business, Department of Business Economics and Public Policy.
- FMI (Fonds monétaire international). 2016. *Chad IMF Country Report No. 16/274*. Article IV Consultation. Fonds monétaire international, Washington.
- Galeazzi, Greta, Alfonso Medinilla, Tarila Marclint Ebiede et Sophie Desmidt. 2017. « The Lake Chad Basin Commission (LCBC): Water and Security at an Inter-Regional Cross-Roads ». Policy Brief (December), European Center for Development Policy Management, Maastricht, Pays-Bas.
- Gaye, Serigne Bamba. 2018. Connections between Jihadist groups and smuggling and illegal trafficking rings in the Sahel. Friedrich-Ebert-Stiftung Peace and Security Centre of Competence Sub-Saharan Africa, Dakar, Sénégal.
- Gennaioli, Nicola, Rafael La Porta, Florencia Lopez De Silanes et Andrei Shleifer. 2014. Growth in regions. *Journal of Economic growth*, 19(3): 259–309.
- GEOGLAM (Global Agricultural Monitoring). 2020. « Lake Chad Basin: Conflict and Food Insecurity ». Conflict Report.
- Ghosh, Tilottama, Rebecca L. Powell, Christopher D. Elvidge, Kimberly E. Baugh, Paul C. Sutton² et Sharolyn Anderson. « Shedding Light on the Global Distribution of Economic Activity ». *The Open Geography Journal*, 3, 147-160.
- Goyal, A. 2020. « Information, direct access to farmers, and rural market performance in central India ». *American Economic Journal: Applied Economics*, 2(3): 22-45.
- Gritzner, Jeffrey Allman. 2021. « Lake Chad ». *Encyclopedia Britannica*, 14 février 2021. <https://www.britannica.com/place/Lake-Chad>.

- Harari, Mariaflavia et Eliana La Ferrara. 2018. « Conflict, Climate, and Cells: A Disaggregated Analysis ». *The Review of Economics and Statistics* 100 (4): 594–608.
- Hasbi, M. et A. Dubus, 2019. « Determinants of Mobile Broadband Use in Developing Economies: Evidence from Sub-Saharan Africa, » Working Papers hal-02264651, HAL.
- Henderson, Vernon J., Tim Squires, Adam Storeygard et David Weil. 2018. « The Global Distribution of Economic Activity: Nature, History, and the Role of Trade ». *The Quarterly Journal of Economics*, Volume 133, Issue 1, février 2018, Pages 357–406. <https://doi.org/10.1093/qje/qjx030>.
- Hess, Gregory D. et Athanasios Orphanides. 1995. « War Politics: An Economic, Rational-Voter Framework ». *American Economic Review*, 85: 828-846.
- Hidalgo, F. Daniel, Suresh Naidu, Simeon Nichter et Neal Richardson. 2010. « Economic Determinants of Land Invasions ». *Review of Economics and Statistics* 92(3):505-523.
- Hjort, Jonas et Jonas Poulsen. 2019. « The Arrival of Fast Internet and Employment in Africa ». *American Economic Review* 109 (3): 1032–79.
- HCR (Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés) et Banque mondiale. 2016. *Forced Displacement by the Boko Haram Conflict in the Lake Chad Region*. Washington, DC : Banque mondiale.
- Organisation des Nations Unies et Banque mondiale. 2018. *Pathways for Peace: **approches inclusives pour la prévention des conflits violents***. Washington, DC : Banque mondiale.
- ICG (International Crisis Group). 2017. « Fighting Boko Haram in Chad: Beyond Military Measures ». Africa Report 246 (8 mars), ICG, Bruxelles.
- ICG (International Crisis Group). 2018. « Cameroon’s Far North: A New Chapter in the Fight against Boko Haram ». Africa Report 263 (14 août), ICG, Bruxelles.
- IDS (Institute of Development Studies). 2017. « Cross-Border Trade, Insecurity and the Role of Customs: Some Lessons from Six Field Studies in (Post-)Conflict Regions ».
- IEP (Institute for Economics & Peace). 2020. *Global Peace Index 2020*. IEP, Sydney, Australie.
- Ighobor, Kingsley. 2019. « Développer le bassin du lac Tchad ». Afrique Renouveau. URL:<https://www.un.org/africarenewal/fr/magazine/d%C3%A9cembre-2019-mars-2020/d%C3%A9velopper-le-bassin-du-lac-tchad>. (Consulté le 26 novembre 2020).
- Jedwab, Remi, Brian Blankespoor, Takaaki Masaki et Carlos Rodríguez-Castelán. 2021. « Estimating the Spillover Economic Effects of Foreign Conflict: Evidence from Boko Haram ». Document de référence établi aux fins du « Mémoire économique régional pour le bassin du lac Tchad », Banque mondiale, Washington.
- Jedwab, Remi, Federico Haslop, Takaaki Masaki et Carlos Rodríguez-Castelán. 2021. « Climate Change, Rural Livelihoods, and Urbanization: Evidence from the Permanent Shrinking of Lake Chad ». Document de référence établi aux fins du « Mémoire économique régional pour le bassin du lac Tchad », Banque mondiale, Washington.
- Jedwab, Remi, Edward Kerby et Alexander Moradi. 2017. « History, Path Dependence and Development: Evidence from Colonial Railroads, Settlers and Cities in Kenya ». *Economic Journal* 127 (août) : 1467–94.
- Kaila, H. et F. Tarp. 2019. « Can the Internet Improve Agricultural Production? Evidence from Viet Nam ». *Agricultural Economics*, 675-91.
- Kimenyi, Mwangi, Jidefor Adibe, Moussa Djir’e, Abigail J. Jirgi, Alpha Kergna, Temesgen T. Deressa, Jessica E. Pugliese et Andrew Westbury. 2014. « The impact of conflict and political instability on agricultural investments in Mali and Nigeria », Working Paper 17, The Brookings Institute, Washington.

- Koussou, Mian Oudanang et Guillaume Duteurtre. 2013. « Le rôle de la zone soudanienne dans le commerce des bovins sur pied en Afrique centrale ». *Journal of Animal & Plant Sciences*, Vol.20, Issue 1: 3026-3033.
- CBLT (Commission du bassin du lac Tchad). 2015. « Lake Chad Development and Climate Resilience Action Plan ». Report 102851 v2 (13 novembre), Banque mondiale, Washington.
- CBLT (Commission du bassin du lac Tchad). 2020. « Regional Strategy for Adaptation to Climate Change, Agriculture, Livestock, Fisheries ». CBLT, N'Djamena, Tchad.
- Lebrand, Mathilde. 2021. « Infrastructure and Structural Change in the Lake Chad Region ». Document de référence établi aux fins du « Mémoire économique régional pour le bassin du lac Tchad », Banque mondiale, Washington.
- Lemoalle, Jacques et Gérard Magrin (sous la direction de). 2014. « Le développement du lac Tchad: Situation actuelle et futurs possibles ». *IRD Éditions*.
- Lemoalle, Jacques, Jean-Claude Bader, Marc Leblanc et Ahmed Sedick. 2012. « Recent changes in Lake Chad: Observations, simulations and management options (1973–2011) ». *Global and Planetary Change*, 80, 247–254.
- Li, Xuecao, Yuyu Zhou, Min Zhao et Xia Zhao. 2020. « A harmonized global nighttime light dataset 1992–2018 ». *Scientific Data* 7. <https://doi.org/10.1038/s41597-020-0510-y>.
- Lierl, Malte. 2020. « Growing State Fragility in the Sahel: Rethinking International Involvement ». German Institute of Global and Area Studies, GIGA Focus Africa, 7, Hambourg.
- Linard, Catherine, Marius Gilbert, Robert W. Snow, Abdissalan M. Noor et Andrew J. Tatem. 2012. « Population Distribution, Settlement Patterns, and Accessibility across Africa in 2010 ». *PLoS One* 7 (2): e31746.
- Liu, Xiaoxuan, Le Yu, Wei Li, Dailiang Peng, Liheng Zhong, Le Li, Qinchuan Xin, Hui Lu, Chaoqing Yu et Peng Gong. 2018. « Comparison of country-level cropland areas between ESA-CCI land cover maps and FAOSTAT data ». *International Journal of Remote Sensing*, 39 (20), 6631–6645.
- Magrin, Gérard, Jacques Lemoalle et Roland Pourtier. 2015. *Atlas du lac Tchad. Passages* 183. https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/divers21-02/010064578.pdf.
- Magrin, Gérard et Marc-Antoine Perouse de Montclos, M. (sous la direction de) 2018. *Crisis and Development the Lake: The Chad Region and Boko Haram*. AFD, Paris.
- Mahmoud S. Omar et Ndubuisi Christian Ani. 2018. « Responses to Boko Haram in the Lake Chad Region: Policies, Cooperation and Livelihoods ». Institute for Security Studies, *Pretoria, South Africa*.
- Mahmoud, Rashid, Shaofeng Jia et Wen bin Zhu. 2019. « Analysis of climate variability, trends, and prediction in the most active parts of the Lake Chad Basin, Africa ». *Scientific Reports* 9, Article number: 6317.
- Marshall Burke, Solomon M. Hsiang et Edward Miguel. 2015. « Climate and conflict ». *Annual Review of Economics*, 7(1):577–617, 2015. doi: 10.1146/annurev-economics-080614-115430. URL <https://doi.org/10.1146/annurev-economics-080614-115430>.
- Masaki, Takaaki, Rogelio Granguillhome Ochoa et Carlos Rodríguez-Castelán. 2020. « Broadband Internet and Household Welfare in Senegal ». Document de travail consacré à la recherche sur les politiques 9386, Banque mondiale, Washington, DC.
- Masaki, Takaaki et Carlos Rodríguez-Castelán. 2021. « Socioeconomic Trends in the Lake Chad Region ». Document de référence établi aux fins du « Mémoire économique régional pour le bassin du lac Tchad », Banque mondiale, Washington.

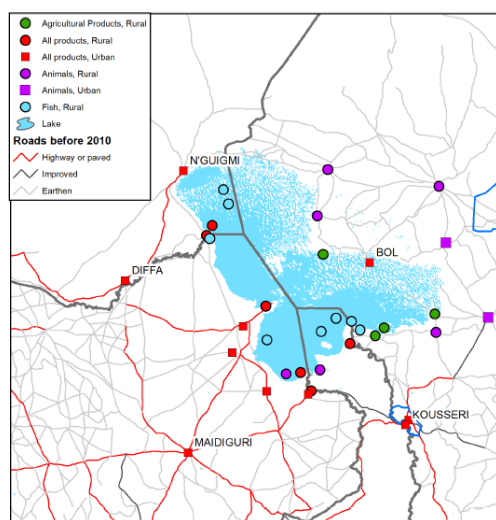
- Maystadt, Jean-François, Valerie Mueller, Jamon Van Den Hoek et Stijn Van Weezel. 2020. « Vegetation changes attributable to refugees in Africa coincide with agricultural deforestation ». *Environmental Research Letters* 15 (4), 044008.
- Mercy Corps, USAID, Oxfam, Action against Hunger, CRS, Rescue and COPI. 2017. The North-East Nigeria Joint Livelihood and Market Recovery Assessment. Mercy Crops, Portland, Oregon.
- Miguel, Edward, Shanker Satyanath et Ernest Sergenti. 2004. « Economic Shocks and Civil Conflict: An Instrumental Variables Approach ». *Journal of Political Economy* 112 (4): 725–53.
- Moneke, Niclas. 2020. « Can Big Push Infrastructure Unlock Development? Evidence from Ethiopia ». Paper presented at the STEG Theme 3 and 4 Joint Online Workshop, Structural Transformation and Economic Growth, Centre for Economic Policy Research, Londres, 14–15 septembre, 2020.
- Obi, Felix A. et Ejemai Eboime. Mai 2017. « How Boko Haram is devastating health services in North-East Nigeria ». The Conversation. <https://theconversation.com/how-boko-haram-is-devastating-health-services-in-north-east-nigeria-65751>.
- OCHA (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs). 2019. « Global Humanitarian Overview 2020 ». OCHA, Genève.
- OCHA (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs). 2020. « Lake Chad Basin Humanitarian Snapshot ». Infographic (23 novembre 2020), OCHA, Genève.
- Odada, Eric O., Lekan Oyebande et A.J. Oguntola. 2005. « Lake Chad: Experience and Lessons learned Brief »; International Lake Environment Committee Foundation (ILEC), Kusatsu, Japon.
- Okpara, Uche T, Lindsay C. Stringer, Andrew J. Dougill et Mohammed D. Bila. 2015. « Conflicts about water in Lake Chad: Are environmental, vulnerability and security issues linked? ». *Progress in Development Studies*, 15 (4), 308–325.
- Okpara, Uche T., Lindsay C. Stringer et Andrew J. Dougill. 2016. « Lake drying and livelihood dynamics in Lake Chad: Unravelling the mechanisms, contexts and responses ». Dans *Ambio* 45(7), pp. 781–795.
- Olivry, J., *et al.* (1996). *Hydrologie du Lac Chad*. Institut de recherche pour le développement en coopération, Orstom Editions, Paris, France.
- OMD (Organisation mondiale des douanes). Améliorer le rôle des douanes dans les frontières fragiles - Renforcer la coopération régionale pour la gestion des frontières. Organisation mondiale des douanes, Bruxelles, Belgique.
- Onuoha, F., (2010). « Climate change, population surge and resource overuse in the Lake Chad area Implications for human security in the north-east zone of Nigeria ». Dans Mwiturubani, D. et van Wyk, Jo-Ansie (sous la direction de). *Climate Change and Natural Resources Conflicts in Africa*. Institute for Security Studies.
- Oxfam. 2016. A Modified Emergency Market Mapping Analysis (EMMA) and Protection Analysis. Smoked fish and dried red pepper income market systems. Diffa Region, Eastern Niger.
- Oxfam. 2017. *Red gold and fishing in the Lake Chad Basin*. Briefing note, février 2017. Oxfam, Cowley, Oxford, Royaume-Uni.
- PAM (Programme alimentaire mondial). 2016a. « Assessing Gender and Markets in the Lake Chad Basin Region ». VAM Gender and Markets Study 2, 2016–2017, Bureau régional, PAM, Dakar, Sénégal.
- PAM (Programme alimentaire mondial). 2016b. « Lake Chad Basin Crisis: Regional Market Assessment ». VAM Report, Bureau régional, PAM, Dakar, Sénégal.
- PAMACC (Pan African Media Alliance for Climate Change). 2018. « Analysis of Transaqua ». PAMACC, Nairobi. <https://savelakechad.com/analysis-of-transaqua.html>.

- Pardo, Oliver et Paula Andrea Rossiasco. 2016. « The Economic Cost of Forced Displacement in North-East Nigeria » (Appendix D) Dans *Forced Displacement by the Boko Haram Conflict in the Lake Chad Region*. HCR et Banque mondiale.
- Paunov, C. et V. Rollo, 2015. « Overcoming Obstacles: The Internet's Contribution to Firm Development ». *World Bank Economic Review* 29 (supplement 1): S192–S204.
- PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement) et OCHA (Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies). 2018. « Resilience for Sustainable Development in the Lake Chad Basin ». Background Paper (août), PNUD, New York.
- PNUE (Programme des Nations Unies pour l'environnement). 2004. « Global International Waters Assessment: Lake Chad Basin, GIWA Regional Assessment 43 ». PNUE, Nairobi, Kenya
- FNUAP (Fonds des Nations Unies pour la population). 2017. « Demographic Dynamics and the Crisis of Countries around Lake Chad ». Bureau régional de l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale, FNUAP, Dakar, Sénégal.
- PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement). 2020. *Measuring the Economic Impact of Violent Extremism Leading to Terrorism in Africa*. PNUD, New York.
- Purokayo, Suleiman G.2017. « Mobility Challenges and Border Routes: The Rise of Regional Conflicts in the Lake Chad Basin ». *European Journal of Social Sciences Studies*, Volume 2, Issue 9, pp. 192-206.
- Raji, Aminu. 1993. « The past history and present trends in the fisheries of Lake Chad », dans 10th Annual Conference of the Fisheries Society of Nigeria (FISON), 16-20 November, Abeokuta, Nigeria, pp. 213-225.
- Raleigh, Clionadh et Cairiona Dowd. 2015. « Armed Conflict Location and Event Data Project (ACLED) Codebook ». https://www.acledata.com/wp-content/uploads/2015/01/ACLED_Codebook_2015.pdf.
- Ritter, P. et M. Guerrero. 2014. « The Effect of the Internet and Cell Phones on Employment and Agricultural Production in Rural Villages in Peru ». Working paper, University of Piura, Piura, Pérou.
- Salas Garcia, Vania B. et Q. Fan, 2015. « Information Access and Smallholder Farmers' Selling Decisions in Peru », 2015 AAEE & WAEA Joint Annual Meeting, July 26-28, San Francisco, California 205380, Agricultural and Applied Economics Association.
- Sambanis, Nicholas. 2004. « Poverty and the Organization of Political Violence ». The Brookings Institution, Brookings Trade Forum on Globalization, Poverty, and Inequality: 165-211.
- Samuel, Mali. 2019. « Islamic State West Africa Province is proving its economic resilience by generating income from obliging local communities ». Economics of terrorism in lake Chad Basin, ISS Today, Institute for Security Studies. <https://issafrica.org/iss-today/economics-of-terrorism-in-lake-chad-basin>.
- Sarch, M-T.2001. « Fishing and farming at Lake Chad: Institutions for access to natural resources ». *Journal of Environmental management*, 62 (2), 185–199.
- Sayan, Ramazan Caner, Nidhi Nagabhatla t Marvel Ekwuribe. 2020. « Soft Power, Discourse Coalitions, and the Proposed Interbasin Water Transfer between Lake Chad and the Congo River ». *Water Alternatives* 13 (3): 752–78.
- Shaw, Mark et Tuesday Reitano. 2017. « Global Illicit Flows and Local Conflict Dynamics: The Case for Pre-Emptive Analysis and Experimental Policy Options », Global Initiative against Transnational Organized Crime et S Jespersion, « Conflict Obscuring Criminality The Crime-Conflict Nexus in Nigeria », (2017).

- Skah, Maha et Rida Lyammouri. 2020. « The Climate Change-Security Nexus: Case study of the Lake Chad Basin ». Policy Center for the New South, Research Paper 20/08, Rabat, Maroc.
- Smith, David et Stephanie Wolters. 2017. Radio, Social Media and Language as an Agent in Conflict: A Case Study of Dandal Kura Radio International in the Lake Chad Basin. Dans P. Aall & C. A. Crocker (sous la direction de), *The Fabric of Peace in Africa: Looking beyond the State* (pp. 273–288). McGill-Queen's University Press. <http://www.jstor.org/stable/j.ctt1pq33ws>.
- Sissons, Corrie et Clotilde Lappartient. 2016. A Modified Emergency Market Mapping Analysis (EMMA) and Protection Analysis. Smoked fish and dried red pepper income market systems. Diffa Region, Eastern Niger. Oxfam, Cowley, Oxford, Royaume-Uni.
- Strategic Foresight Group. 2017. *Water Cooperation Quotient 2017*. Bombay : Strategic Foresight Group.
https://www.strategicforesight.com/publication_pdf/Water%20Cooperation%20Quotient%202017.pdf.
- Suri, Tavneet et William Jack. 2016. « The Long-Run Poverty and Gender Impacts of Mobile Money ». *Science* 354 (6317): 1288–92
- Sedick, Ahmed (n.d.). « Le Lac Tchad et ses tributaires ».
- Taniform, Peter Ngwa. 2014. Project Information Document (Appraisal Stage) - Cameroon - Multimodal Transport Project - P143801 (English). Washington, DC : Banque mondiale. <http://documents.worldbank.org/curated/en/686271468003352456/Project-Information-Document-Appraisal-Stage-Cameroon-Multimodal-Transport-Project-P143801>.
- Tayimlong, Robert A. 2020. « Fragility and Insurgency as Outcomes of Underdevelopment of Public Infrastructure and Socio-Economic Deprivation: The Case of Boko Haram in the Lake Chad Basin », *Journal of Peacebuilding & Development*. doi:10.1177/1542316620950188
- Thomas Brinkhoff: City Population, <http://www.citypopulation.de>.
- USAID (Agence des États-Unis pour le développement international). 2020. « Lake Chad Basin: Complex Emergency ». Fact Sheet 4 (30 septembre), USAID, Washington.
- Van Den Hoek, Jamon. 2017. « Agricultural Market Activity and Boko Haram Attacks in Northeastern Nigeria ». *West African Paper* 9 (septembre), Organisation pour la coopération et le développement économiques, Paris.
- van der Weide, Roy, Bob Rijkers, Brian Blankespoor et Alexei Abrahams. 2018. « Obstacles on the Road to Palestinian Economic Growth ». Banque mondiale, Washington.
- Vedeld, T. 2000. « Village politics: Heterogeneity, leadership and collective action ». *Journal of Development Studies* 36 (5): 105–34. <https://doi.org/10.1080/00220380008422648>.
- Viollaz, M. et H. Winkler. 2020. « Does the Internet Reduce Gender Gaps?: The Case of Jordan ». The Case of Jordan (13 mars 2020). Document de travail de recherche sur les politiques de la Banque mondiale n° 9183.
- Vivekananda, Janani; Martin Wall, Florence Sylvestre et Chitra Nagarajan. 2019. *Shoring up stability: Addressing climate and fragility risks in the Lake Chad region*. Adelphi, Berlin.
- Walkenhorst, Peter. 2021. « Trade Patterns and Trade Networks in the Lake Chad Region ». Document de référence établi aux fins du « Mémoire économique régional pour le bassin du lac Tchad », Banque mondiale, Washington.

Annexe A : Autres figures et tableaux

Figure A1. Marchés locaux à proximité du lac Tchad par type.



Source : Blankespoor 2021, document de référence établi aux fins de ce rapport.

Tableau A1 : Résultats socioéconomiques dans la région du lac Tchad et dans d'autres régions

	Cameroon			Chad			Niger			Nigeria		
	National	Rest of country	LCB	National	Rest of country	LCB	National	Rest of country	LCB	National	Rest of country	LCB
Poverty and Human Capital												
Poverty	26.0%	18.8%	58.8%	38.1%	39.8%	30.7%	45.4%	43.4%	51.6%	39.1%	37.7%	72.3%
Literacy (15+)	77.8%	83.7%	47.1%	41.6%	45.5%	21.0%	33.0%	32.8%	34.0%	71.9%	72.4%	58.7%
Primary Completion (14-25)	72.3%	79.0%	39.4%	29.5%	32.8%	12.2%	25.4%	27.8%	17.4%	78.2%	79.0%	60.0%
Child stunting	28.9%	26.9%	37.3%	39.9%	37.0%	51.0%	43.9%	41.7%	52.2%	36.8%	35.8%	48.0%
Employment												
Agriculture	45.9%	39.0%	78.0%	76.2%	77.0%	72.2%	74.7%	75.5%	68.5%	43.2%	42.2%	43.2%
Industry	15.6%	17.1%	8.7%	7.0%	6.9%	10.2%	7.9%	7.2%	7.5%	9.4%	9.5%	9.4%
Service	31.0%	35.3%	10.9%	13.6%	12.8%	17.0%	15.6%	15.2%	20.4%	37.1%	37.7%	37.1%
Access to Public Services												
Piped Water	35.6%	39.6%	14.8%	15.9%	16.4%	13.8%	31.8%	34.7%	23.5%	11.2%	10.4%	20.7%
Improved Sanitation	61.1%	66.9%	30.8%	14.1%	16.2%	5.7%	24.8%	28.5%	14.3%	56.3%	56.4%	55.1%
Electricity	62.2%	70.4%	19.6%	7.7%	9.0%	2.4%	14.4%	16.0%	10.0%	59.4%	61.3%	38.4%

Source : Calculs de la Banque mondiale basés sur les données des autorités nationales.

Note : Les données sur l'éducation (alphabétisation et enseignement primaire) et l'emploi sont basées sur les dernières enquêtes auprès des ménages menées au Cameroun (2014), au Niger (2018), au Nigéria (2018) et au Tchad (2018). La catégorie d'emploi par branche d'activité ne tient compte que des personnes en âge de travailler (entre 15 et 65 ans). Les données sur la pauvreté sont basées sur les dernières enquêtes harmonisées auprès des ménages menées au Cameroun (2014), au Niger (2014), au Nigéria (2018) et au Tchad (2011). Les taux de pauvreté sont basés sur le seuil de pauvreté international fixé à 1,90 dollar (parité de pouvoir d'achat de 2011). Les données sur la santé des enfants (retard de croissance chez l'enfant) et l'accès aux services publics sont issues des dernières enquêtes démographiques et de santé disponibles dans chaque pays : Cameroun (2018), Niger (2012), Nigéria (2018) et Tchad (2018). Reste du pays = hors région du lac Tchad ; LCB = dans la région du bassin du lac Tchad.

Annexe B : Scénarios d'investissement dans les infrastructures étudiés dans le document de référence intitulé « Infrastructures et changement structurel dans la région du lac Tchad »

Nouvelles infrastructures de transport dans la région du lac Tchad

Nouvelle ligne ferroviaire au Cameroun : La rénovation de la ligne ferroviaire reliant Ngaoundéré, Yaoundé et Douala au Cameroun passe par plusieurs étapes. La Banque mondiale participe au financement de la partie sud du projet pour le tronçon Douala-Yaoundé, tandis que l'UE et la Banque européenne d'investissement financent la partie nord. Nous supposons que les deux réhabilitations se produiront en même temps et considérons donc l'ensemble du segment. Le gouvernement envisage actuellement de rénover le tronçon le plus utilisé, Yaoundé-Douala, dont l'état s'est détérioré ces dernières années. Le segment nord entre Ngaoundéré-Yaoundé est le plus dégradé. Nous supposons que la vitesse est faible sur toute la ligne dans le scénario de base.

Nouveaux corridors routiers au Tchad : Il existe plusieurs corridors historiques reliant le Cameroun et le Tchad. Les tensions dans la région de l'Extrême-Nord ont entraîné la fermeture des corridors passant par la partie nord du Cameroun et l'ouverture de possibilités d'aménagement d'autres corridors. La Banque mondiale évalue actuellement la possibilité d'investir dans un nouveau corridor au Tchad. Le corridor envisagé relie la capitale du Tchad à Moudoun, la deuxième ville la plus importante du pays, ce qui donne plus de pertinence au projet, car il augmente les liaisons nationales entre les deux principales villes et la connectivité régionale/internationale de Moudoun.

Politiques complémentaires : Frictions frontalières -- Nous supposons que le commerce entre les localités d'un même pays ne subit que les coûts de transport alors que les commerçants doivent attendre 30 heures de plus pour pouvoir traverser les frontières nationales. Faute de données, nous partons sur 30 heures par défaut. Dans les scénarios contrefactuels à venir, nous ajoutons une réduction de moitié du délai de passage de la frontière aux investissements de transport.

Annexe C : Liste des documents de référence

Sept documents de référence originaux ont été produits pour éclairer la préparation de ce rapport.

Titre : « Socioeconomic Trends in the Lake Chad Region »

Auteurs : Takaaki Masaki (Banque mondiale) et Carlos Rodríguez-Castelán (Banque mondiale)

Résumé : Ce document donne un aperçu descriptif des tendances socioéconomiques récentes dans la région du lac Tchad. Il constate que les zones autour du lac présentent des taux de pauvreté sensiblement plus élevés par rapport aux autres parties des pays concernés. La région présente des déficits chroniques en capital humain, un manque historique d'accès aux services et infrastructures de base et, en particulier depuis le début de la crise, un accès limité aux grands marchés. L'étude met également en évidence comment le niveau de densité économique est particulièrement faible dans la région du lac Tchad en comparaison à d'autres zones, tandis qu'un manque chronique d'infrastructures de liaison (grande distance) et la perpétuation des conflits (fortes divisions) peuvent retarder le progrès économique régional.

Titre : « Climate Change, Rural Livelihoods, and Urbanization: Evidence from the Permanent Shrinking of Lake Chad »

Auteurs : Remi Jedwab (université George Washington), Federico Haslop (université George Washington), Takaaki Masaki (Banque mondiale) et Carlos Rodríguez-Castelán (Banque mondiale)

Résumé : Beaucoup de lacs sont en train de disparaître dans le monde. Malgré une littérature abondante sur les conséquences économiques du changement climatique, les effets économiques de la diminution des lacs n'ont pas été grandement étudiés. Nous nous concentrons sur le lac Tchad, un vaste lac africain qui a perdu environ 90 % de sa superficie entre 1965 et 1985. Pour le Cameroun, le Niger et le Tchad, nous construisons un nouvel ensemble de données retraçant l'évolution de la population totale et urbaine à un niveau spatial précis depuis les années 1950 jusqu'aux années 2010. Nous utilisons ensuite la méthode des doubles différences pour estimer les effets causaux du rétrécissement du lac Tchad entre les années 1960 et les années 1990 sur les communautés riveraines. Nous constatons une croissance démographique totale relativement plus lente à proximité du lac, mais seulement après que le lac a commencé à se rétrécir. Nous constatons également des effets non négatifs du rétrécissement du lac sur la croissance de la population urbaine riveraine, qui indiquent que le changement climatique pourrait induire l'urbanisation locale des réfugiés.

Titre : « Estimating the Spillover Economic Effects of Foreign Conflict: Evidence from Boko Haram »

Auteurs : Remi Jedwab (université George Washington), Brian Blankespoor (Banque mondiale), Takaaki Masaki (Banque mondiale) et Carlos Rodríguez-Castelán (Banque mondiale)

Résumé : Quels sont les effets d'entraînement du terrorisme étranger et des conflits sur les économies régionales ? Adoptant un cadre de doubles différences pour examiner la montée inattendue de l'insurrection de Boko Haram dans le nord-est du Nigéria en 2009, nous étudions ses effets dans les régions voisines au Cameroun, au Niger et au Tchad. Nous constatons des effets négatifs importants sur les activités économiques régionales (représentés par la baisse de l'éclairage nocturne), en particulier dans les zones situées à moins de 200 kilomètres de la zone d'activité de Boko Haram. Nos constatations indiquent que cet impact négatif est concentré dans les zones urbaines et est prononcé dans les zones initialement moins développées, par exemple sur le plan des infrastructures, et moins bien connectées aux autres marchés (indiquant un manque de diversification commerciale). Nous constatons également que la montée en puissance de Boko Haram entraîne une augmentation de l'agriculture sur brûlis, une pratique

locale qui est rentable à court terme, mais occasionne généralement des pertes environnementales et économiques à long terme. Dans l'ensemble, ces constatations témoignent des effets négatifs à court et à long terme des conflits étrangers sur les économies régionales.

Titre : « Infrastructure and Structural Change in the Lake Chad Region »

Auteure : Mathilde Lebrand (Banque mondiale)

Résumé : L'accès aux infrastructures favorise le développement économique sous l'effet de la transformation structurelle. Les routes donnent accès aux marchés, tandis que l'électricité et l'internet permettent le déploiement de technologies de production modernes. Cet article étudie les liens entre les investissements dans l'électricité, l'internet et les infrastructures routières, isolément et groupés, et le développement économique dans la région du lac Tchad. À l'aide de données sur l'expansion des réseaux routiers, électriques et internet, nous produisons des estimations sous forme réduite des effets des investissements dans les infrastructures sur la composition sectorielle de l'emploi. À l'aide d'une série d'instruments, nous estimons un impact important des investissements dans les infrastructures, en particulier de la combinaison des routes bitumées et de l'électricité. Nous utilisons ensuite un modèle d'équilibre général spatial, basé sur Moneke (2020), pour quantifier les effets des investissements futurs dans les transports régionaux et la facilitation des échanges sur le développement économique. Une meilleure connectivité des transports régionaux le long du corridor Douala-N'Djamena apportera des gains de bien-être relativement importants pour la région du lac Tchad et conduira à une spécialisation accrue dans le secteur manufacturier dans le sud du Cameroun et dans l'agriculture ou les services non marchands ailleurs.

Titre : « Conflict and Climate in the Lake Chad Region »

Auteur : Peter Fisker (université de Copenhague)

Résumé : Ce document étudie les déterminants des conflits entre les districts et les cellules de grille dans la région du lac Tchad, qui couvre des parties du Cameroun, du Niger, du Nigéria et du Tchad. Les informations sur l'incidence et l'intensité des conflits sont combinées avec des données de télédétection sur la verdure, les températures, les précipitations et l'indice de précipitation-évapotranspiration normalisé pour toutes les années entre 2001 et 2018. Les résultats obtenus indiquent que le conflit dans la région du lac Tchad est influencé par des anomalies climatiques : des températures plus élevées que d'habitude entraînent une augmentation de l'activité conflictuelle mesurée au niveau des districts et des cellules de grille. Les anomalies de verdure influent aussi négativement sur les conflits, mais plus fortement si l'on se concentre sur la saison de végétation dans les zones cultivées. Cependant, les précipitations et l'indice normalisé de précipitation-évapotranspiration ne présentent pas de relations similaires avec le conflit. Les raisons possibles à cela peuvent être a) le fait que les anomalies de température jouent un rôle plus important que la sécheresse agricole comme indicateur prévisionnel du conflit ou b) des erreurs de mesure dans les données des précipitations et de l'indice normalisé de précipitation-évapotranspiration analysés.

Titre : « Building Rural Development in the Lake Chad Region »

Auteur : Brian Blankespoor (Banque mondiale)

Résumé : L'agriculture est le principal secteur d'activité économique des individus et des ménages de la région du lac Tchad. Cependant, l'accessibilité limitée du marché et, plus récemment, les conflits entravent l'activité agricole et posent donc des défis majeurs à la reprise économique et au développement de la région. Ce document utilise des méthodes de panel pour examiner la relation entre l'accès aux marchés et la culture des terres dans la région au cours des trois dernières décennies en utilisant des données satellitaires et spatiales récentes suivant le cadre de Berg, Blankespoor et Selod (2018). Les résultats fournissent la preuve qu'un accroissement de l'accès aux marchés est associé à une augmentation des terres cultivées et

est positivement associé à une augmentation du produit intérieur brut (PIB) agricole local. Qu'à cela ne tienne, le conflit dû à la montée en puissance de Boko Haram au cours de la dernière décennie peut atténuer les gains, car la proximité des faits de conflit de l'année précédente est associée à moins de terres cultivées dans toute la région et à moins d'éclairage nocturne pour un panel de 104 marchés locaux situés près du lac Tchad.

Titre : « Trade Patterns and Trade Networks in the Lake Chad Region »

Auteur : Peter Walkenhorst (American University of Paris)

Résumé : Ce document résume les éléments probants existants concernant les modèles commerciaux et les réseaux commerciaux dans la région du lac Tchad et les perturbations importantes qui ont affecté les flux commerciaux dans la région. Il fait valoir que les conflits et les mesures d'atténuation correspondantes ont affecté les flux commerciaux de multiples manières. Premièrement, ils affectent la production et les marchés locaux importants, tels que les poissons provenant du lac et des rivières (Maiduguri est une plaque tournante commerciale) et les aliments de base, notamment le sésame, l'oignon et le poivre. Deuxièmement, ils ont également un impact sur les flux commerciaux importants traversant la région. Du nord au sud, le commerce du bétail qui traversait habituellement la région sur les rives nord et sud du lac se dirige maintenant plutôt vers l'est en direction de l'Afrique centrale. Du sud au nord, un important commerce de transit, notamment le long du corridor Douala-N'Djamena, est désormais détourné par Moundou. Troisièmement, ils affectent les échanges avec les deux grandes économies, le Cameroun et le Nigéria, qui se sont déplacés des régions du nord en proie aux conflits vers des zones frontalières plus sûres.